INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 340 - JUIN 2022

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 340

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - L'offre limitée en France stimule les importations, l'inflation alimentaire progresse
    - La hausse des prix ralentit
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Marché équilibré
- Femelles
  - Europe
    - Dynamiques divergentes
- Maigre
  - Les exportations reculent toujours faute de disponibilités
- Veaux de boucherie
  - Les prix ont entamé leur baisse saisonnière
- Veaux nourrissons
  - Les prix stagnent

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Les prix du lait records ne relancent pas la production dans l'UE
- Marché des produits laitiers
  - Le marché du beurre reste tendu face à de moindres disponibilités
- France
  - Débouchés : retour aux tendances préalables à la pandémie

Viande ovine
- France
  - Le cours français perd un peu de hauteur
- UE et monde
  - Des flux davantage orientés vers l'UE-27 et l'Amérique du Nord

Lait de chèvre et viande
- L'approvisionnement s'étoffe et les fabrications évoluent

Marchés mondiaux des produits laitiers et de la viande bovine

La manque de viande disponible se poursuit et soutient les cours

Dernière révision le 20 juin 2022

En Europe comme en France, le manque de disponibilités maintient les cotations des gros bovins finis à des niveaux élevés. Toutefois, l'inflation a commencé à impacter la consommation de viande bovine dans certains pays, même si cela est partiellement compensé par le bon démarrage de la saison touristique en Europe du Sud.

Partout on constate aussi des coûts de production particulièrement élevés, à l'instar de l'Espagne, inquiète pour le futur. En France comme aux Pays-Bas, les cours des veaux de boucherie ont entamé leur baisse saisonnière.

Les exports de maigre français reculent faute de disponibilités, avec des naissances allaitantes en net recul et des mises en place à l'engraissement robustes. Les envois de veaux laitiers vers l'étranger sont, eux, restés dynamiques jusqu'à fin avril.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

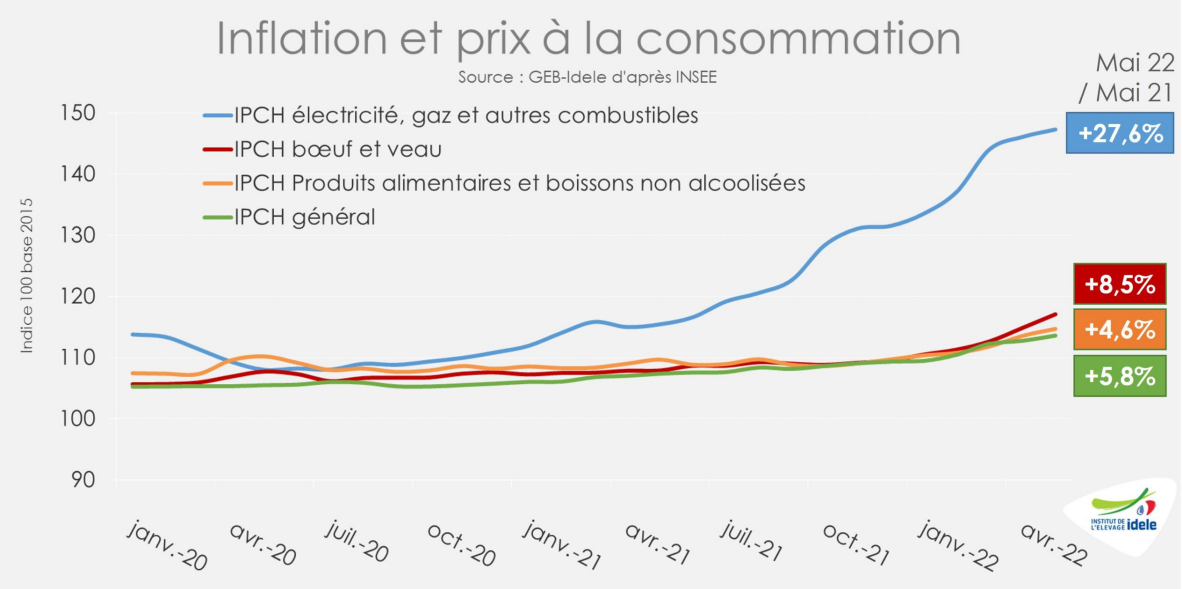
L'offre limitée en France stimule les importations, l'inflation alimentaire progresse

Dernière révision le 20 juin 2022

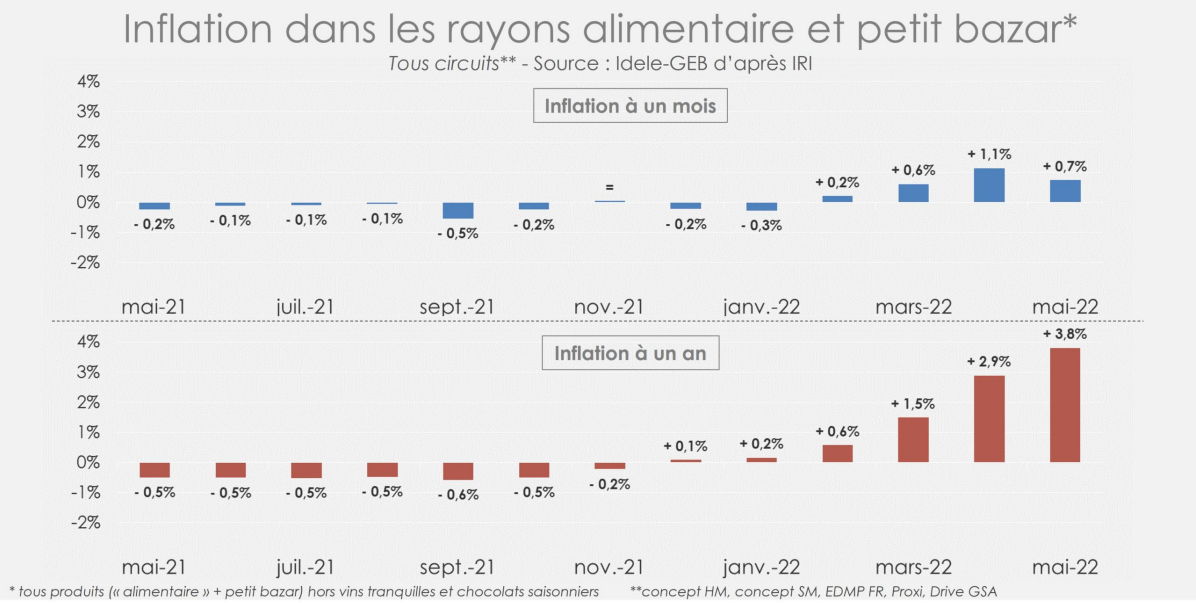
L'inflation a de nouveau progressé en mai. L'inflation alimentaire est cependant moindre que chez nos voisins européens. En valeur, les ventes au détail restent soutenues notamment pour la viande hachée congelée. La RHD confirme son dynamisme retrouvé depuis plusieurs mois. La consommation par bilan avait progressé en mars en lien avec la progression des importations.

L'inflation reste soutenue pour l'alimentaire

En mai 2022, l'indice général des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de l'INSEE était à nouveau en hausse (+5,8% sur un an après le +5,4% d'avril). L'inflation sur les produits alimentaires était forte (+4,6% /mai 2021) notamment pour les viandes de bœuf et de veau (+8,5% en mai contre +6,5% en avril). L'inflation alimentaire en France reste cependant toujours inférieure à la moyenne dans la zone euro: l'inflation d'un mois de mai à l'autre pour les aliments non transformés était de +9,1% et celle pour les aliments transformés de +7,0%.

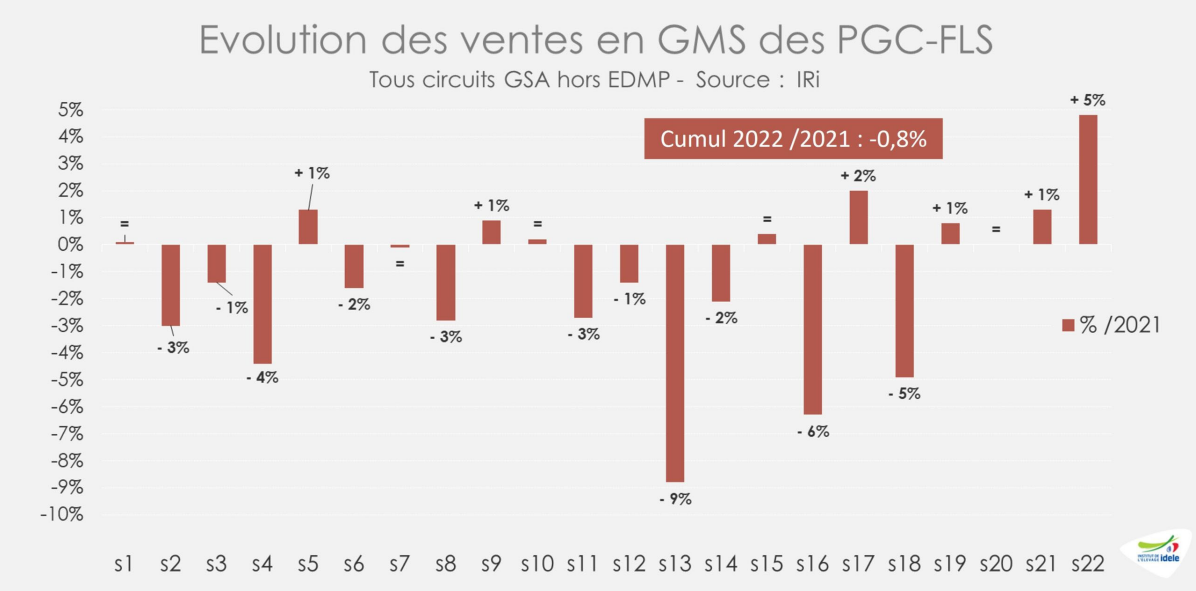


D'après IRi, le rythme d'inflation dans les rayons « alimentaire et petit bazar » restait élevé en mai, à +3,8% /2021, contre +2,9% en avril. Le rayon « épicerie salée » a été particulièrement touché (+5,8% /2021). L'inflation des rayons produits frais non laitiers (dont les viandes réfrigérées) comme des surgelés (dont les viandes congelées) ont également été affectées (respectivement +4,3% et +4,4% /2021).

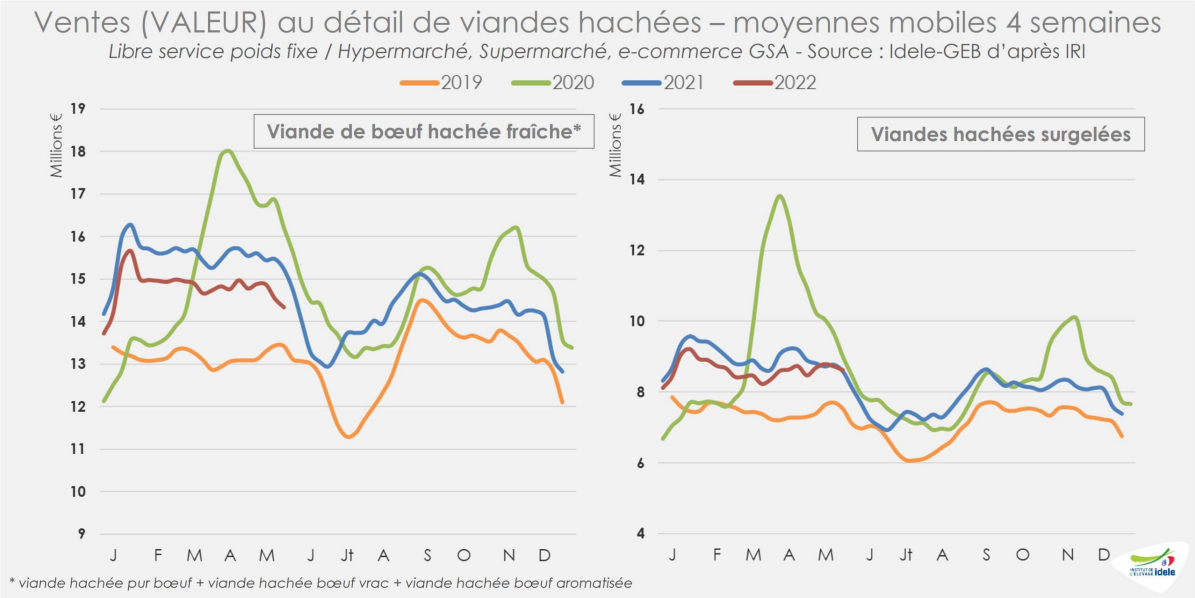


Dans un contexte inflationniste, les ventes au détail résistent en valeur

D'après IRi, les ventes des produits de grande consommation et frais libre-service (PGC-FLS) sont restées supérieures à l'avant-pandémie depuis le début de l'année alors que l'inflation alimentaire récente participe à la progression du chiffre d'affaires. Sur 22 semaines, elles restaient en léger retrait par rapport à l'année dernière (-0,8% /2021). La progression des ventes en valeur depuis début juin est à ramener à une année 2021 où les restaurants étaient à nouveau autorisés à recevoir des clients en intérieur. En semaine 22, les ventes de PGC-FLS ont ainsi enregistré leur plus forte croissance de 2022 en valeur et même une légère progression en volume (+0,5%).

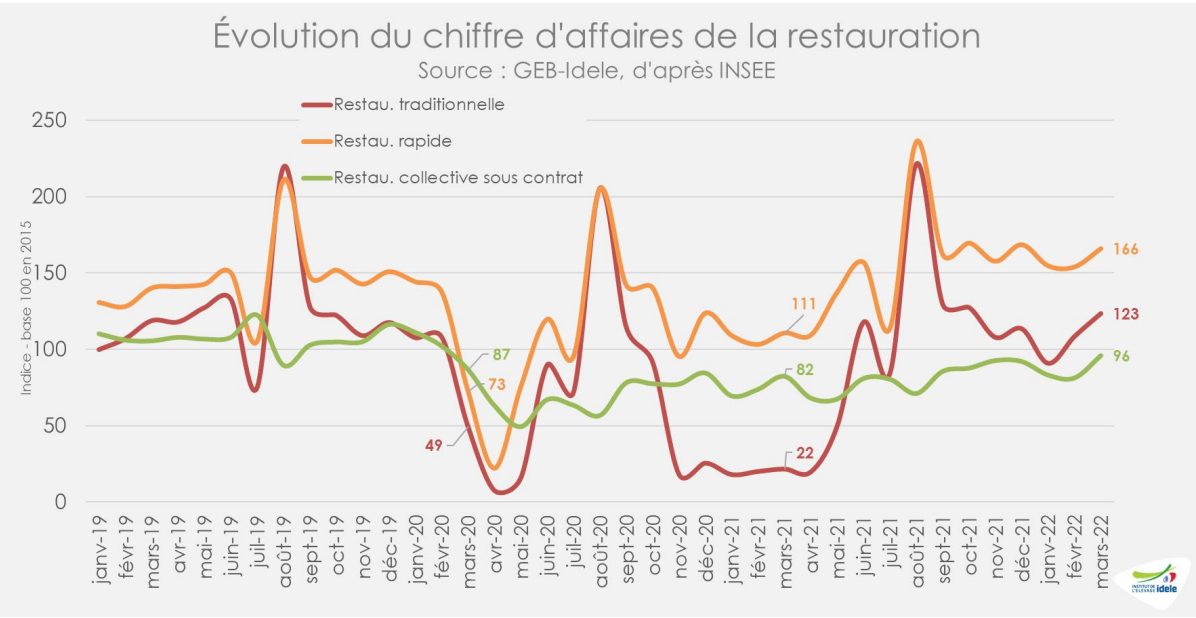


Alors que la hausse des prix au détail s'est poursuivie, **les ventes de viandes hachées en valeur** restent bien supérieures aux niveaux d'avant pandémie. En cumul sur les 21 premières semaines de 2022, les ventes sont ainsi restées intenses tant pour le bœuf haché frais (-5% /2021 et -4% /2020, mais +13% /2019) que pour le haché surgelé (-3% /2021 et -9% /2020, mais +17% /2019).

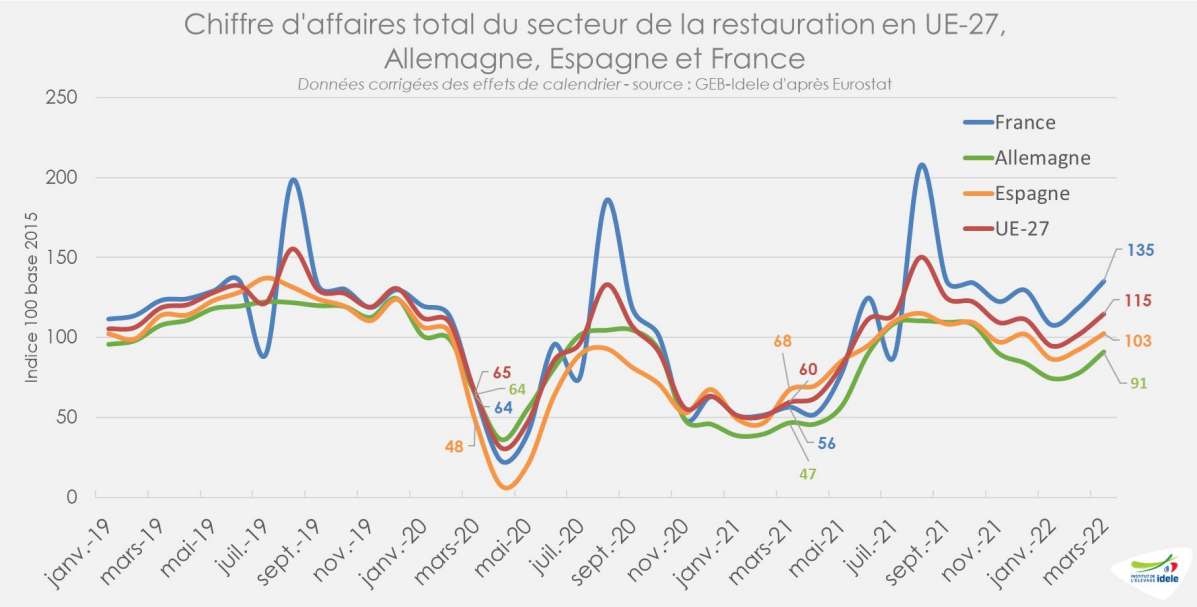


Forte progression du chiffre d'affaires de la RHD en France

En France, en mars 2022, le chiffre d'affaires global de la RHD était supérieur à celui des années marquées par la pandémie de covid-19 et dépassait largement son niveau d'avant pandémie (+140% /2021 ; +112% /2020 et +10% /2019). Le secteur de la restauration rapide restait particulièrement porteur (+50% /2021 ; +128% /2020 et +18% /2019). La restauration traditionnelle avait repris des couleurs (x5,7 /2021 ; +151% /2020 et +4% /2019), alors que restauration collective, bien qu'en progression, restait affectée par les habitudes prises lors de la pandémie comme le télétravail (+16% /2021 ; +11% /2020, mais -9% /2019).

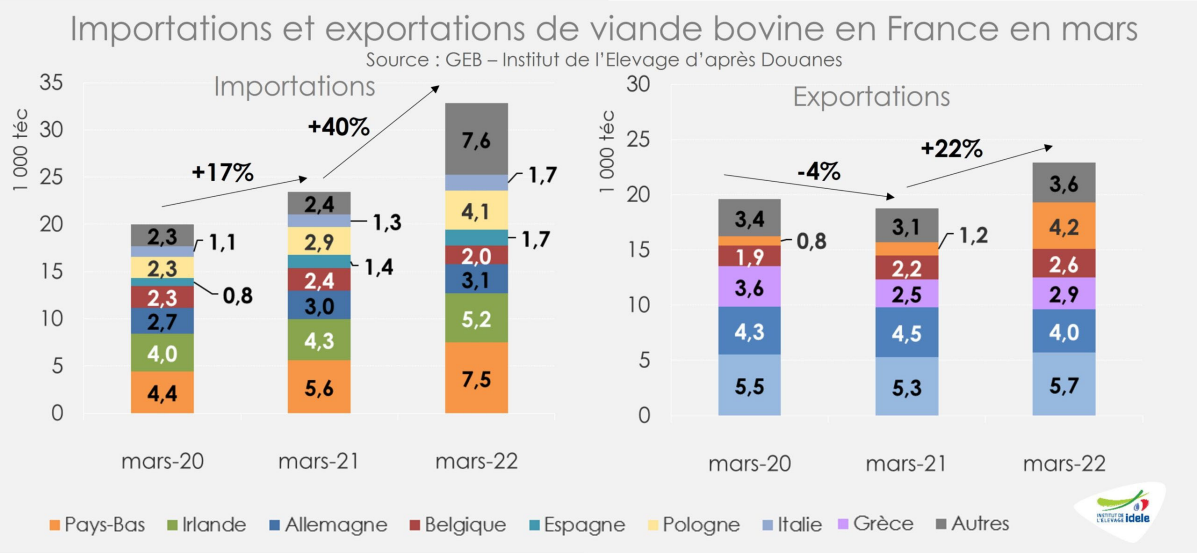


Au niveau européen, la reprise d'activité du secteur de la RHD a été beaucoup plus contrastée qu'en France. En **mars 2022, l**e chiffre d'affaires global de la RHD au sein de l'UE à 27 restait encore inférieur à l'avant pandémie (+93% /2021 ; +76% /2020, mais -3% /2019). La reprise a été plus faible en Espagne (+52% /2021 ; +114%/2020, mais -10% /2019) comme en Allemagne (+95% /2021 ; +41%/2020, mais -16% /2019).



Nouvelle progression du commerce extérieur en mars

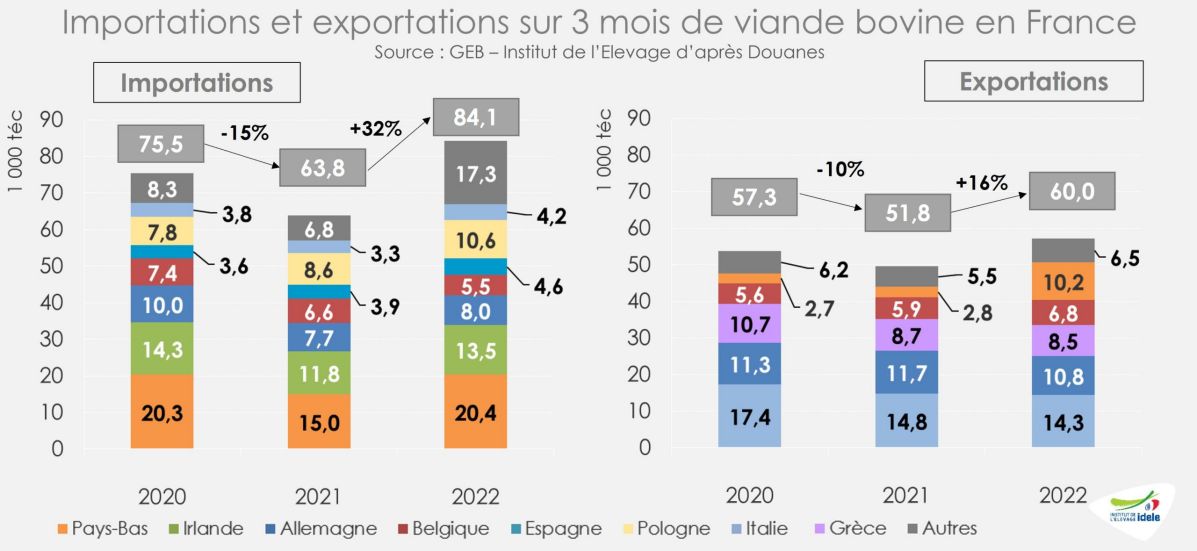
D'après les **Douanes françaises** le commerce extérieur français de viande bovine (importations et exportations) a poursuivi sa progression en **mars 2022**. Les exportations ont approché les 23 000 téc quand les importations ont dépassé les 32 800 téc, niveaux supérieurs à ceux des deux années précédentes alors en pleines restrictions liées à la pandémie (respectivement +22% /2021 et +64% /2020 ; +40% /2021 et +8% /2020).



En cumul **sur le premier trimestre 2022**, les exportations françaises ont dépassé le niveau d'avant pandémie (+16% /2021, +5% /2020 et +2% /2019) à 60 000 téc, et les importations ont continué de s'en approcher (+32% /2021, +1% /2020, mais -4% /2019) à 84 100 téc. A noter que le commerce extérieur français avec les Pays-Bas est en hausse sensible :

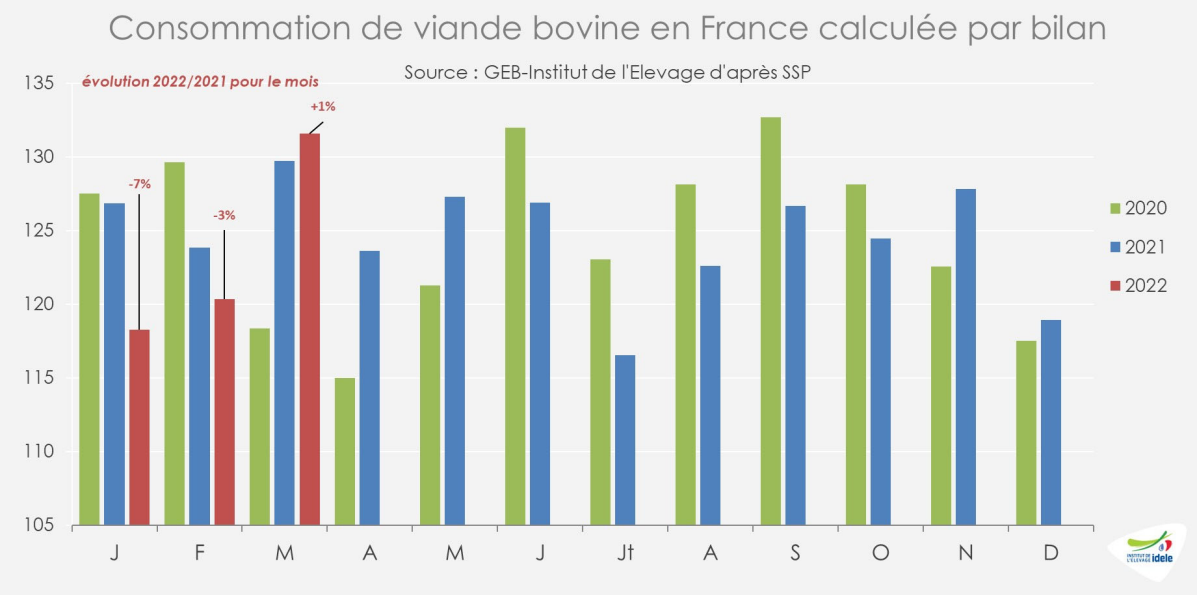
- Les importations ont augmenté (+36% /2021 à 20 400 téc).
- Les exportations ont littéralement explosé (x3,6 /2021 à 10 200 téc), tout en restant à la moitié des flux à l'import.

La hausse des flux de viande bovine depuis la France vers les Pays-Bas s'explique partiellement par le développement de certaines filières franco-néerlandaises (*Beter Leven*, filières JB lourds…). Mais elle est également à mettre en relation avec la nette hausse des importations françaises depuis le Royaume-Uni (x3,5 /2021 sur le 1er trimestre 2022 à 11 100 téc). Depuis le *Brexit*, certains opérateurs, principalement néerlandais, réalisent un dédouanement de leurs importations de viandes britanniques en France avant réexpédition sans qu'il soit possible pour l'heure de déterminer dans quelles proportions.

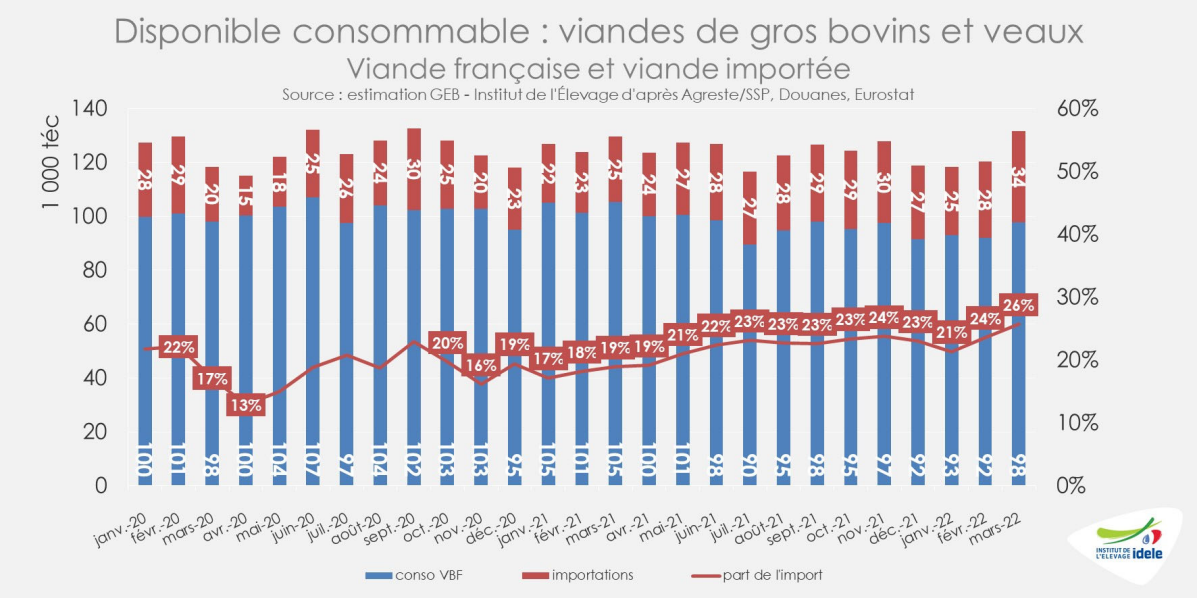


La consommation par bilan a progressé en mars

Après deux mois de recul marqué, faute d'offre notamment, la consommation calculée par bilan était en hausse **en mars 2022,** à 131 600 téc (+1% /2021 et +11% /2020). En cumul sur le premier trimestre, elle atteint 370 200 téc (-3% /2021 et -1% /2020).



Avec un rebond des importations, la proportion de viande importée dans les disponibilités totales atteignait 26% en mars 2022, niveau supérieur à l'avant pandémie. *Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !*



Viandes bovines » Gros bovins » France »

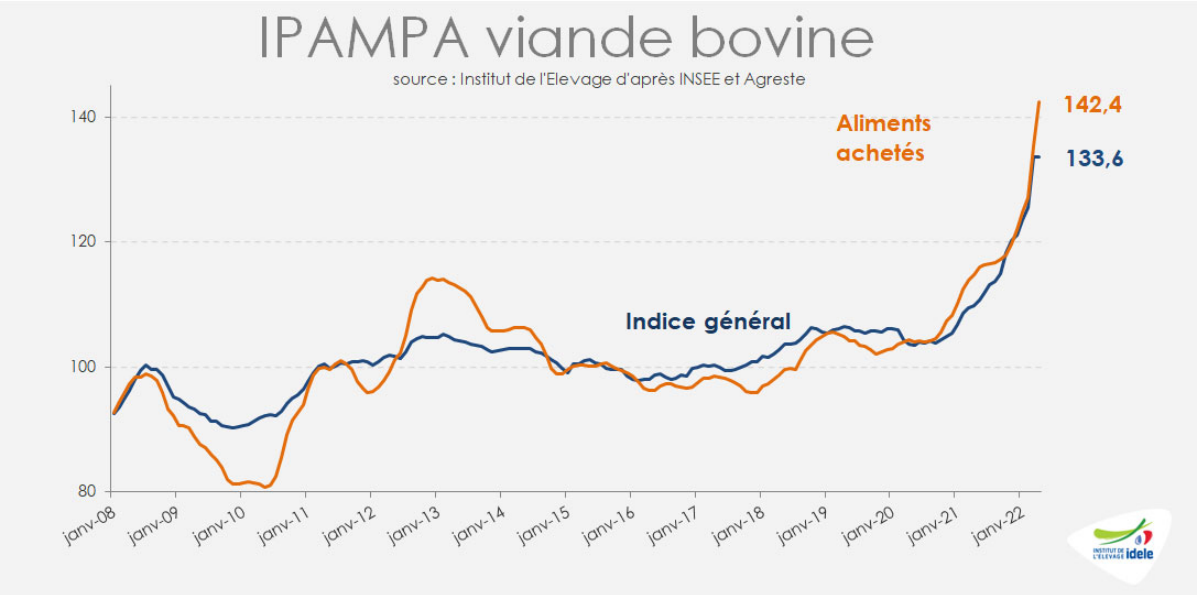
La hausse des prix ralentit

Dernière révision le 20 juin 2022

Les prix des bovins finis ont encore gagné quelques centimes en mai. La hausse d'un an sur l'autre reste inédite, mais insuffisante pour couvrir l'ensemble des charges qui se sont envolées. L'offre de gros bovins finis enregistre un recul marqué d'autant que les poids de carcasse sont en baisse. Seuls les abattages de femelles allaitantes restent relativement dynamiques, venant accélérer la décapitalisation.

Des charges en très forte hausse

L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe depuis fin février a accéléré l'envolée des prix de tous les intrants. En avril 2022, l'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles, base 100 en 2015) a égalé son record de mars, à 133,6 (+22% /2021 et +29% /2020). L'indice des prix des aliments achetés était supérieur de +24% /2021 et +37% /2020, celui des énergies et lubrifiants de +59% /2021 et +100% /2020 et celui des engrais et amendements de +108% /2021 et +130% /2020.

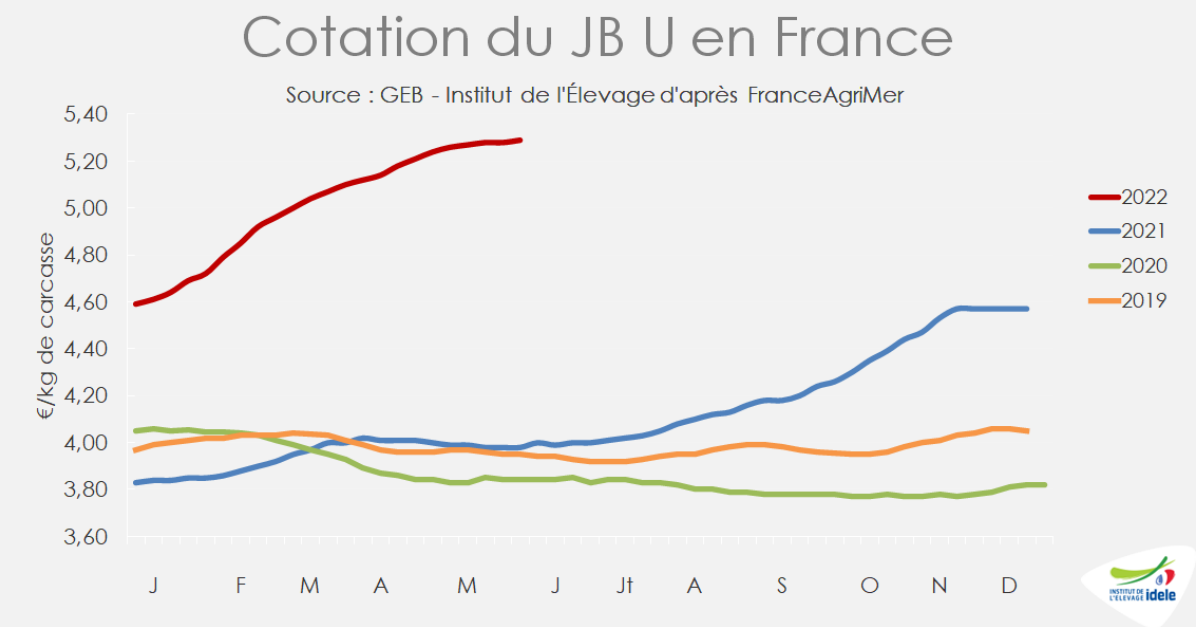


Offre très restreinte en JB

Après un pic en mars-avril consécutif aux rétentions de début d'année, les sorties de jeunes bovins sont repassées sous les niveaux des années précédentes. Sur les semaines 19 à 22, les abattages de JB de type viande étaient en baisse de -7% /2021 et ceux de JB de type lait en chute de -15% d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. En semaine 23 débutant par le lundi de Pentecôte, les abattages ont été encore plus réduits (-19% /2021 pour les JB type viande et -31% pour les JB type lait). Le coût très élevé de l'alimentation animale, ainsi que l'anticipation des sorties stimulée par le manque d'offre, conduisent par ailleurs à une réduction des poids de carcasse, de -1,0% /2021 pour les JB de type viande à -1,4% pour les JB de type lait en moyenne sur les 5 dernières semaines. Cette relative pénurie exacerbe la concurrence entre acheteurs.

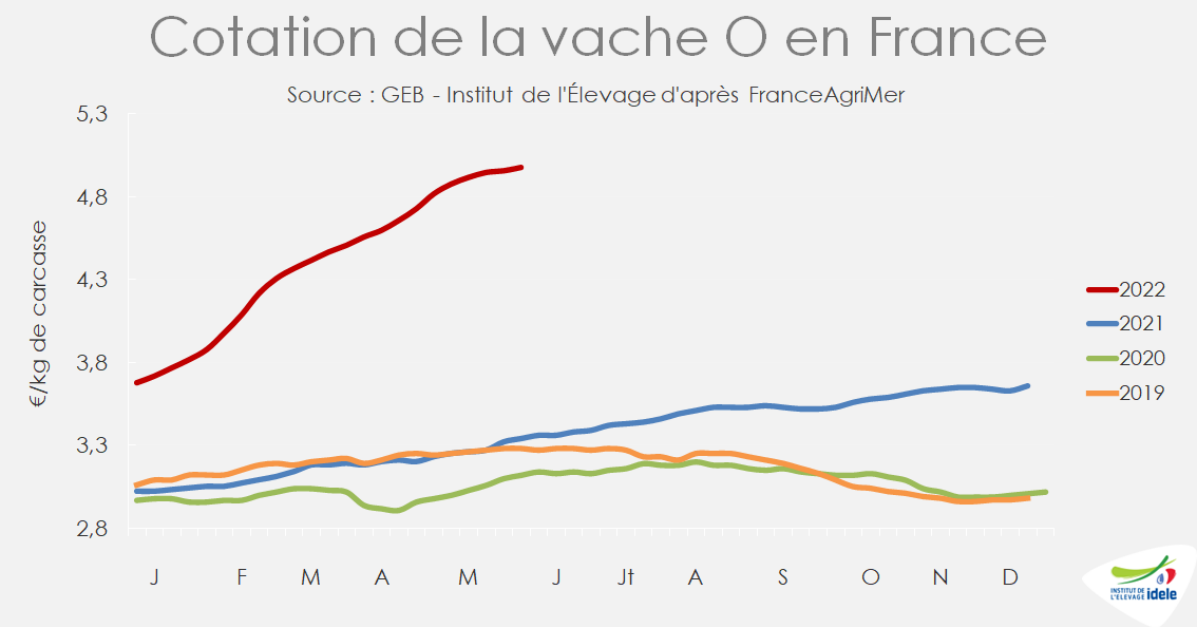
Prix des JB : la hausse ralentit

L'offre de viande de JB est restreinte partout en Europe, mais l'inflation freine la demande si bien que les prix des JB plafonnent dans les autres États membres. Ils ont même été fortement réajustés à la baisse en Allemagne après avoir frôlé les 6 €/kg. Ce contexte limite la hausse des prix français. En 4 semaines, la cotation du JB U a ainsi gagné 3 centimes, à 5,29 €/kg de carcasse en semaine 23 (+33% /2021 et +38% /2020). Celle du JB R a gagné 5 centimes à 5,18 €/kg (+36% /2021 et +41% /2020) et celle du JB O 6 centimes à 4,93 €/kg (+46% /2021 et +52% /2020).



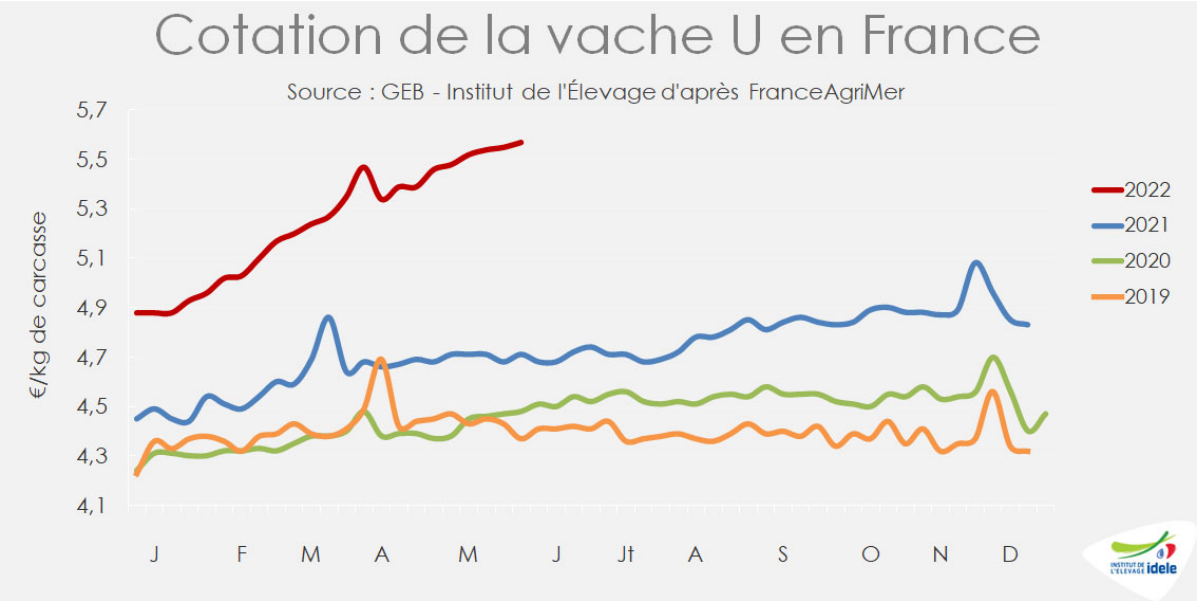
Les vaches laitières peu nombreuses, mais très demandées

La hausse continue du prix du lait, alors que les vaches sont au pâturage et qu'il n'est pas question de distribuer de l'aliment à prix d'or, incite les éleveurs laitiers à prolonger les lactations ce qui retarde les effectifs de vaches réformées. Sur les semaines 19 à 23, les abattages de vaches laitières étaient en baisse de -2,5% /2021 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. La baisse des poids de carcasse (-1,3% /2021 en moyenne) renforce la pénurie, avec une demande tellement forte qu'elle presse les sorties au détriment de la finition. Face à cette offre restreinte, la demande pour la viande hachée reste soutenue, ce qui continue de tirer les prix des réformes laitières. La cotation de la vache O a encore gagné +10 centimes en quatre semaines pour atteindre 4,98 €/kg de carcasse en semaine 23 (+49% /2021 et +60% /2020). Celle de la vache P a gagné 8 centimes à 4,87 €/kg (+57% /2021 et +69% /2020).

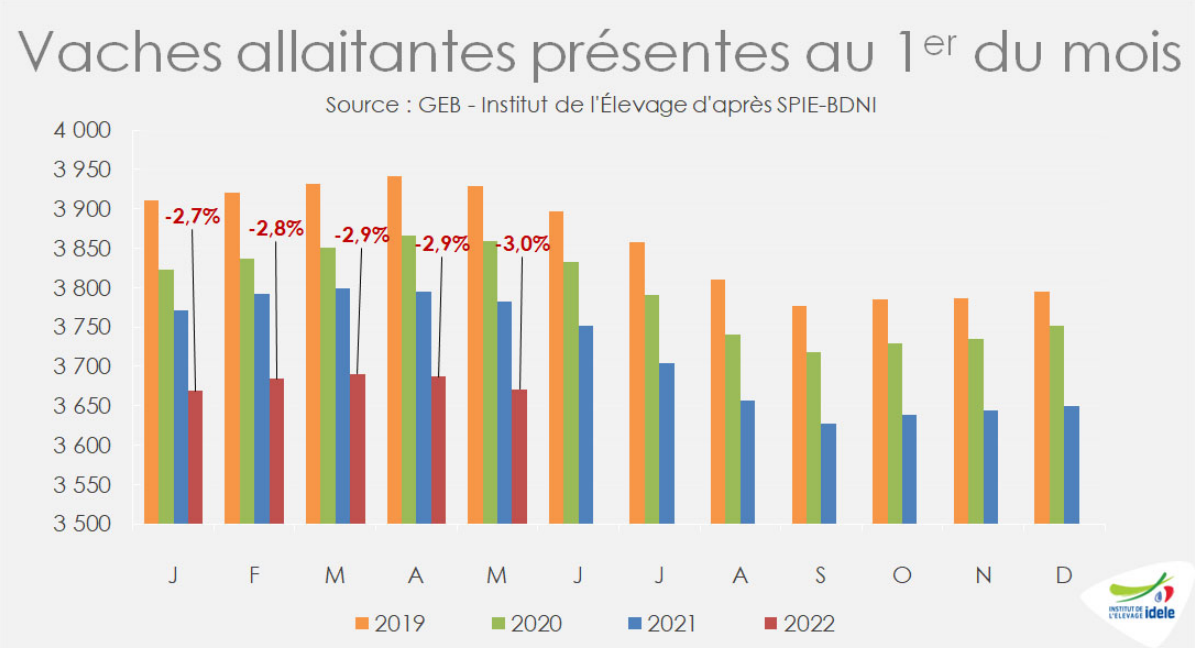


Les prix des vaches allaitantes également en hausse

Les cotations des vaches U et R ont gagné 9 centimes sur les 4 dernières semaines pour atteindre en semaine 23 respectivement 5,57 €/kg de carcasse (+18% /2021 et +24% /2020) et 5,27 €/kg (+28% /2021 et +34% /2020).



Le recul du cheptel allaitant s'est encore accéléré en avril. Au 1er mai, le nombre de vaches allaitantes présentes en France affichait un recul de -3,0% /2021. Le dynamisme actuel des abattages fait craindre une poursuite de cette accélération. Les abattages de vaches de type viande sur les semaines 19 à 22, de même que ceux de génisses de type viande, étaient en effet stables par rapport à 2021 malgré le recul du cheptel. Comme pour les vaches laitières, le poids moyen des vaches de type viande était en baisse (-0,7% /2021). Celui des génisses était en très légère hausse (+0,2%).



Par ailleurs, la sécheresse commence à inquiéter de nombreux éleveurs dans les régions les plus durement touchées. Les premières fauches ont été faites dans de bonne conditions, garantissant des fourrages de qualité, mais la pousse de l'herbe est ralentie depuis la mi-mai en raison du manque d'eau et de chaleurs inhabituelles. Mai 2022 a en effet été le mois de mai le plus chaud depuis le début du XXe siècle et le plus sec depuis 1959. L'arrivée de la vague de chaleur de mi-juin fait craindre une détérioration et un assèchement supplémentaire des sols.

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

Marché équilibré

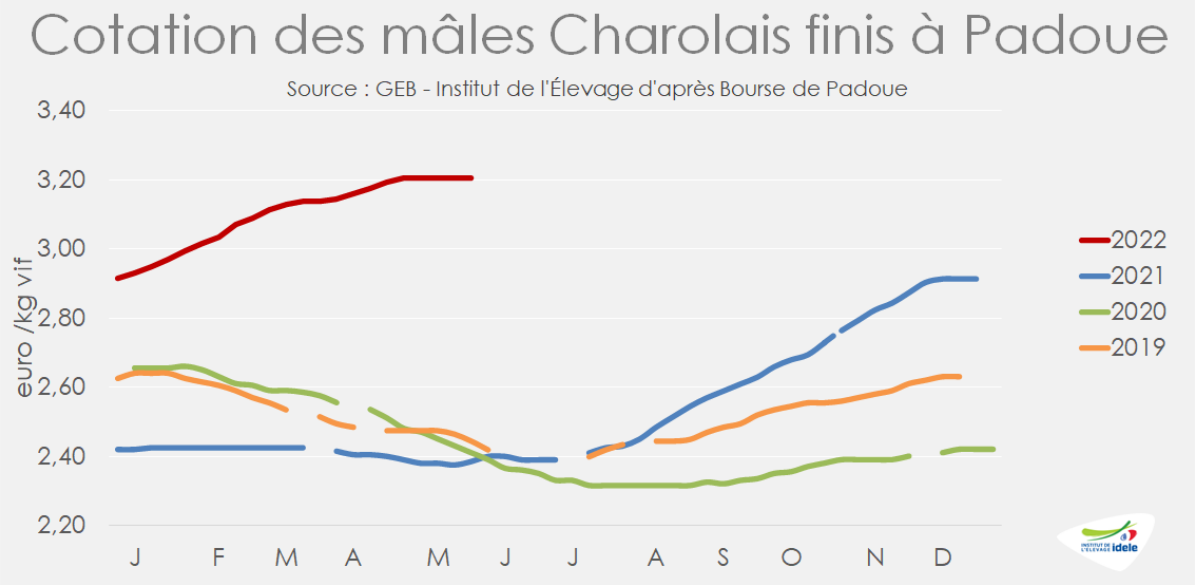
Dernière révision le 20 juin 2022

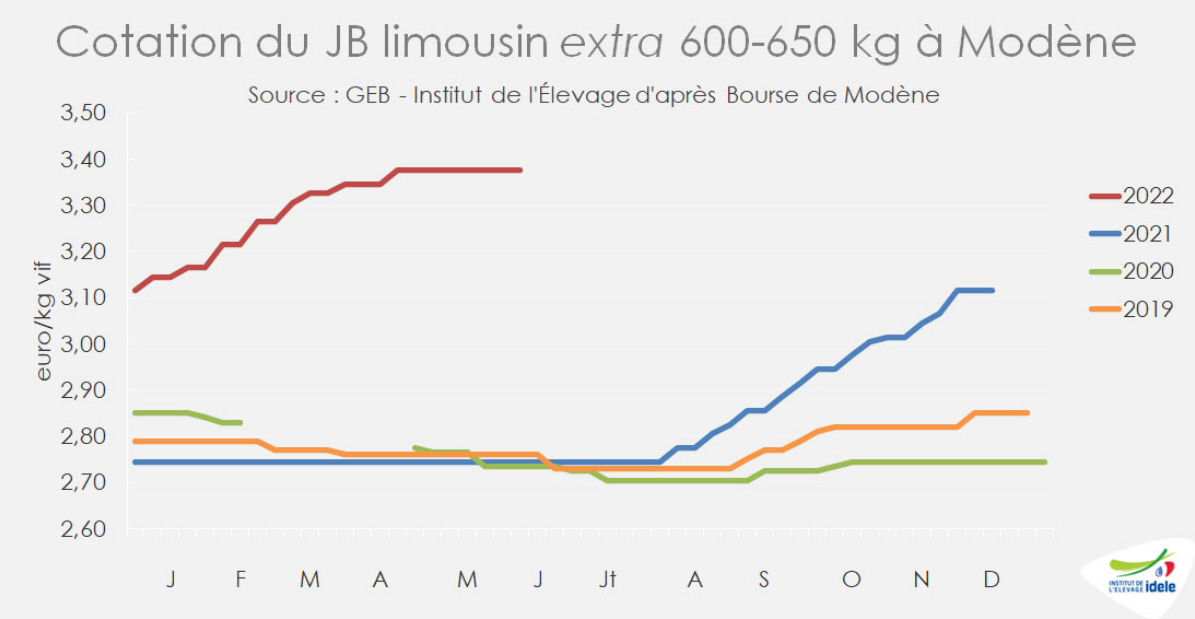
La production européenne est globalement limitée et les poids de carcasse sont partout en retrait du fait de la flambée des coûts de l'alimentation animale. L'inflation limite les achats des ménages dans tous les États membres, mais la saison touristique est bien lancée en Europe du Sud ce qui stimule la demande de la restauration. Les cours des JB restent élevés. Ils se sont réajustés à la baisse en Allemagne mais devraient s'y stabiliser.

ITALIE : prix stationnaires à haut niveaux

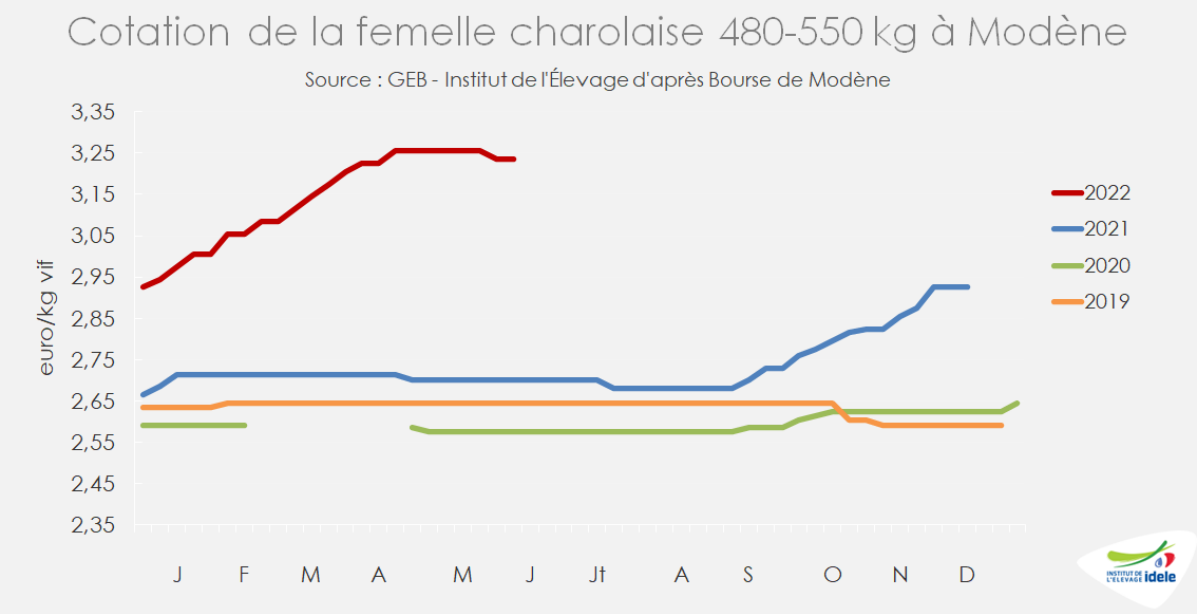
En **Italie**, l'offre et la demande sont équilibrées, ce qui permet de maintenir les prix à un haut niveau. Comme d'habitude, l'arrivée des chaleurs estivales limite les achats des consommateurs. Mais cette année, la faible offre de viande permet un maintien des prix au lieu de la baisse saisonnière habituelle. Par ailleurs, la perspective d'une saison touristique sans restriction dynamise la demande de la RHD.

La cotation du JB mâle charolais à la bourse de Padoue s'est stabilisée à 3,21 €/kg vif (+34% /2021 et 2020 début juin). Celle du mâle limousin à Modène s'est stabilisée à 3,38 €/kg vif entre les semaines 15 et 23 (+23% /2021 et 2020).





La cotation des femelles limousines est également stationnaire depuis plusieurs semaines, à 3,45 €/kg à Modène (+18% /2021 et +20% /2020). Celle des femelles charolaise a perdu 2 centimes fin mai à 3,24 €/kg vif en semaine 23 (+20% /2021 et +26% /2020). En cette saison, les quartiers avants sont en partie destinés à l'export car la demande pour la viande à braiser ralentit sur le marché italien. Mais la viande de femelles est moins prisée sur certaines destinations export, ce qui a participé à faire fléchir les prix des Charolaises.



Après un ralentissement en avril, l'inflation est repartie à la hausse en mai selon Istat (+6,9% /2021, soit un record depuis 1986). Les prix de l'énergie ont augmenté de +42,2% et ceux de l'alimentation de +7,1%.

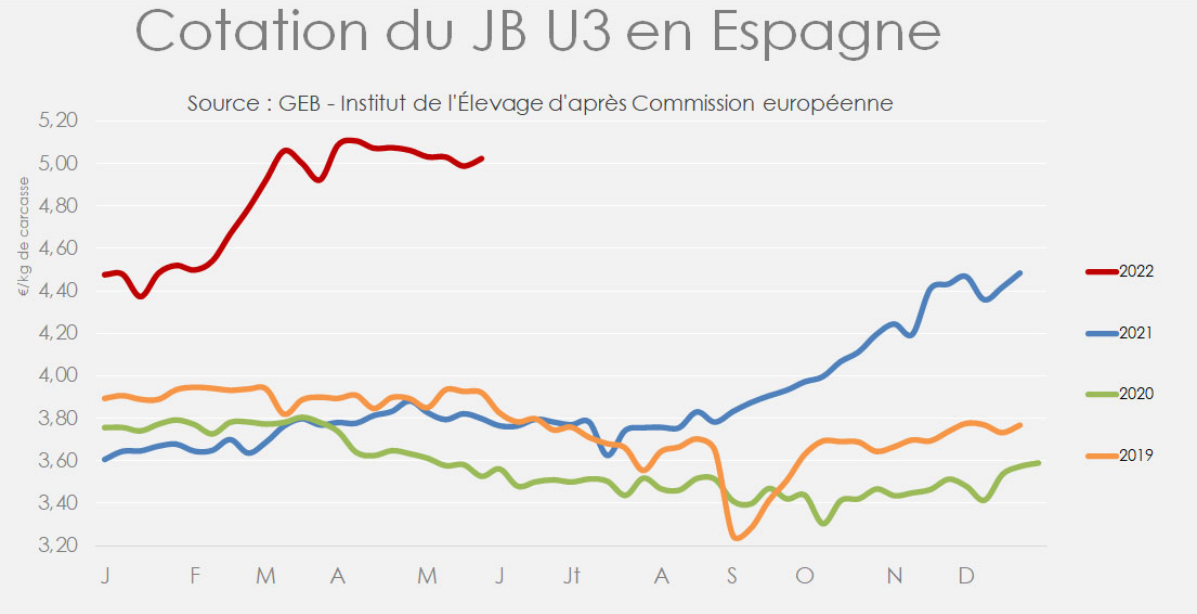
ESPAGNE : l'inflation et la hausse des coûts de production inquiètent le secteur

En **Espagne**, la hausse du prix de l'alimentation du bétail inquiète. L'Espagne est en effet très dépendante de l'importation de céréales et d'oléagineux pour la fabrication d'aliments et les systèmes d'engraissement de bovins sont basés principalement sur des rations sèches. D'après Asoprovac, le coût alimentaire représente plus de la moitié du coût de production d'un JB. Les éleveurs auraient donc réduit les mises en place depuis le mois de mars.

Par ailleurs, la filière est également préoccupée par les difficultés à pouvoir répercuter des hausses sur les prix à la consommation. En effet, le pouvoir d'achat des Espagnols est confronté à une très forte inflation des dépenses contraintes, notamment de l'énergie. L'inflation, qui avait ralenti en avril (+8,3%) après de le pic de mars (+9,6%), est repartie à la hausse en mai (+8,7%). Les familles ont modifié leur panier d'achat en se tournant vers les viandes les moins chères, notamment le porc. Heureusement, la demande de la restauration est dynamique grâce à une saison touristique qui démarre fort, ce qui permet de valoriser les pièces d'aloyau.

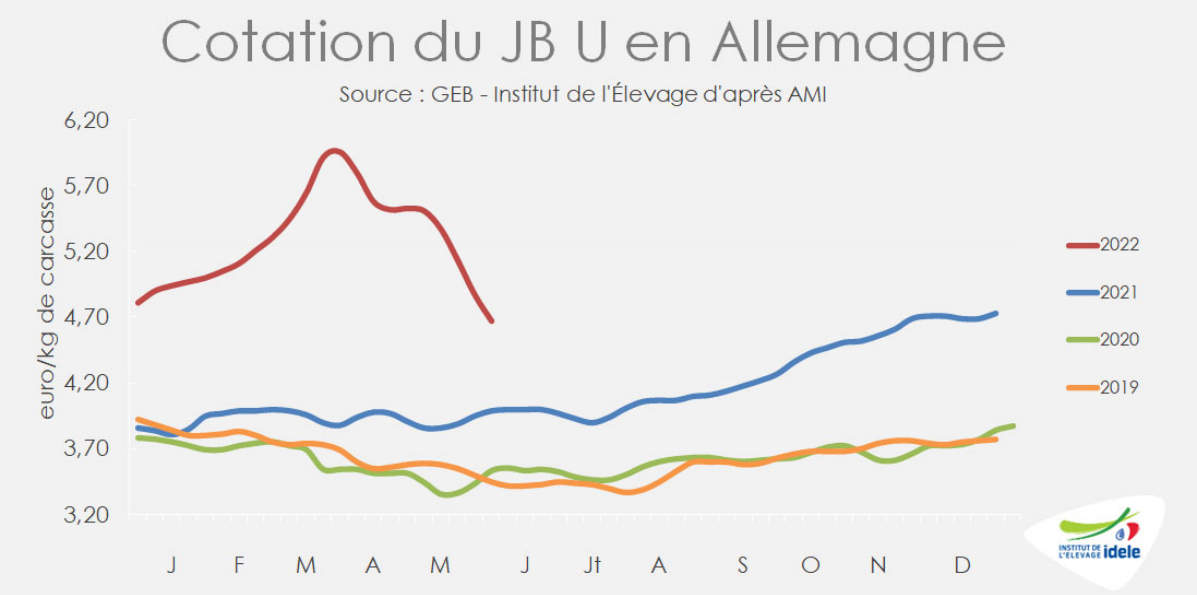
La fin du Ramadan le 2 mai a fait chuter la demande des pays méditerranéens et entrainé un surplus momentané de JB qui est mi-juin résorbé. Mais les relations diplomatiques ne s'arrangent pas avec l'Algérie (débouché important pour la viande bovine et les jeunes bovins espagnols depuis 2016) après que l'Espagne s'est alignée sur la position marocaine au sujet du Sahara occidental le 18 mars dernier. Alger a annoncé le 8 juin suspendre immédiatement le traité « d'amitié et de bon voisinage » conclu avec l'Espagne en octobre 2002. Un sujet de plus qui inquiète la filière.

Les prix entrée abattoir restent à des niveaux élevés. Le JB U espagnol cotait 5,02 en semaine 22 (+32% /2021 et +42% /2020) et le JB R 4,98 €/kg (+34% /2021 et +43%/2020).



ALLEMAGNE : les prix se sont réajustés à la baisse

En **Allemagne**, après une flambée au 1er trimestre, les prix des JB ont subi un brutal réajustement à la baisse en mai, perdant 80 centimes en 4 semaines. Ils devraient toutefois se stabiliser en juin d'après les experts allemands d'AMI, le marché étant arrivé à un équilibre entre une offre et une demande toutes deux restreintes. La cotation du JB U est retombée à 4,67 €/kg de carcasse en semaine 23 (+17% /2021 et +32% /2020), celle du JB R à 4,63 (+18% /2021 et +33% /2020) et celle du JB O à 4,45 €/kg (+20% /2021 et +38% /2020).



Les rétentions en élevage pendant la phase de croissance très rapide des prix ont donné lieu à un afflux de JB fin mars et de nouveau en mai. Sur les semaines 18 à 22, les abattages de JB étaient en hausse de +9% /2021 d'après l'indicateur hebdomadaire d'AMI.

Cette hausse des sorties est advenue alors que la demande était freinée par l'inflation galopante dans un pays extrêmement dépendant du gaz russe. En mai, la hausse des prix à la consommation a atteint +7,9% sur un an selon l'institut national de la statistique Destatis, valeur la plus élevée depuis 1974. La hausse des prix alimentaires s'est fortement accélérée (+11,1% en mai contre +8,6% en avril). Dans l'univers des viandes, le bœuf a enregistré de fortes hausses alors qu'il constitue déjà le produit carné le plus onéreux. D'après les relevés Gfk pour AMI, les steaks de bœuf étaient en moyenne à 20,44 €/kg en semaine 23, soit +9,7% /2021, contre 7,17 €/kg pour le rôti de porc (+5,4%) et 10,41 € pour l'escalope de poulet (+23,1%). La viande hachée de bœuf était quant à elle à 10,0 €/kg (+34,5% /2021), contre 8,47 €/kg pour le haché mixte porc/bœuf (+31,8%).

Prix à la consommation en Allemagne en semaine 23 (€/kg)

Source : AMI d'après panel Gfk

		2021 _23	**2022_23**	evol /2021 (%)
Découpes	steak de bœuf	18,64	**20,44**	+9,7
	côte de porc	6,87	**7,49**	+8,9
	rôti de porc	6,80	**7,17**	+5,4
	travers de porc	7,46	**7,90**	+5,9
	escalope de poulet	8,46	**10,41**	+23,1
	escalope de dinde	8,96	**10,45**	+16,6
Viande hachée	viande bovine hachée	7,44	**10,00**	+34,5
	Viande hachée porc/bœuf	6,43	**8,47**	+31,8
	viande hachée de porc	6,20	**7,84**	+26,5
Charcuterie	salami tranché	14,15	**15,31**	+8,2
	jambon cru tranché	14,90	**19,93**	+13,6
	jambon cuit tranché	10,84	**13,22**	+14,2
	jambon de dinde tranché	10,77	**13,13**	+22,0
	pâté de foie	10,47	**12,11**	+15,7

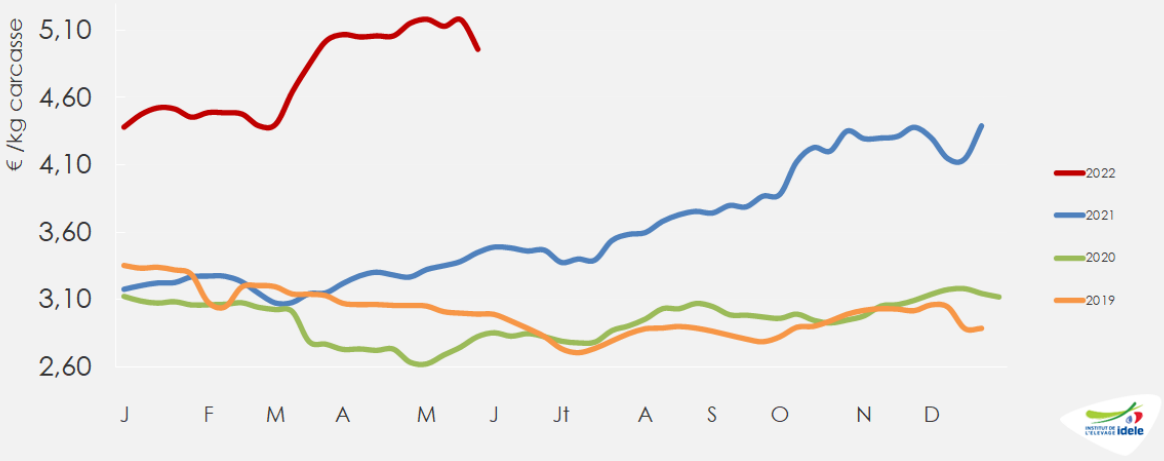
Cette forte hausse des prix, alors que les dépenses contraintes ont flambé, a conduit à une modification du panier d'achat des ménages, inversant la tendance à la progression du bœuf. Sur les 4 premiers mois de l'année, les volumes de viande bovine achetés par les ménages ont chuté de -20% /2021 ou -11% /2020. Pour plus d'info, lire l' article sur les femelles en Europe).

POLOGNE : petite baisse des cours dans sillage des prix allemands

En **Pologne**, le JB R cotait 4,96 €/kg de carcasse en semaine 22 (+44% /2020 et +76% /2020) et le JB O 4,79 €/kg (+43% /2021 et +74% /2020). Le zloty s'étant plutôt renforcé face à l'euro depuis le mois de mars, ce repli n'est pas dû à un effet de taux de change, comme c'est parfois le cas. Il serait plutôt dû à la situation de rééquilibrage sur le marché allemand.

Cotation polonaise du JB R

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne



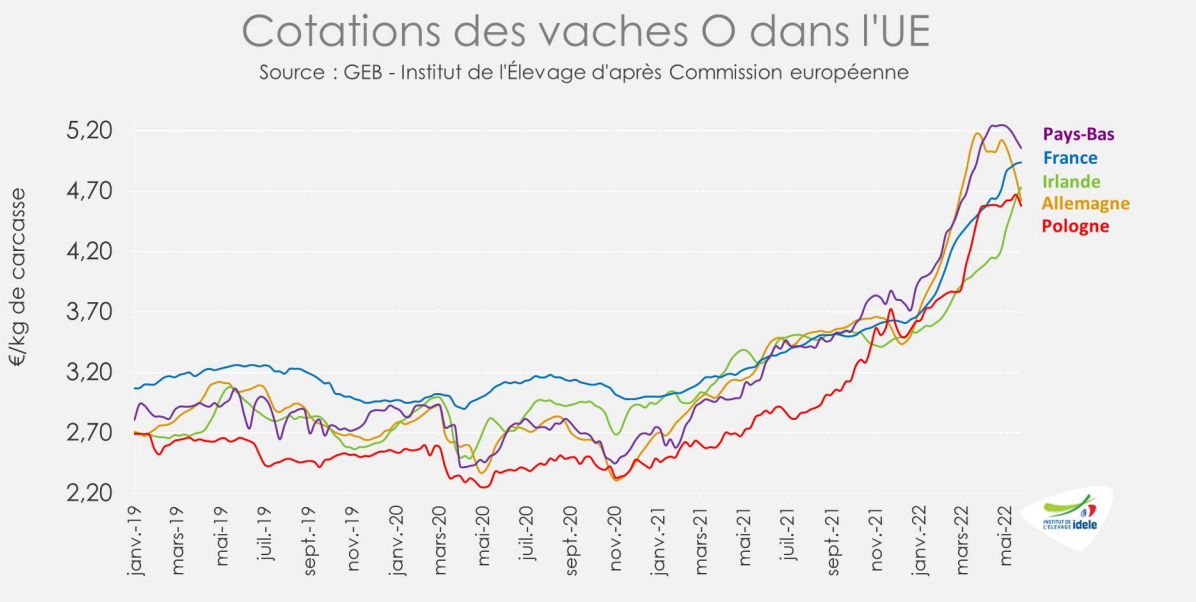
La production polonaise de jeunes bovins plafonne. Au 1er trimestre, 231 000 mâles non castrés ont été abattus en Pologne (+0,9% /2021). Avec un poids moyen de carcasse en baisse, la production abattue (78 000 téc) a égalé celle de 2021.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Dynamiques divergentes

Dernière révision le 20 juin 2022

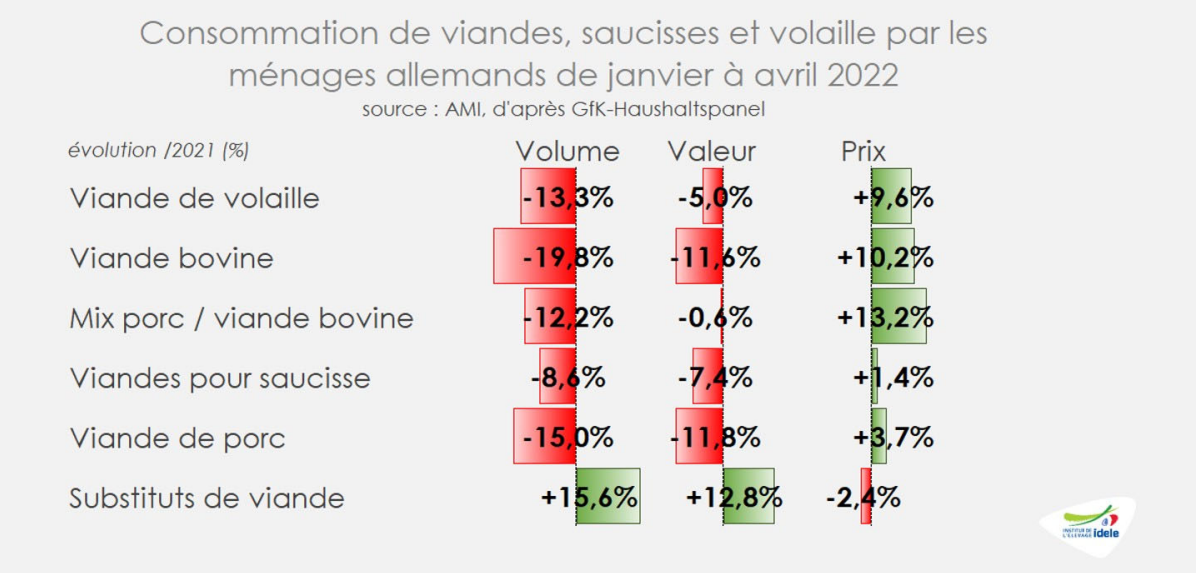
Si les cotations des réformes restent toujours soutenues à des niveaux élevés, elles suivent désormais des dynamiques différentes. De la progression en Irlande portée par un commerce extérieur dynamique à une baisse marquée en Allemagne où l'inflation semble affecter la demande des ménages. Un point commun partout en Europe : la hausse des prix des intrants qui pèse toujours sur les coûts de production.



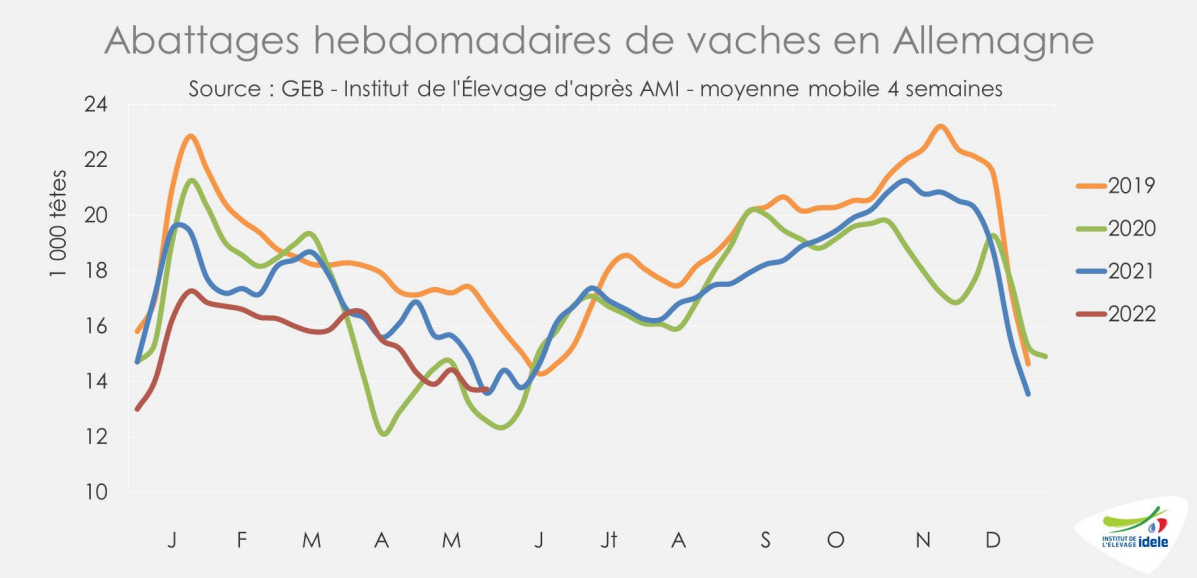
ALLEMAGNE : L'inflation pèse sur la consommation alimentaire

En **Allemagne**, l'inflation semble désormais peser sur la consommation de viande. En cumul sur les 4 premiers mois de de 2022, les achats au détail de viandes ont été en net retrait (-13% /2021 en volume) mais par rapport à une année 2021 encore marquée par des mesures de restrictions sanitaires liées au covid-19, notamment en RHD. La viande bovine, consommée notamment en restauration pour le JB, a été particulièrement affectée (-20% /2021). Mais ce n'est pas le seul facteur d'explication. En effet, l'inflation est également forte pour la viande bovine. C'est notamment le cas pour le haché. La viande hachée bovine était en semaine 23 la plus chère de sa catégorie et celle qui a connu la plus grosse inflation sur un an.

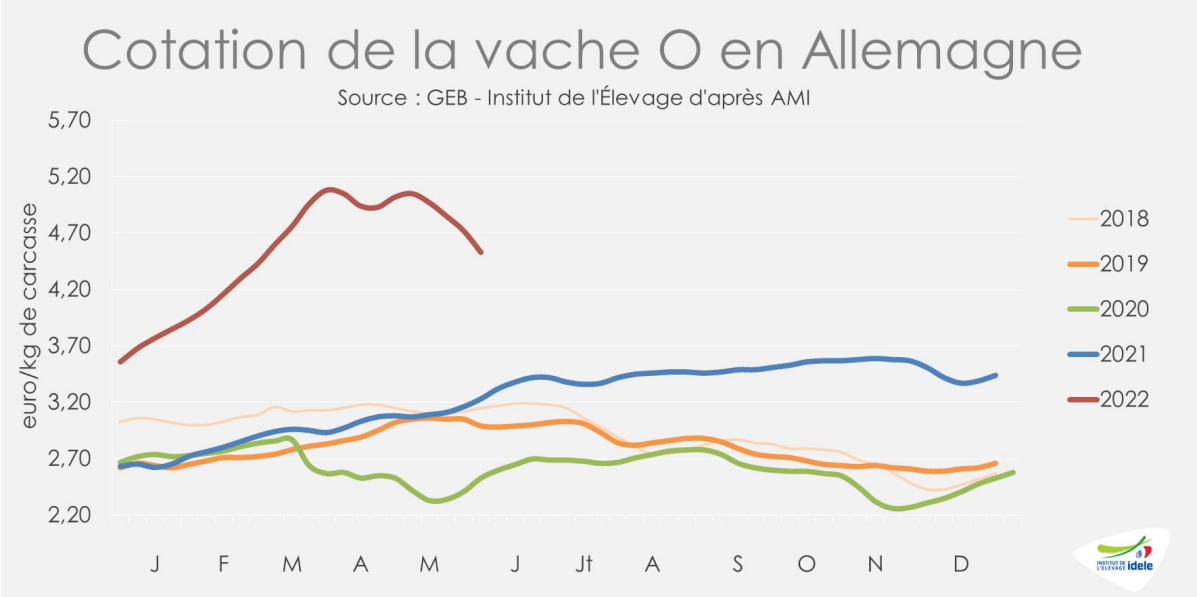
AMI souligne également qu'au cours du 1er tiers de l'année 2022, de nombreux consommateurs se sont tournés vers des produits alternatifs végétariens (+16% /2021) jusqu'alors peu concernés par l'inflation en Allemagne, mais dont les volumes consommés restent très limités.



L'offre de réformes en abattoir reste limitée. Sur les semaines 19 à 21, les abattages de vaches étaient proches du bas niveau de 2021 (+1% /2021). Mais d'après AMI, alors que l'offre limitée ne permettait pas de répondre à la demande lors des quatre premiers mois de 2022, les faibles disponibilités en réformes ont rencontré pendant plusieurs semaines une faible demande des abattoirs en raison d'une consommation ralentie, mais aussi d'un surplus ponctuel de JB.

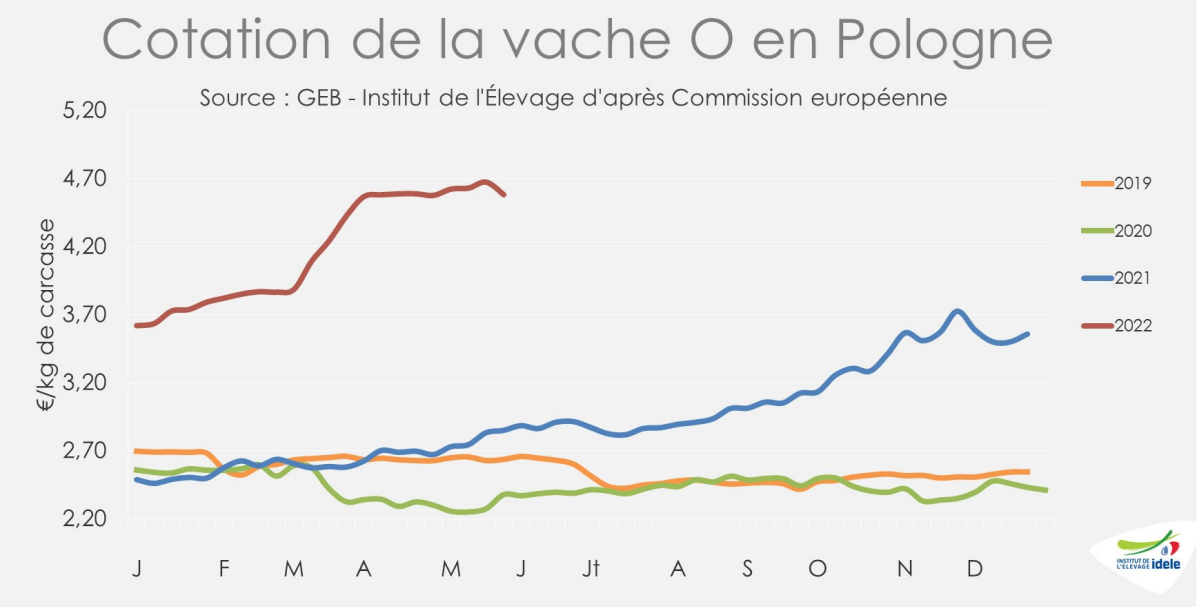


Ainsi, la cotation de la vache O a perdu plus de 52 centimes en un mois, pour tomber à 4,53 €/kgéc en semaine 22 (+40% /2021 et +79% /2020). D'après AMI, dans ce contexte d'offre qui devrait restée globalement contrainte, la situation de marché pourrait s'équilibrer dans le courant du mois de juin et les prix devraient se stabiliser.

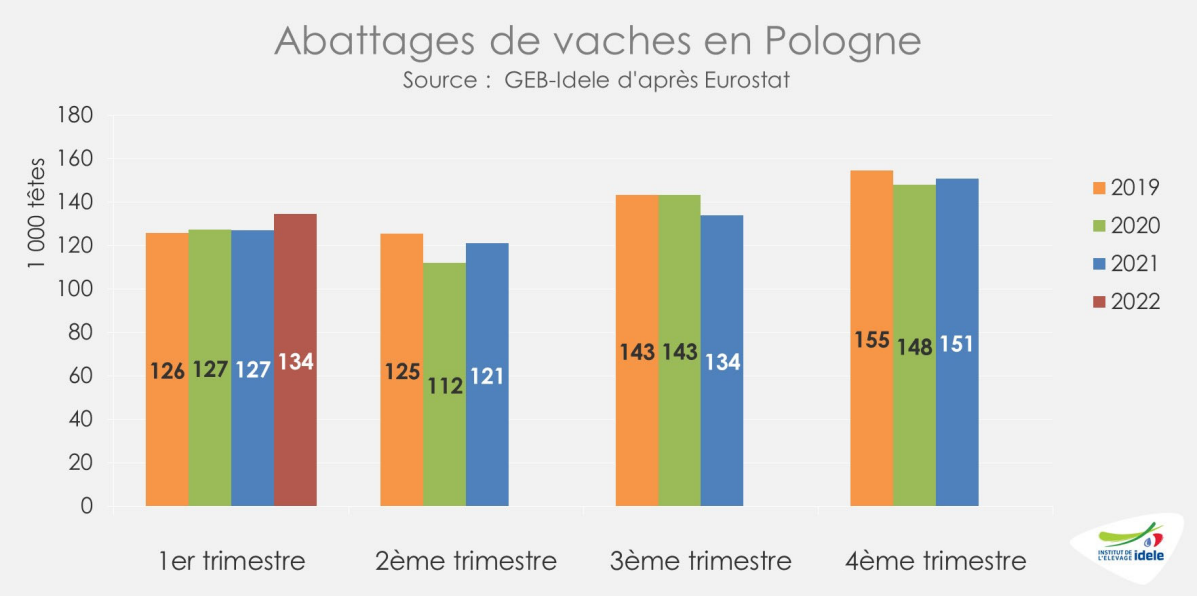


POLOGNE : les cotations restent stables à un niveau élevé

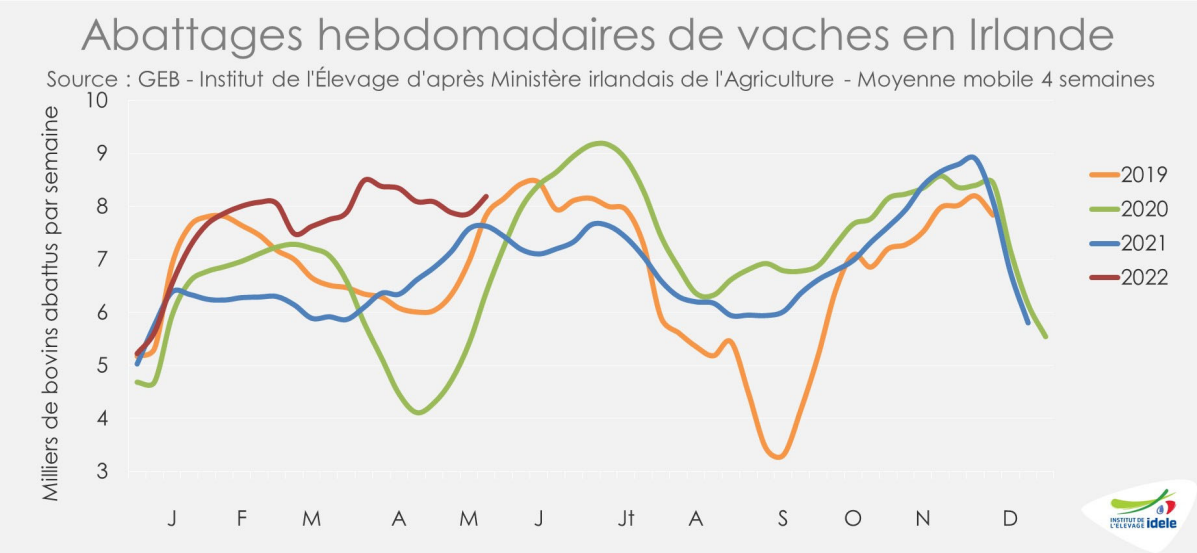
En **Pologne**, la demande européenne en vaches de réforme reste forte pour fournir la transformation et la restauration rapide. Les cours sont soutenus et restent globalement stables depuis plusieurs semaines, à un niveau record pour le pays. En semaine 22, la cotation de la vache O atteignait 4,58 €/kg de carcasse (+61% /2021 et +93% /2020).



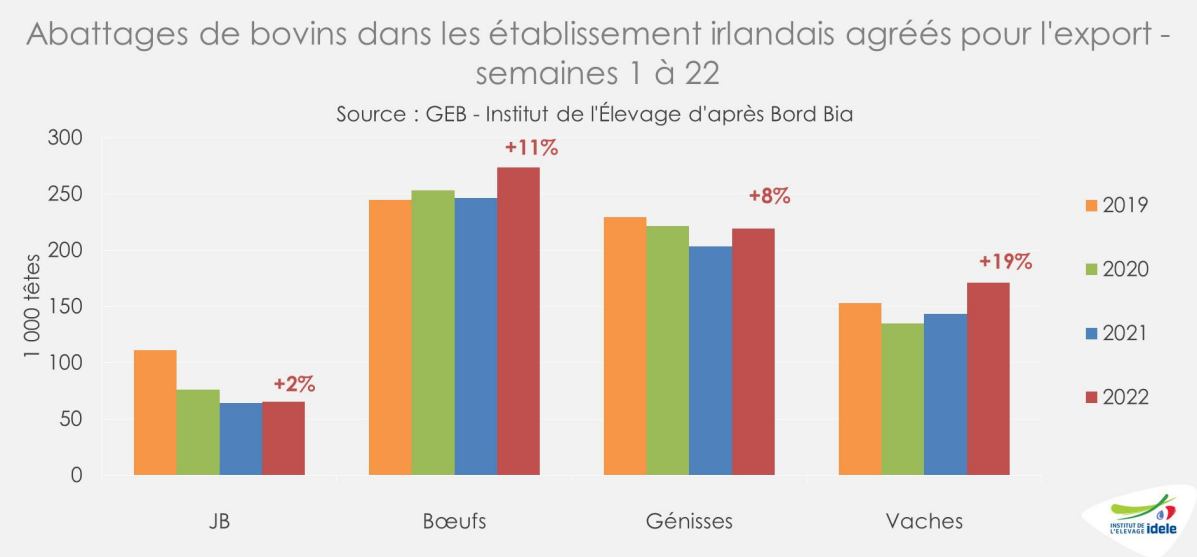
Reflet de la demande soutenue en femelles, les abattages de réformes polonaises ont progressé sur le 1er trimestre de 2022, avec 134 000 têtes abattues (+6% /2021 et 2020).



Face à une offre toujours limitée sur le marché communautaire, les abattages de vaches en **Irlande** sont restés très dynamiques. Sur les 22 premières semaines de l'année, ils ont bondi de +19% /2021 d'après l'indicateur hebdomadaire du Ministère de l'agriculture irlandais. Dans un contexte d'incertitude économique et de flambée du prix des intrants qui engendre parfois des besoins urgents de trésorerie, les éleveurs irlandais profitent des prix élevés de la viande pour réformer davantage, d'autant que le marché est porteur. Les opérateurs sont en effet toujours à l'achat pour fournir les marchés européens de la transformation et de la RHD.

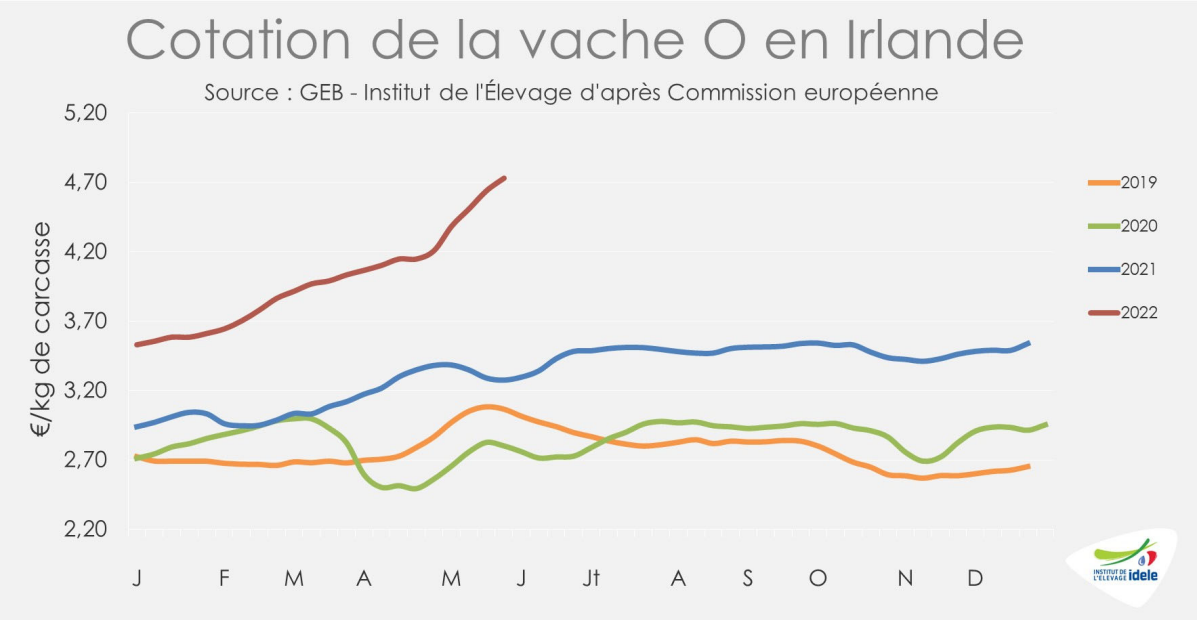


Les abattages de « *prime cattle* » ont progressé eux aussi (+8% pour les génisses et +11% pour les bœufs) conformément aux prévisions réalisées en début d'année, ce qui permet aux abattoirs irlandais de répondre à la demande britannique.

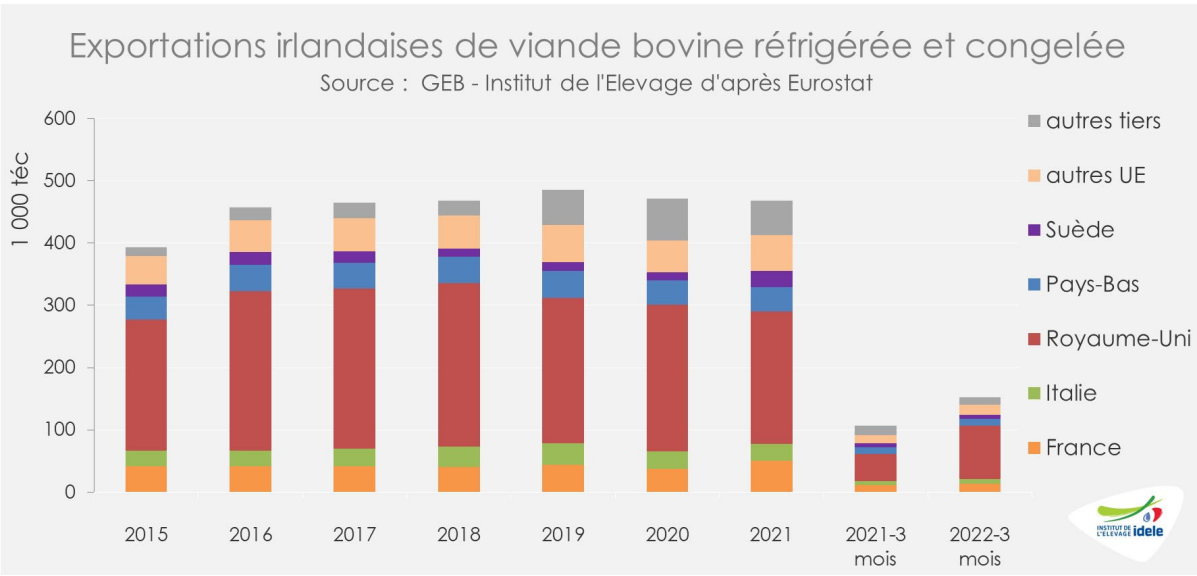


D'après *Bord Bia*, le « *resserrement global de l'offre conjugué à une forte demande d'animaux finis, ainsi que des conditions de marché solides en Europe et au Royaume-Uni* » profitent aux cours. Et « *la demande des consommateurs reste bonne dans l'ensemble, même si le circuit de vente au détail s'avère désormais plus affecté par la hausse des prix* ».

Les cotations restent orientées à la hausse. En semaine 22, celle de la vache O atteignait 4,73 €/kg (+44% /2021 et +69% /2020) soit +52 centimes en un mois (+12%).

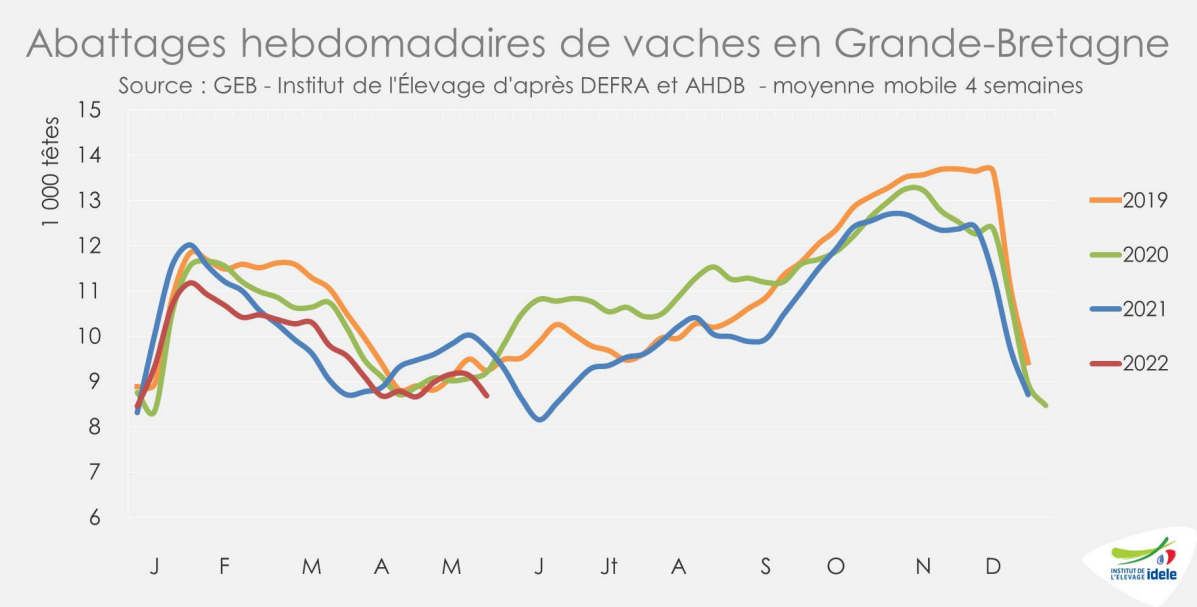


Signe du regain de la demande en Europe, les exportations irlandaises de viande bovine réfrigérée et congelée ont dépassé les 152 000 téc au 1er trimestre 2022 (+42% /2021 et +27% /2020). Elles ont été particulièrement dynamiques vers le Royaume-Uni (x2 /2021 à 86 000 téc), mais également dans une moindre mesure vers la France (+23% à 13 500 téc).

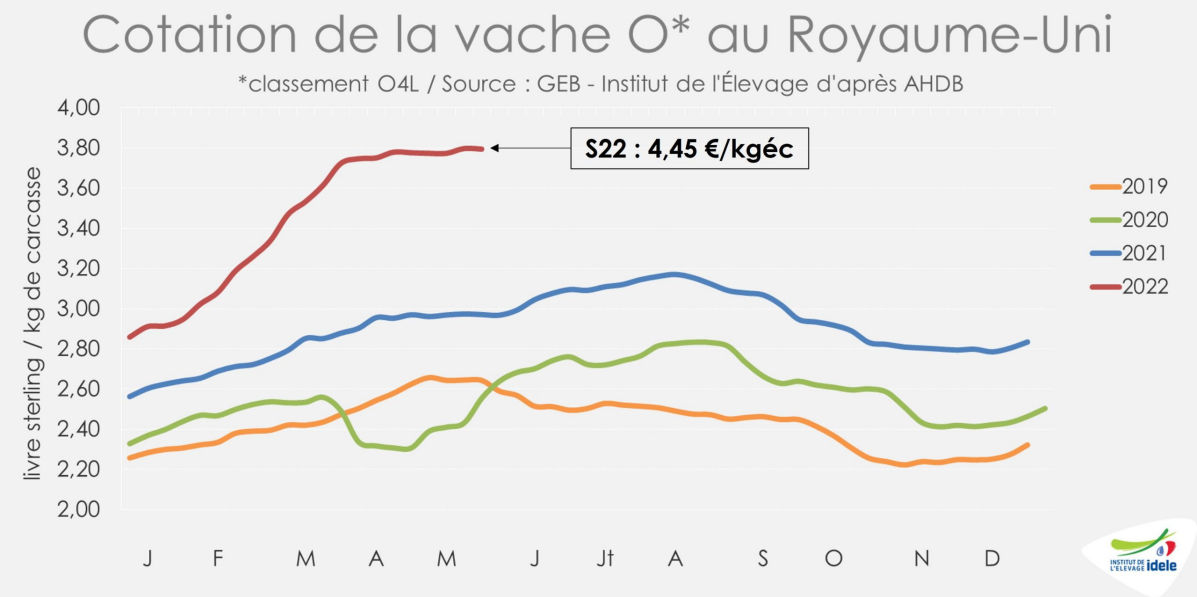


ROYAUME-UNI : les cotations toujours stables à haut niveau

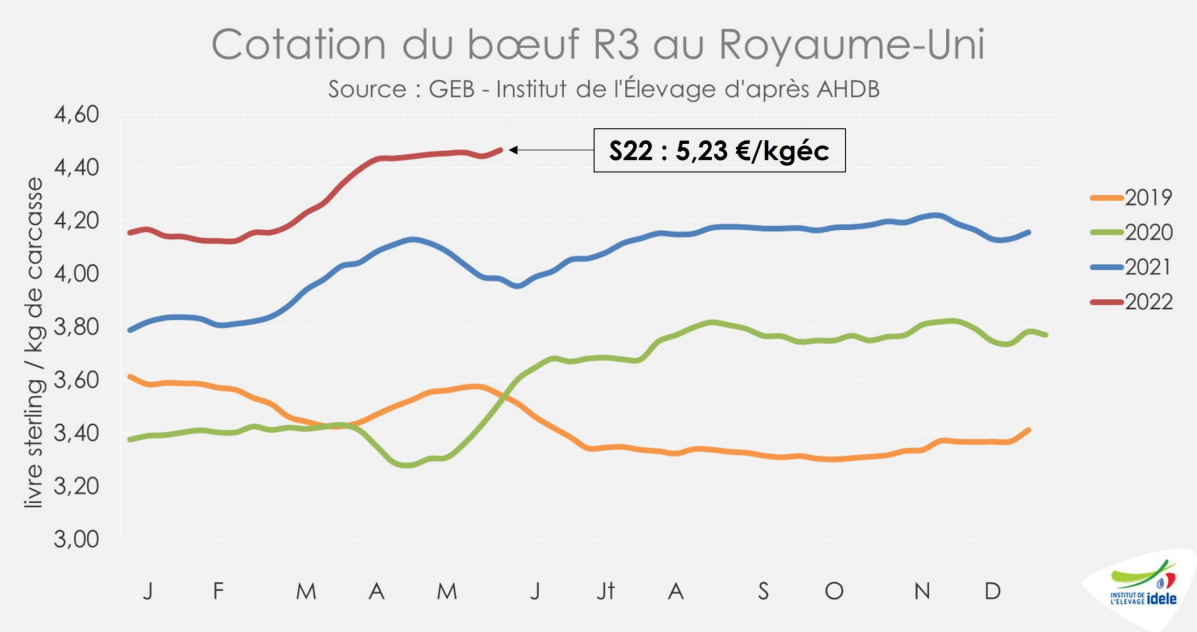
Au **Royaume-Uni**, d'après l'indicateur d'AHDB, les abattages de gros bovins ont été à nouveau limités entre les semaines 19 et 21 et inférieurs aux années précédentes (-3% /2021 et -6% /2020). Le recul a été encore plus marqué pour les abattages de femelles (-11% /2021 et -6% /2020).



Les cotations des vaches de réforme demeurent à un niveau toujours élevé. En semaine 22, le cours de la vache O atteignait ainsi 3,80 £/kg de carcasse, soit 4,45 €/kg (+26% /2021 et +45% /2020).



Les cotations des animaux jeunes (« *prime cattle* ») restent également soutenues et ont récemment progressé en amont des cérémonies du jubilé de la Reine d'Angleterre. Le cours de la génisse R3 et du bœuf R3 s'établissait en semaine 22 à 4,47 £/kg de carcasse (soit 5,23 €/kgéc ; +8% /2021 et +27% /2020).



Les effectifs en ferme sont désormais un peu plus conséquents : 7,8 millions de bovins au 1er avril 2022 (+0,6 % ou +45 000 têtes /2021). Mais le nombre de femelles laitières et allaitantes de plus de deux ans n'atteignait que 3,2 millions de têtes (-1,2% ou -39 000 têtes) la baisse étant plus marquée pour les laitières (-1,6%) que pour les allaitantes (-0,8%). C'est le nombre plus élevé de bovins jeunes (génisses, bœufs et taurillons âgés de 12 à 30 mois), à 1,6 million de têtes (+4% /2021) qui, d'après AHDB, permet d'envisager une hausse de la production britannique au second semestre.

En attendant, en mars 2022, les échanges britanniques de viande bovine ont poursuivi leur redressement post-*Brexit*. Les exportations (+46% /2021 à 12 600 tonnes) comme les importations (+23% à 21 700 tonnes) de viande bovine réfrigérée et congelée se sont redressées. Même constat en cumul sur le premier trimestre 2022 pour les exportations (+53% à 30 800 tonnes) et surtout pour les importations (+73% à 77 400 tonnes) principalement depuis l'Irlande (+60%) et plus modérément depuis les Pays-Bas, l'Allemagne, la France ou la Pologne.

Viandes bovines » Maigre »

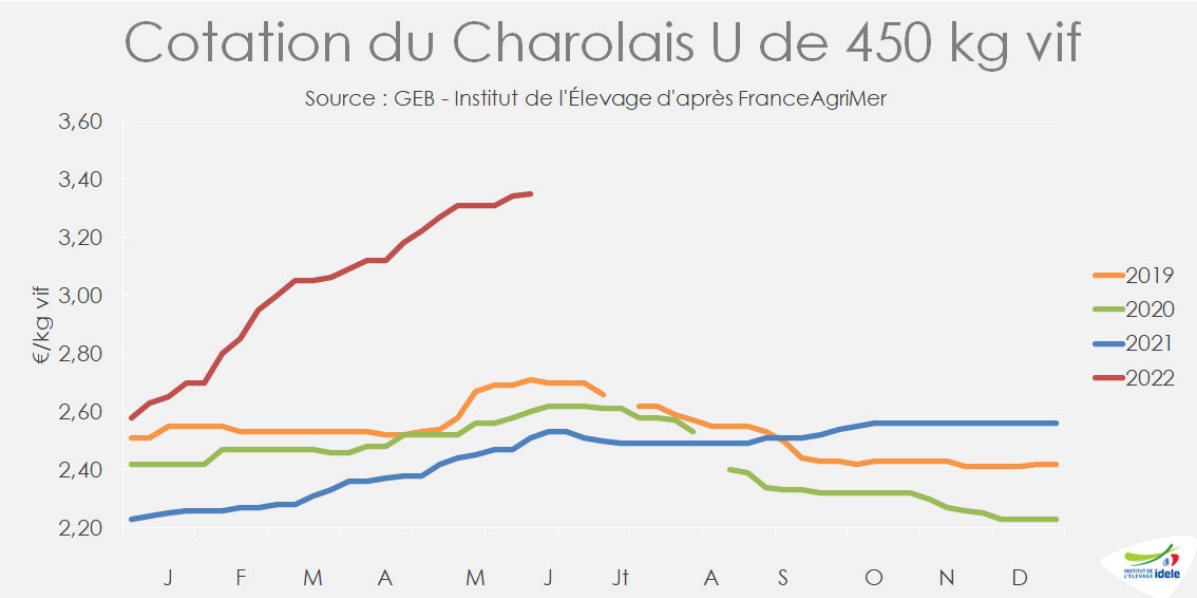
Les exportations reculent toujours faute de disponibilités

Dernière révision le 20 juin 2022

Les prix des broutards ont poursuivi leur hausse, mais à un rythme ralenti, alors que les coûts de production flambent. Les naissances allaitantes sont en net recul, de même que les effectifs de broutards. Les mises en place étant stables en France, cela réduit d'autant le disponible pour l'export, entraînant un recul des expéditions de -12% depuis le début de l'année jusqu'à la semaine 20.

Les cotations des broutards progressent, mais plus doucement

En mai et juin, les prix des broutards français ont continué d'augmenter. Le Charolais U de 450 kg vif cotait 3,35 €/kg en semaine 23 (+36% /2021, soit +84 centimes et + 29% /2020). Le rythme d'augmentation a cependant connu une inflexion : de +4 centimes en 4 semaines alors que les charges des éleveurs ne cessent de progresser. Pendant ce temps en Italie, la cotation des JB s'est stabilisée depuis quelques semaines.

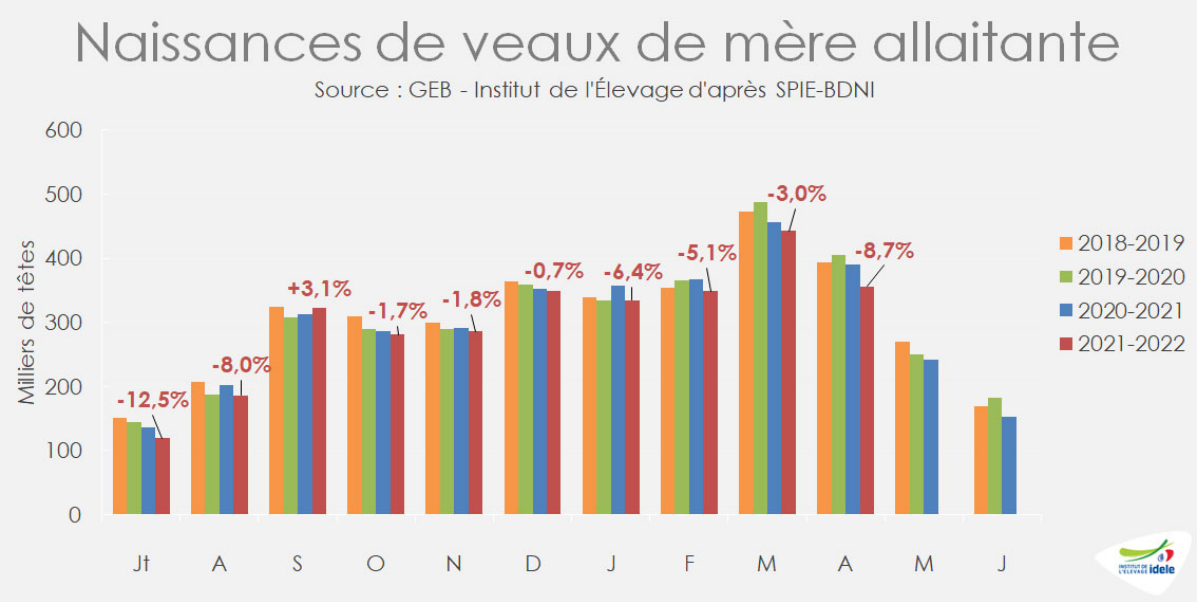


En catégorie plus légère, le prix du Charolais U de 350 kg a augmenté de +3 cts en 4 semaines, à 3,47 €/kg vif en semaine 23 (+31% /2021, soit +82 cts et +26% /2020). Le mâle limousin E de 350 kg était toujours à des niveaux bien supérieurs à 2021 (+22%, soit +62 cts) et 2020 (+21%) à 3,40 €/kg vif, progressant de +8 cts en 4 semaines. Le Croisé R de 300 kg vif se situait à 3,06 €/kg vif en semaine 23 (+26% /2021, soit +64 cts, et +20% /2020).

En femelles, le prix de la Limousine E de 270 kg a légèrement reculé, de -11 cts en 4 semaines, pour s'établir à 3,10 €/kg vif en semaine 23 (+10 % /2021, soit +28 cts et +13% /2020) se rapprochant du prix de la Charolaise U 270 kg, à 3,07 €/kg vif (+16% /2021, soit +42 cts et +21% /2020) qui progressait encore de quelques centimes ces dernières semaines.

Les naissances en net recul depuis le début de la campagne 2021-22

En avril, 356 000 veaux de mère allaitante sont nés, en très fort recul de -8,7 % /2021 (-34 000 têtes) et -12 % /2020 selon SPIE-BDNI.



En cumul depuis juillet 2021, 3 027 000 veaux sont nés, soit une baisse de -4,0% /campagne 2020-21, ou -126 000 têtes. Depuis plusieurs mois, le recul des naissances est supérieur à celle du cheptel allaitant (-3,0% /2021 au 1er mai avec 3 671 000 vaches allaitantes).

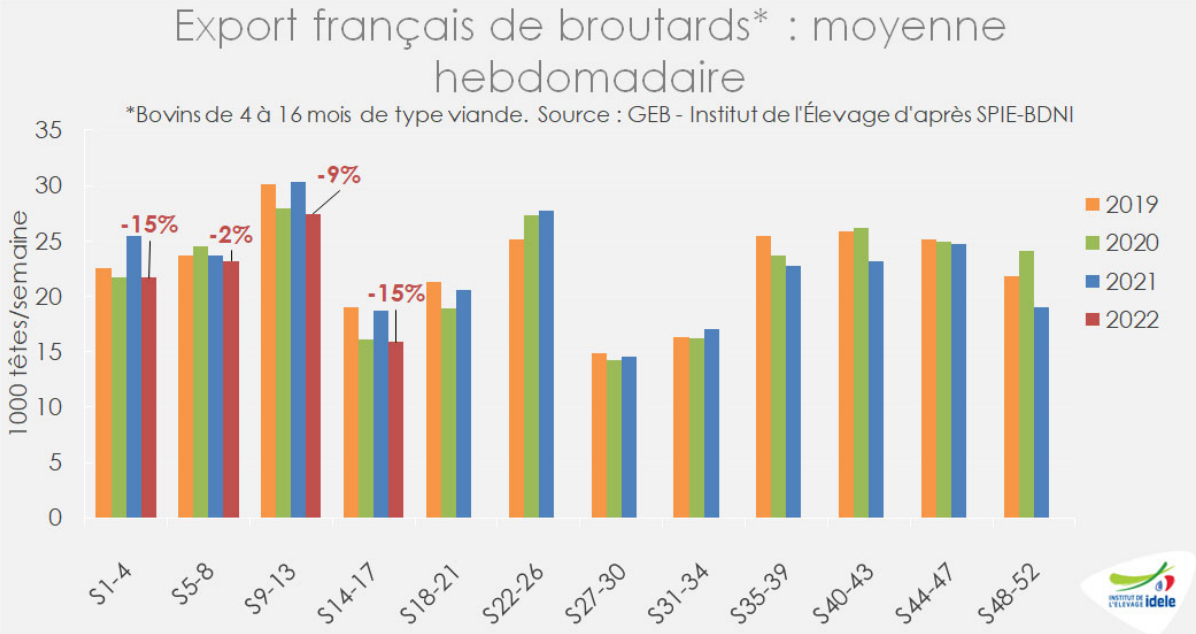
Des effectifs de broutards mâles en ferme toujours en recul

Dans le sillage de la baisse des naissances, les effectifs de veaux mâles en ferme se repliaient au 1er mai avec 980 000 mâles allaitants de 0 à 6 mois présents (-4% /2021 et -6% /2020).

La baisse était moins marquée pour les mâles allaitants âgés de 6 à 12 mois avec 472 000 têtes (-3% /2021 et -3% /2020). Ce recul plus modéré des effectifs de 6-12 mois est confirmé par l'analyse des mouvements – dynamiques – des mâles allaitants vers les élevages engraisseurs français.

Les exports se sont repliés en avril faute d'effectifs

Avec les disponibilités en net recul chez les naisseurs et les mises en place soutenues chez les engraisseurs français, les exportations de bovins de 4-16 mois de type viande se sont contractées sur la période s14-s17 (avril) à 79 000 têtes (-15% /2021, -1% /2020 et -16% /2019) selon SPIE-BDNI.



En cumul sur les 20 premières semaines de l'année, 415 000 broutards mâles et femelles de type viande de 4-16 mois ont ainsi été expédiés à l'étranger (-12% /2021 et -4,6% /2020) dont 37% de femelles (= /2021).

Selon les Douanes, sur les 3 premiers mois de l'année, la France a expédié 230 000 broutards **vers l'Italie** (-2% /2021 ou -5 000 têtes ; -1% /2020).

Sur la période la plus récente, d'avril à mi-juin selon TRACES (s14 à s23) 173 000 bovins de tous âges ont été expédiés vers l'Italie (-5% /2021 soit -10 000 têtes et = /2020). Les envois vers l'Italie résistent donc mieux que vers l'ensemble des autres destinations, grâce à une demande plutôt dynamique.

Vers l'Espagne selon les Douanes, les exports de broutards ont reculé bien plus fortement. Les broutards légers de 160-300 kg sont restés davantage à l'engraissement en France depuis septembre 2020. Ainsi, seuls 22 000 broutards avaient été envoyés en Espagne entre janvier et mars 2022 (-38% /2021 soit -14 000 têtes et -43% /2020).

Toujours d'avril à mi-juin selon TRACES (s14 à s23), 72 000 bovins de tous âges (veaux, broutards…) ont été envoyés en Espagne (-18% /2021 et -1 % /2020). Pendant ce temps, les expéditions de veaux français s'érodaient de seulement -3% des semaines14 à 20 selon SPIE-BDNI, ce qui confirme le fort recul des envois de broutards. Les engraisseurs espagnols sont très inquiets de la hausse de leurs coûts de production, plus marquée qu'ailleurs avec des systèmes d'engraissement basés sur l'achat d'aliments, et désormais de la fermeture du marché algérien.

Malgré la pénurie, quelques opportunités vers les pays tiers

Selon les Douanes, 18 000 broutards avaient été exportés vers les pays tiers de janvier à mars 2022 (+3% /2021 et +36% /2020). 15 000 l'avaient été vers l'Algérie (+15% /2021 et +30% /2020), destination dynamique dans ses achats en début d'année après une suspension des imports d'octobre à décembre 2021. Cependant la fièvre aphteuse apparue fin mars en Algérie a d'abord entraîné un rallongement des quarantaines avant la suspension des nouvelles autorisations d'imports fin mai. Seules les entreprises algériennes détenant encore des licences d'imports peuvent acheter.

800 broutards de moins de 300 kg ont également été exportés fin mars **vers l'Égypte,** une première depuis la forte dévaluation de la monnaie en 2016. Plus récemment, des broutards seraient partis **vers Israël,** après plusieurs mois d'interruption.

La France a exporté 2 200 broutards **vers la Tunisie** de janvier à mars 2022, pour des abattages cet automne. Le pays reviendra sans doute aux achats après l'été, le tourisme redémarrant.

Le rythme des exports vers le pourtour méditerranéen risque de reculer cet été, comme depuis quelques années, du fait des épisodes de canicule qui se multiplient.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

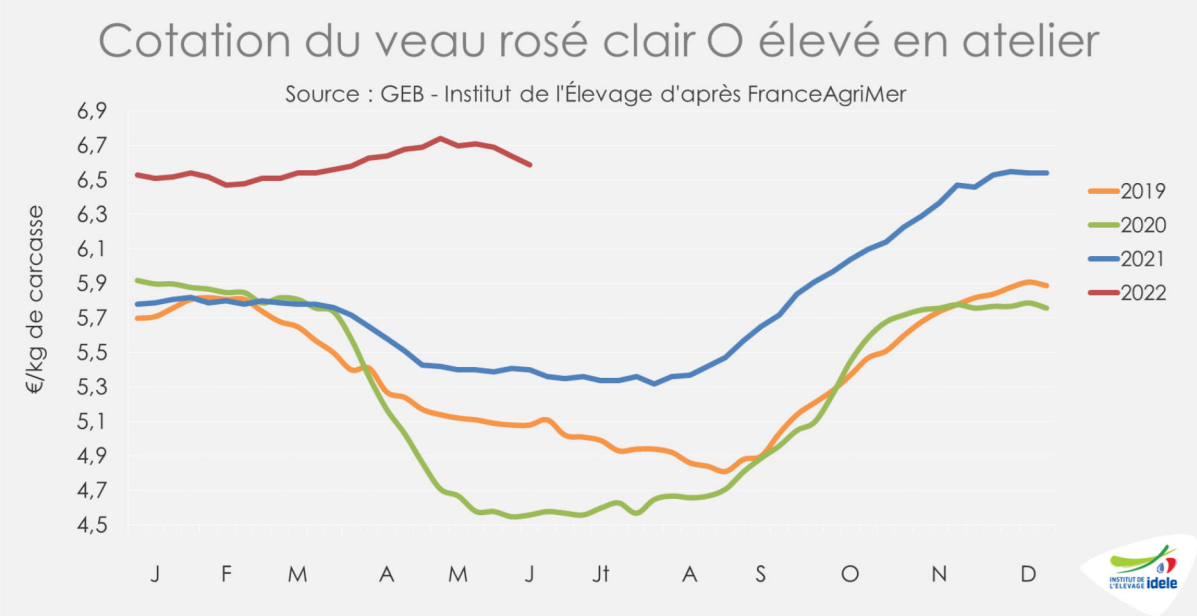
Les prix ont entamé leur baisse saisonnière

Dernière révision le 20 juin 2022

Les cours des veaux de boucherie ont amorcé début mai leur baisse saisonnière, alors que les coûts alimentaires et de l'énergie restent très élevés. Dans ce contexte de flambée des prix des matières premières et après les perturbations de marché à cause des restrictions sanitaires, les intégrateurs réduisent les mises en place depuis plusieurs mois déjà et les abattages sont en recul. Aux Pays-Bas, le gouvernement a présenté le 10 juin son plan de réduction des émissions d'azote, qui impliquera une baisse globale très importante des cheptels d'ici 2030.

Les cours reculent

Après plusieurs mois en hausse, les cours des veaux de boucherie ont entamé leur baisse saisonnière début mai. La cotation du veau rosé clair O élevé en atelier a perdu 11 centimes en cinq semaines pour atteindre 6,59 €/kg éc en semaine 23. Les fortes chaleurs du mois de mai ont limité la consommation de veau. Les moindres disponibilités, en raison du recul des mises en place, ont toutefois permis de maintenir les prix à des niveaux bien supérieurs aux années précédentes (+22% /2021 et +45% /2020).



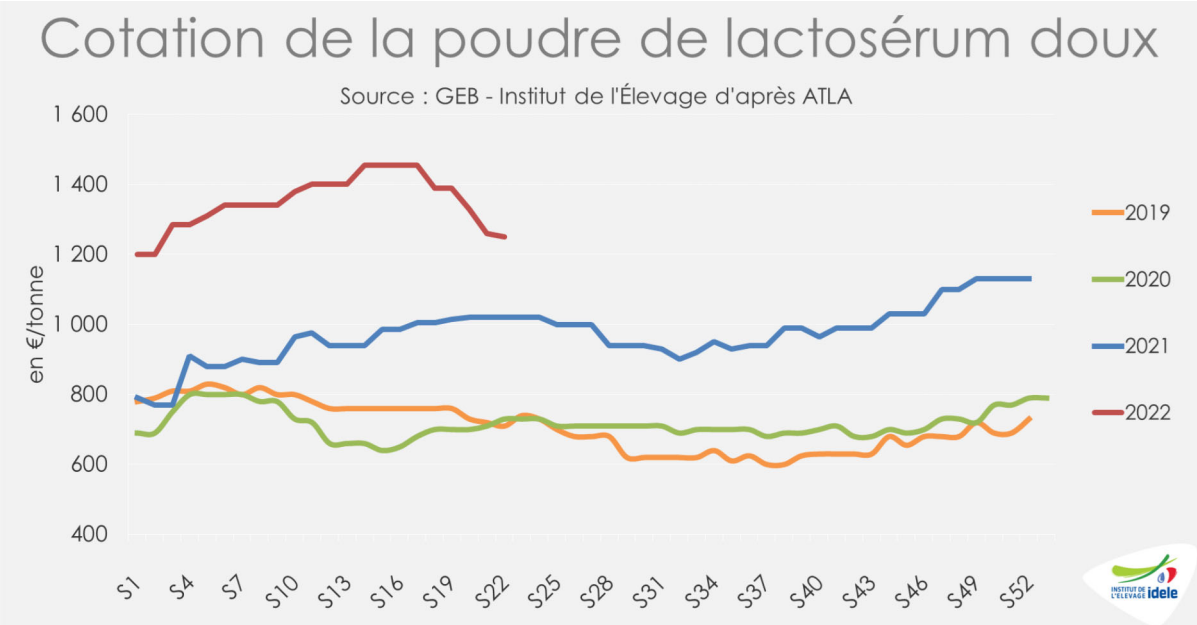
Le veau rosé clair R élevé en atelier a également été impacté par le recul saisonnier de la consommation de viande de veau : à 6,94 €/kg éc il a perdu -11 cts depuis la semaine 19. Plus haut de gamme que le veau O, il subit aussi les conséquences de l'inflation (l'indice des prix à la consommation du bœuf et du veau était en hausse de +8,5% /mai 2021 selon l'Insee), qui limite les achats de produits chers par les ménages. Alors que l'écart de prix entre le veau O et le veau R était de 75 cts en mai 2021, il était réduit à 34 cts en mai 2022.

Les veaux sous la mère ont été encore plus affectés par une baisse de la consommation en 2022. Le veau rosé clair U élevé au pis cotait 8,46 €/kg éc en moyenne au mois de mai, en recul de -3,3% /2021 alors même que les coûts de production des éleveurs sont en hausse, comme pour toute l'agriculture.

Les coûts de production restent élevés

L'IPAMPA des aliments d'allaitement pour veaux a gagné +7,4 points en un mois pour atteindre 165,5 points en avril (+38% /2021, +44% /2020), tandis que l'IPAMPA des autres aliments pour veaux s'établissait à 136,3 points (+23% /2021, +34% /2020). La poursuite de la hausse des coûts alimentaires pèse sur la rentabilité des entreprises d'intégration : l'augmentation des prix des veaux gras sur cette période (+15% /2021) a été insuffisante pour compenser celle des coûts.

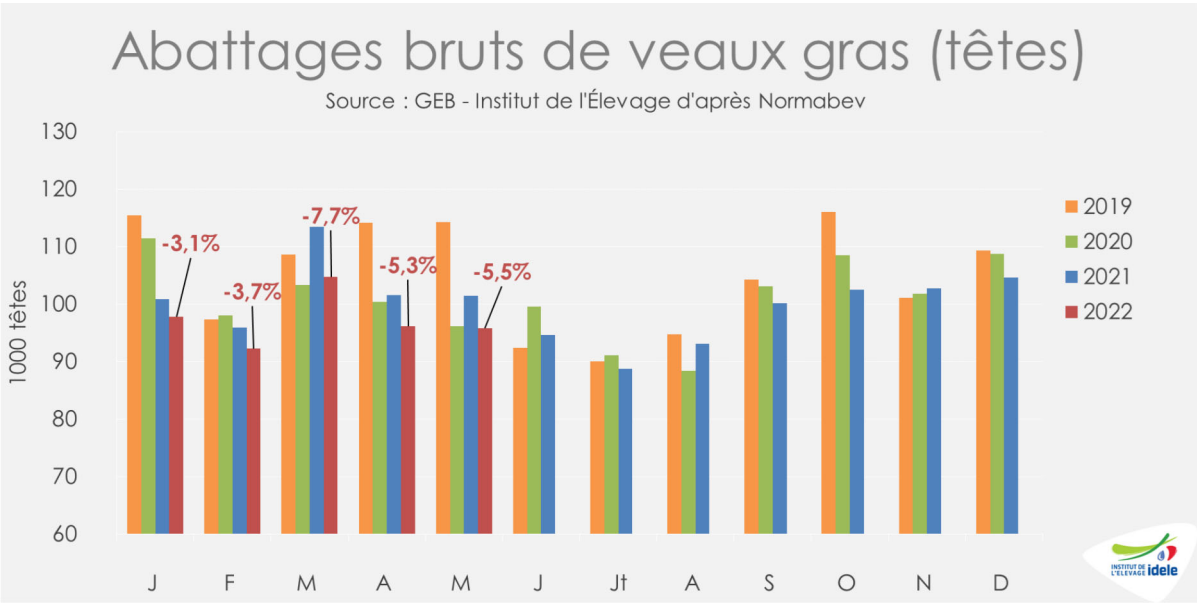
Les cours français des ingrédients laitiers étaient toujours à des niveaux élevés en mai : 4 050 €/t en semaine 22 pour la poudre maigre (+55% /2021) et 1 250 €/t pour la poudre de lactosérum (+23% /2021). Le rétablissement de mesures de confinement très strictes dans plusieurs grandes villes chinoises a fait reculer la demande au printemps, les cours des poudres de lait se sont érodés entre s18 et s22 (-2% pour la poudre maigre, -10% pour la poudre de lactosérum). Mais le ralentissement de la production laitière chez les principaux pays exportateurs pourrait faire remonter les prix.



Quant aux éleveurs, ils sont fortement affectés par la hausse du prix du gaz. L'IPAMPA gaz a progressé de +33% en un an pour atteindre 151 points en avril.

L'offre est limitée

96 000 veaux ont été abattus en mai d'après les données Normabev, en repli de -5,5% par rapport au mois de mai 2021 qui comptait pourtant deux jours ouvrés de moins. En cumul sur 5 mois, les abattages de veaux se sont contractés de -5,2% /2021 (487 000 têtes). Après plusieurs années de crise et dans un contexte de forte hausse des coûts de production, les intégrateurs ont préféré limiter les mises en place. En tonnage, cela représente une baisse de -4,9% /2021 avec 72 000 téc.

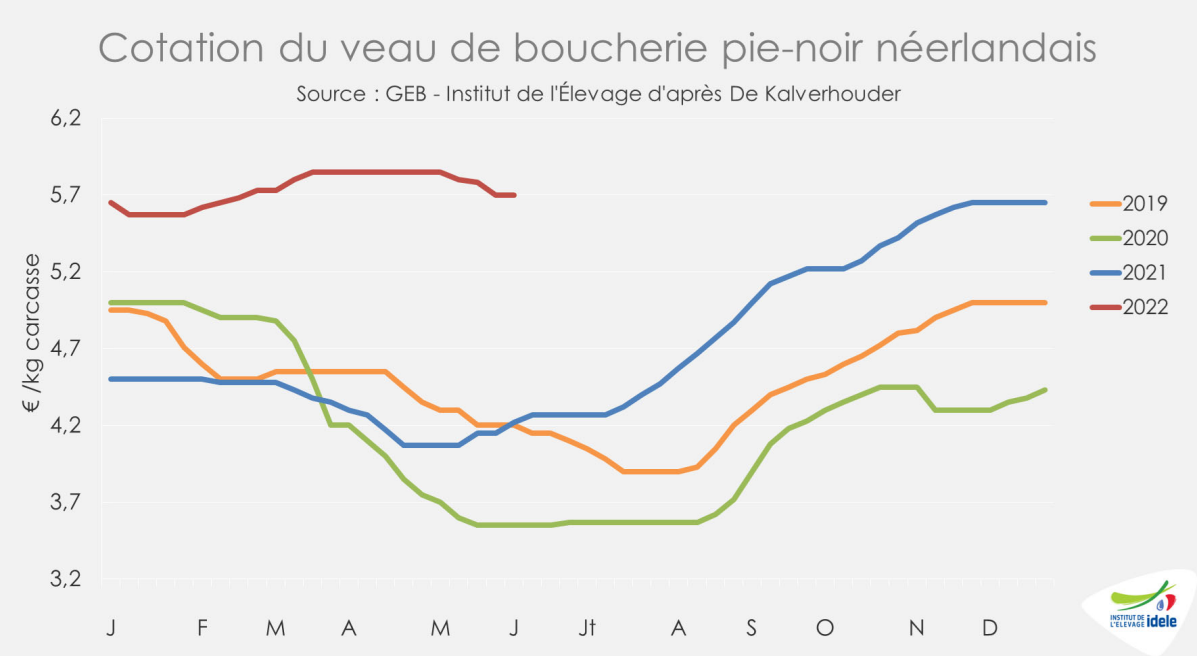


A 149,5 kg en mai, le poids de carcasse moyen était en retrait de -1,4 kg sur un an du fait de la flambée des coûts de l'alimentation animale. Par ailleurs les moindres disponibilités ont permis une fluidité des sorties et l'âge moyen des veaux abattus sur les 5 premiers mois de l'année n'a pas progressé (186 jours).

Comme chaque année, Interbev a lancé une campagne de promotion de la viande de veau pour la Pentecôte. Mais les opérations de mise en avant, qui se sont tenues en GMS autour de la semaine 22, semblent s'être heurtées à l'inflation et à une météo peu propice aux achats des ménages.

Pays-Bas : le recul saisonnier des cours semble également amorcé

Après plusieurs semaines de stabilité à des niveaux record, la cotation du veau de boucherie pie-noir néerlandais a perdu -15 cts en cinq semaines. La demande de la RHD européenne est plus faible avec les beaux jours qui reviennent.



Les abattages de veaux néerlandais ont été dynamiques sur les trois premiers mois de l'année grâce à la réouverture de la RHD européenne après une année 2021 marquée par des confinements et des couvre-feux successifs : +4,2% /2021 avec 52 000 téc d'après Eurostat. Ils ont retrouvé leur niveau des trois premiers mois 2020, avant l'instauration du premier confinement.

Le 10 juin dernier, le gouvernement néerlandais a présenté son Programme National pour les Zones Rurales. Il y précise les modalités de l'obligation de réduction des émissions d'azote nationales d'ici 2030. Les quantités d'azote devront diminuer de -12% à -70% en fonction des zones, les réductions les plus fortes concernent les surfaces à proximité des zones Natura 2000. Chaque Province néerlandaise a désormais un an pour établir son plan d'action régional. Si tous les secteurs sont concernés par les mesures mises en place, les agriculteurs seront les premiers touchés : « Pour les agriculteurs, cela signifie que les émissions devront baisser de 40%. Cela signifie environ 30% de bétail en moins », a indiqué la télévision publique NOS. Les 31 milliards d'€ du plan seront essentiellement destinés à soutenir les agriculteurs qui devront changer leurs pratiques voire arrêter leur activité.

Viandes bovines » Veaux nourrissons »

Les prix stagnent

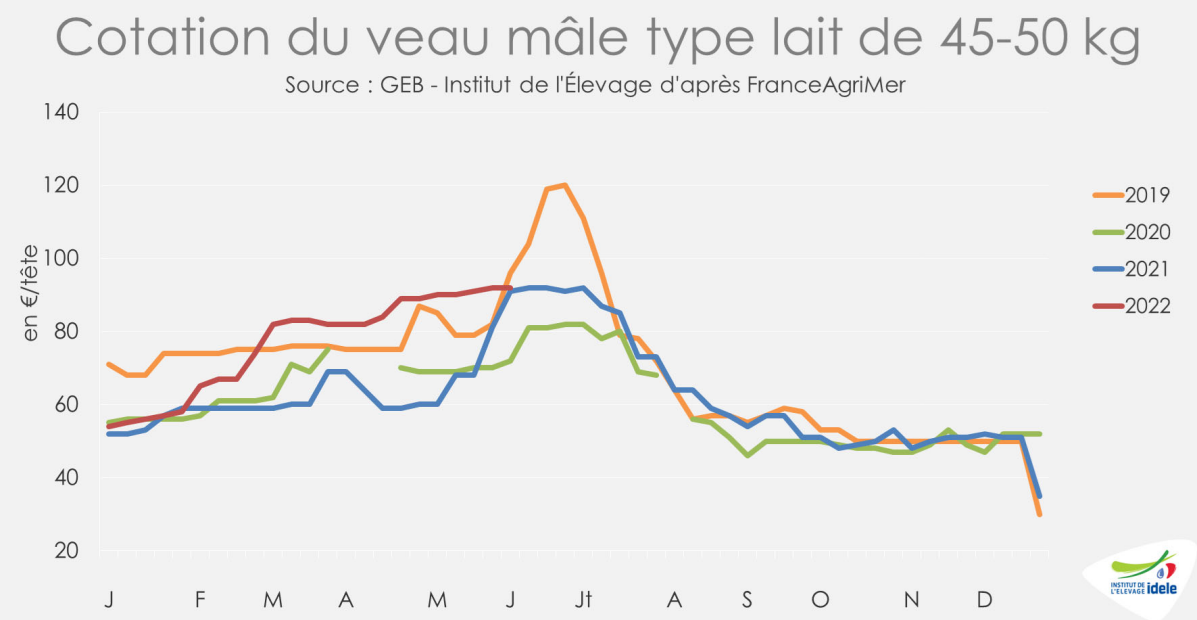
Dernière révision le 20 juin 2022

Malgré le creux des naissances laitières, les prix des veaux nourrissons n'ont que peu progressé en mai. Dans un contexte de hausse des coûts de l'alimentation animale, les intégrateurs cherchent à limiter le prix d'achat des veaux laitiers. La demande espagnole se maintient encore pour le moment, mais la hausse des coûts de production inquiète les engraisseurs de la péninsule ibérique.

Les cours plafonnent

Malgré le regain saisonnier des achats de veaux laitiers par les intégrateurs, en prévision des sorties de novembre, et le creux saisonnier des naissances, la cotation du veau mâle type lait de 45-50 kg a peu augmenté. Elle n'a progressé que de +2 € en cinq semaines pour atteindre 92 €/tête en semaine 23, rejoignant ainsi son niveau 2021 (+1 €) alors qu'elle était bien supérieure ces dernières semaines (+30 € en semaine 19). Les mises en place de veaux laitiers sont en recul structurel et la demande est moins active qu'il y a quelques années.

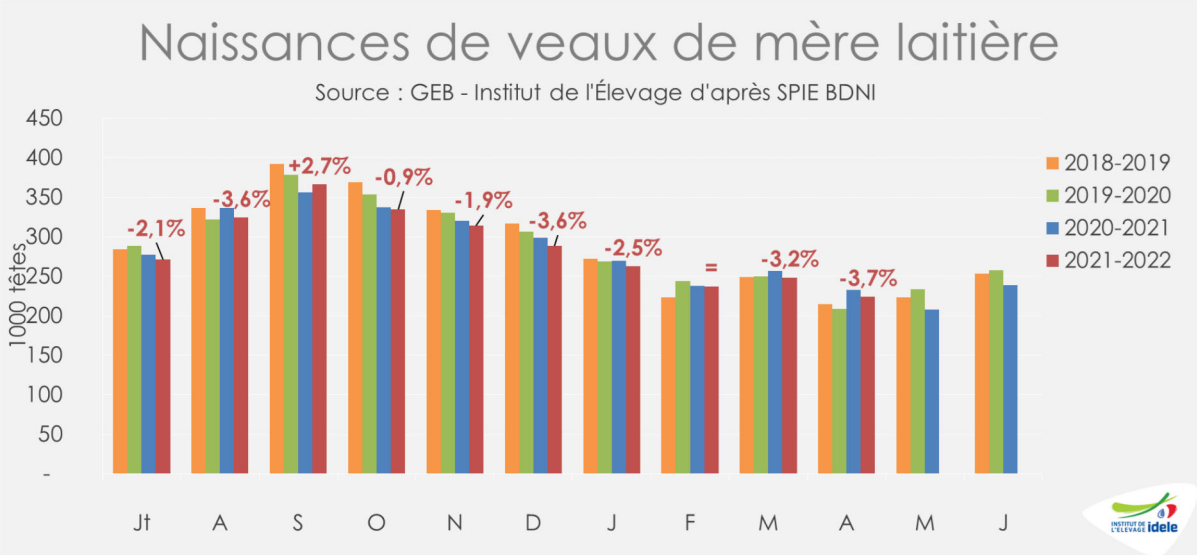
En outre, les intégrateurs essayent de maîtriser le prix d'achat des veaux nourrissons pour limiter leurs coûts dans un contexte de flambée des prix des matières premières.



Le cours du veau mâle de type viande (mixtes, viandes et croisés lait-viande) a également fléchi ces dernières semaines. A 235 €/tête il est repassé sous son niveau de 2019 (-3%), mais reste supérieur de +7% /2021.

Toujours plus de veaux croisés

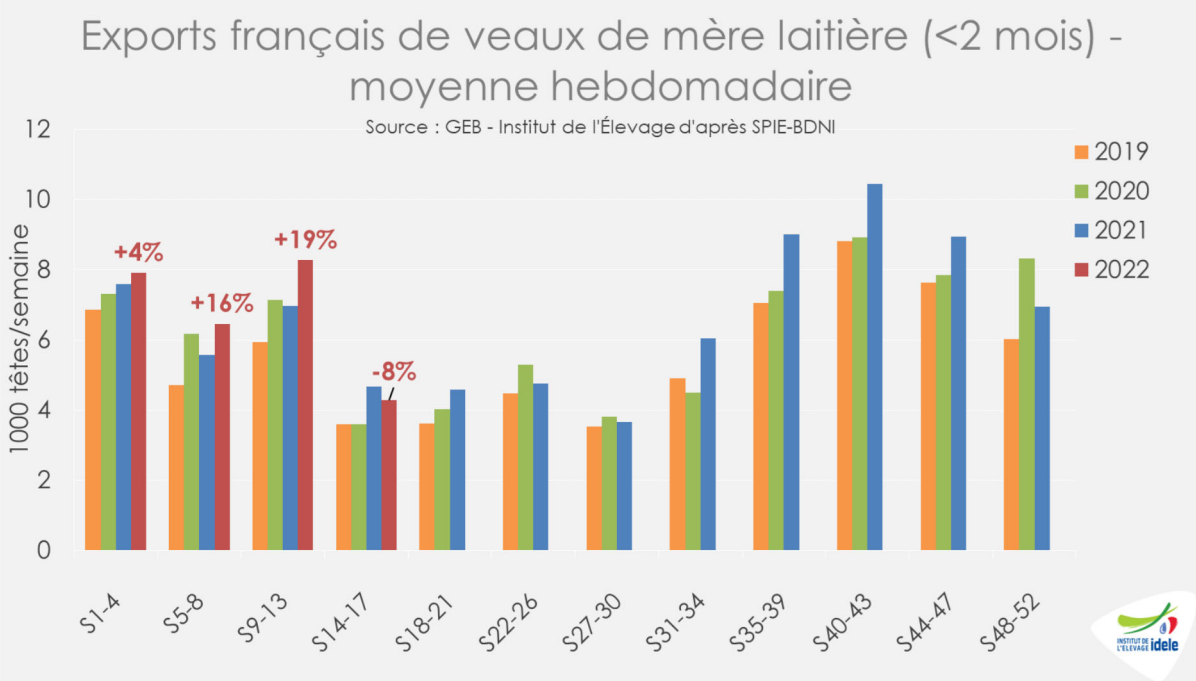
224 000 veaux sont nés de mère laitière en avril, en recul de -3,7% par rapport aux naissances dynamiques d'avril 2021, mais en hausse de +7,5% /2020. En cumul depuis juillet, les naissances laitières ont reculé de -1,6% (-44 000 têtes), conséquence de la décapitalisation (-1,4% /2021 de vaches laitières au 1er mai).



Si les naissances des veaux mâles laitiers purs (lait et croisés lait-lait) ont reculé de -3% /2021 entre juillet et avril 2022, les naissances de veaux croisés lait-viande (mâles et femelles) ont progressé de +5%. Les éleveurs laitiers continuent de développer le croisement pour essayer de mieux valoriser leurs veaux.

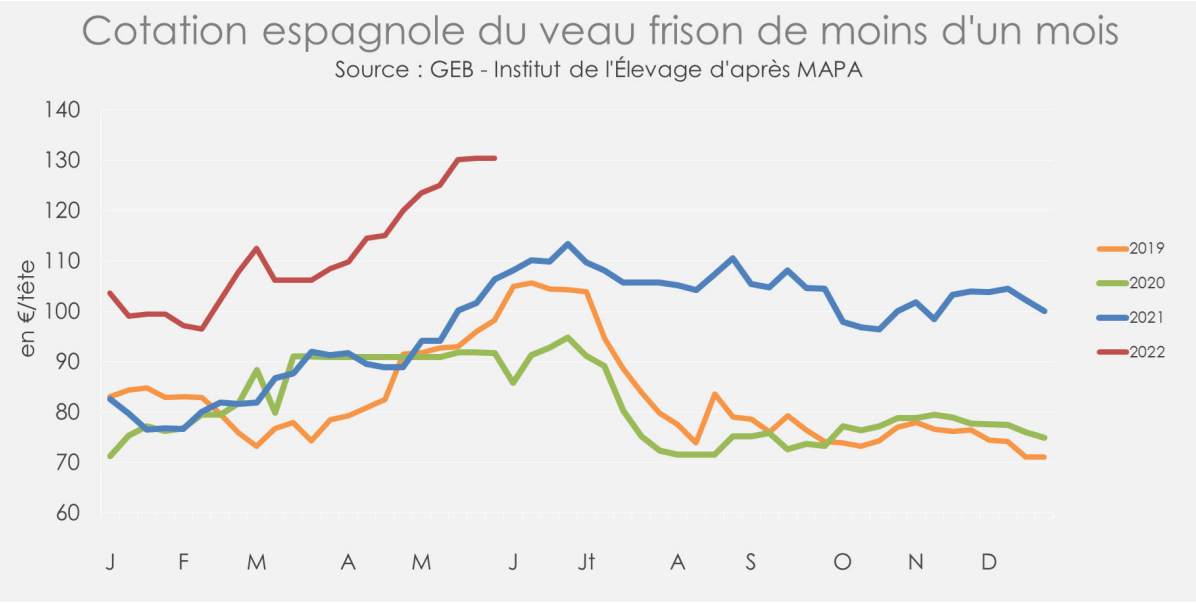
Les exportations se maintenaient, malgré des incertitudes sur les mises en place en Espagne

Les exportations de veaux laitiers ont été dynamiques depuis le début de l'année : 132 000 têtes en cumul de s1 à s20, en hausse de +8% /2021 et +13% /2020.



Mais ces envois sont majoritairement orientés vers le marché espagnol (plus de 90% des effectifs), où la hausse du prix de l'alimentation du bétail, l'inflation qui pèse sur le pouvoir d'achat des ménages et la fermeture du marché algérien inquiètent les engraisseurs.

La cotation espagnole du veau frison de moins d'un mois s'est stabilisée ces deux dernières semaines à 130 €/tête (+23% /2021 et +42% /2020).



Production ralentie malgré la hausse des prix

Dernière révision le 20 juin 2022

La production laitière est orientée à la baisse dans presque tous les bassins excédentaires, malgré des prix du lait historiquement élevés et haussiers. En premier dans l'UE-27, où seule la Pologne fait exception.

Les faibles disponibilités laitières se répercutent sur les marchés des commodités, en premier lieu sur celui du beurre, d'autant que la hausse saisonnière des fabrications a été limitée dans l'UE-27 et que la demande reste ferme, notamment en Asie.

En France, la flambée des cours des produits laitiers se répercute lentement sur les tarifs des fournisseurs et les prix au détail, qui progressent moins vite que dans les pays voisins. Heureusement, la revalorisation est plus nette sur les autres débouchés, en particulier sur les ingrédients vendus aux IAA ou exportés.

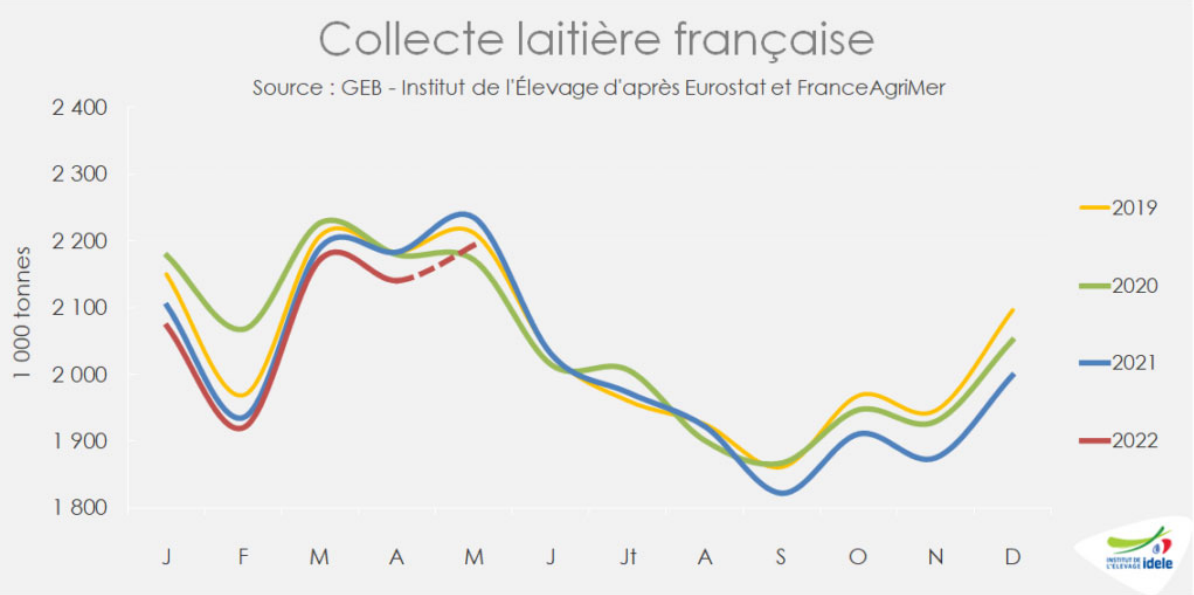
Les prix du lait records ne relancent pas la production dans l'UE

Dernière révision le 20 juin 2022

En avril, la collecte s'est rétractée en France et en Europe, malgré des prix records, qui surcompensent le plus souvent la flambée des charges.

France : nouveau recul de la collecte

En avril, la collecte française s'est établie à 2,14 Mt, en baisse de -2% /2021, à son plus bas niveau depuis 2013. (-43 000 t). Il s'agit du 8ème mois consécutif de repli. La collecte a donc de nouveau décroché plus fortement que le cheptel (-1,3% /2021), en lien avec la flambée du prix du l'aliment acheté. Au pic de collecte, cette baisse représente un volume substantiel de -43 000 t sur un an. Le repli est plus prononcé en matière sèche utile (-2,8% /2021) en raison de la baisse des taux de MG (41,5 g/l ; -0,5% /2021) et de MP (33,5 g/l, -1,2% /2021). Le repli des livraisons concerne l'ensemble des régions à l'exception des Pays de la Loire (+0,5%) et est particulièrement marqué en Auvergne-Rhône-Alpes (-5%).

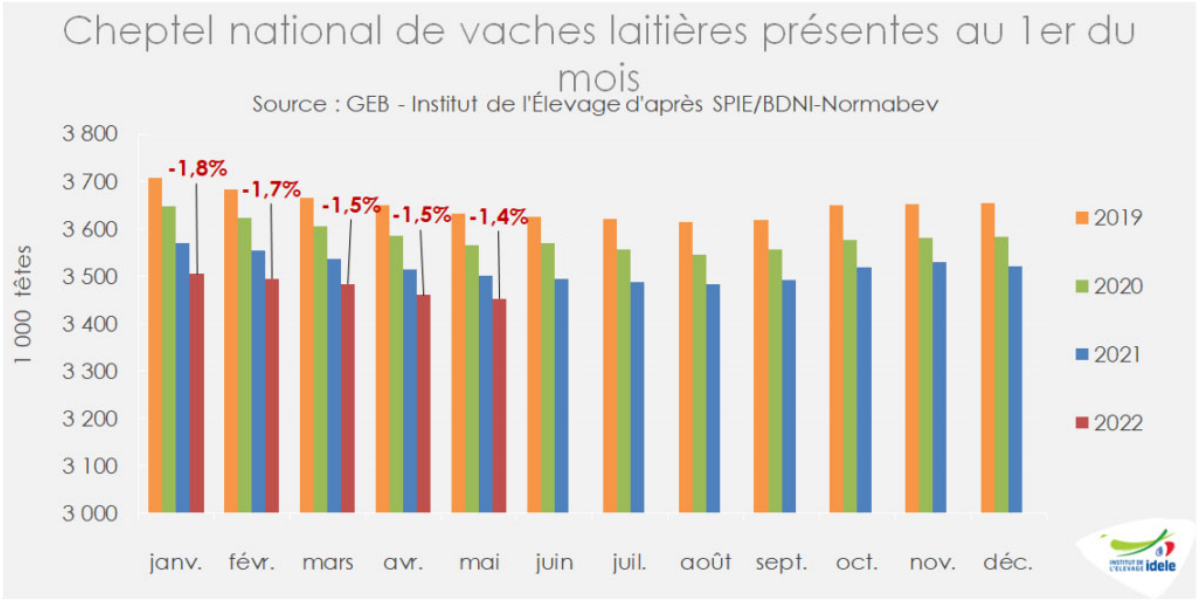


Pour mai, les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer évoquent certes une stabilisation de la baisse à -2% /2021, mais par rapport à une collecte très dynamique l'an dernier à pareille époque. Malgré un déficit hydrique important sur l'ensemble du croissant laitier, la collecte laitière aurait rattrapé son niveau de 2020, en lien avec la hausse du prix du lait, dont l'effet incitatif à la production semble commencer à se faire sentir.

En juin, le prolongement de la sécheresse et la canicule devraient fortement peser sur la production laitière.

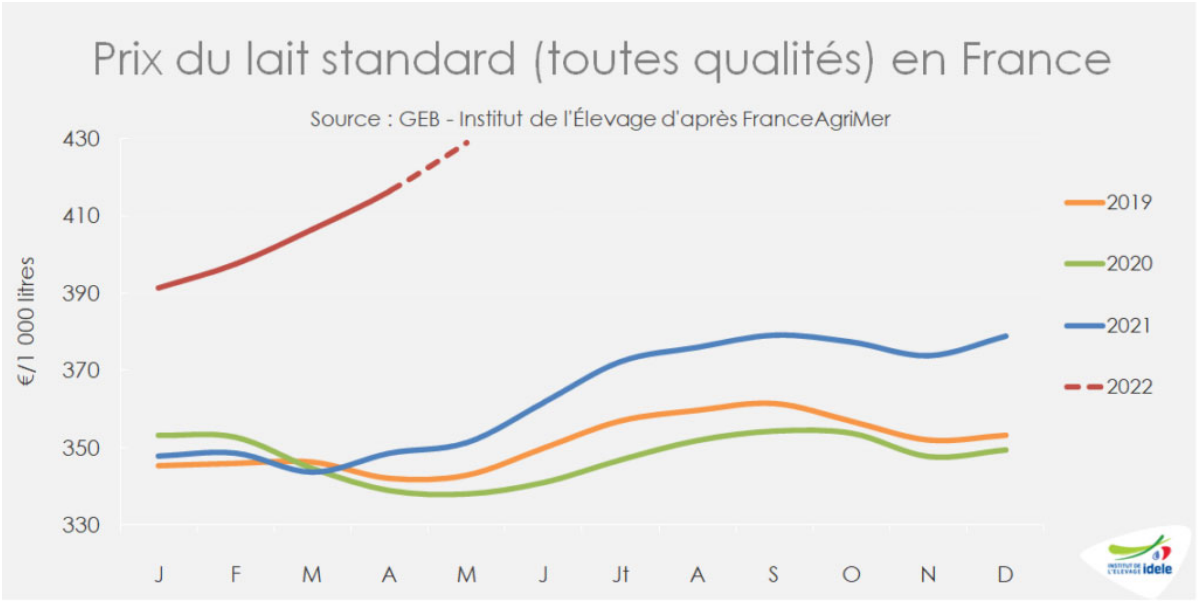
Atténuation de la baisse du cheptel

Au 1er mai, le cheptel laitier a connu sa plus faible baisse annuelle depuis 4 ans (-1,4% /2021), en lien avec le fait que les éleveurs ont ralenti les réformes pour profiter de la hausse du prix du lait. Ce redressement (tout relatif) du cheptel pourrait maintenant arriver à son terme, car les abattages ont rejoint des niveaux plus proches de la normale en mai (-2% /2021 entre les semaines 19 et 22), et les effectifs de génisses de 24-36 mois restent fortement orientés à la baisse (-8%). De plus, les fortes chaleurs et le déficit hydrique altèrent la pousse de l'herbe, si bien que les éleveurs devront accroître les distributions de fourrages et de concentrés s'ils souhaitent maintenir leur productivité laitière. Or, le prix de l'aliment acheté flambe, ce qui dégrade la marge alimentaire, et incite donc à réformer les vaches les moins productives, dont les réformes ont parfois été repoussées ces derniers mois. A terme, si la sécheresse se poursuivait, et même si les stocks restent pour l'instant importants, la baisse des disponibilités fourragères pourrait également conduire certains éleveurs à effectuer les réformes qu'ils ont retardées ces derniers mois.



Nouvelle hausse du prix du lait en avril

En avril, à 417 €/1 000 l, le prix du lait standard 38-32 (toutes qualités) a battu un nouveau record, gagnant +10 € d'un mois sur l'autre, dans le sillage de la hausse du cours des commodités laitières. Il se situe +68 €/1 000 l au-dessus de son niveau 2021, soit une hausse de +19%. La hausse du prix réel moyen payé aux éleveurs est légèrement moindre (+17% à 438 €/1 000 l), en raison de la baisse des taux d'une année sur l'autre.

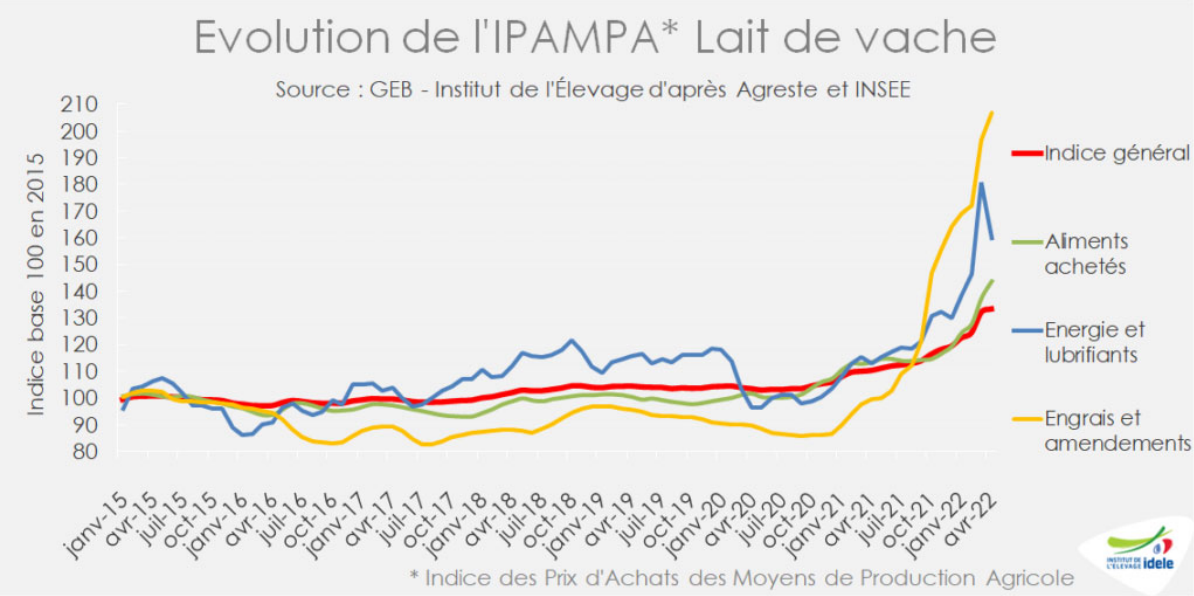


A 406 €/1 000 l, le prix standard conventionnel excède pour la première fois les 400 €/1 000 l. Comme attendu, il dépasse donc **temporairement** le prix du lait bio (400 €/1 000 l), en raison de la forte saisonnalité de celui-ci, qui se redressera fortement à partir de juin.

En mai, d'après l'observatoire des prix du lait de la revue *l'éleveur laitier*, le prix standard du lait devrait avoir encore progressé, d'environ +10 €/1 000 l.

Poursuite de la hausse de l'IPAMPA en avril

En avril, l'indice IPAMPA a poursuivi sa progression, alors que les cours mondiaux des matières premières s'étaient légèrement détendus après avoir atteint des sommets début mars, suite à l'invasion russe en Ukraine. Cette latence s'explique par le fait que les fournisseurs mettent un certain temps pour répercuter les hausses auxquelles ils sont confrontés. L'indice a donc encore gagné +1,2 point d'un mois sur l'autre, s'établissant à 133,4 pts (+21% /2021). Par rapport à septembre 2021, mois de début de cette flambée, la progression est de +29% après 19 mois consécutifs de hausse ininterrompue. En avril, les prix de l'aliment acheté (+4% sur un mois, +27% /2021) et des engrais (+5% /mars, +108% /2021) ont poursuivi leur hausse fulgurante, au contraire de l'IPAMPA énergie (-11% /mars, +40% /2021), essentiellement lié au prix du carburant, qui s'est légèrement détendu.



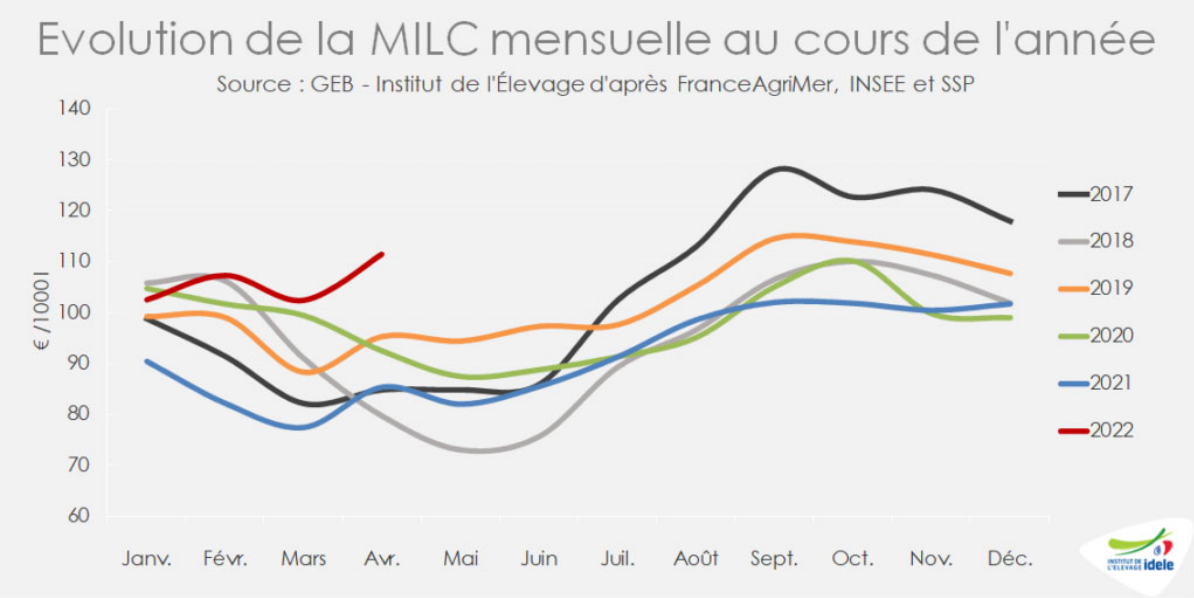
La MILC poursuit sa progression

Sur le mois d'avril 2021, la MILC lait de vache s'est établi à 111 €/1 000 l, son plus haut niveau depuis octobre 2019, et ce malgré un niveau de charges qui continue de battre des records.

Sur un mois, elle a gagné +10 €, grâce à une hausse du prix du lait (+13 € /1 000 l) et du produit viande (+3 €/ 1 000 l) qui ont surcompensé la hausse des charges (+3 €/1 000 l).

Sur un an, elle a progressé de +26 €/1 000 l. La hausse du prix du lait (+71 €) est presque intégralement gommée par celle des charges (+67 €), mais le bond des prix du coproduit viande (de +22 €/ 1000 l) permet à l'indice d'excéder nettement son niveau d'avril 2021 (+85 € /1 000 l).

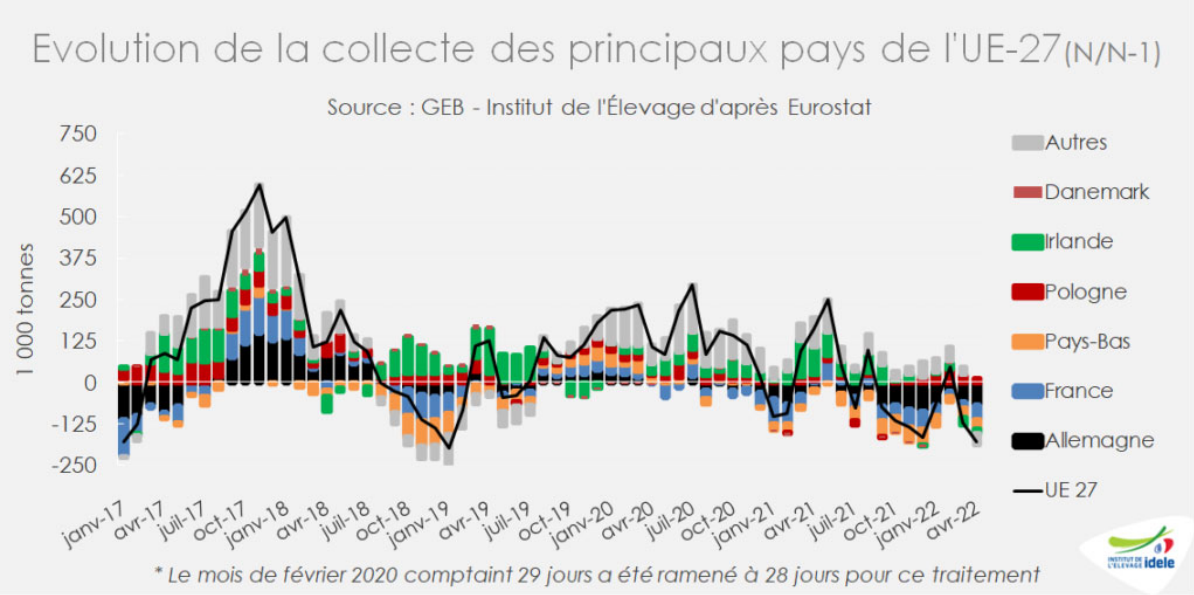
En mai, la MILC devrait avoir continué sa progression, grâce à la poursuite de l'appréciation du prix du lait.



UE-27 : nouveau décrochage de la collecte

Dans l'UE-27, malgré des prix du lait record, la collecte laitière a de nouveau décroché en avril (-1,4% /2021, soit -180 000 t !).

Les livraisons ont poursuivi leur recul dans les grands pays producteurs (-1,2% en France, -2,1% en Allemagne, -2,5% aux Pays-Bas). Le repli sur un an est plus important qu'au dernier trimestre 2021, car certains pays habituellement moteurs contribuent maintenant également à la baisse, à l'image de l'Espagne (-2,3% /2021), de l'Italie (-1% en mars), et même de l'Irlande (-1%). Parmi les grands pays producteurs, seule la collecte polonaise reste croissante (+1,1%).



En Irlande, la baisse de collecte se confirme en avril

En avril, le ralentissement de la collecte s'est confirmé en Irlande (-1% /2021), certes en comparaison d'une année 2021 exceptionnelle, durant laquelle les livraisons s'étaient envolées au premier trimestre (+12%) ; la croissance de la production laitière, continue ces dernières années, est donc temporairement interrompue, malgré un prix du lait à la production qui est de loin le plus élevé d'Europe (498 €/1 000 l en prix standard 37-33, 527 € en prix réel !), et un cheptel qui continue d'augmenter d'après Teagasc.

D'après les experts irlandais, la pousse « correcte » de l'herbe au premier trimestre n'est pas le principal facteur à ce léger repli, qui aurait les explications suivantes :

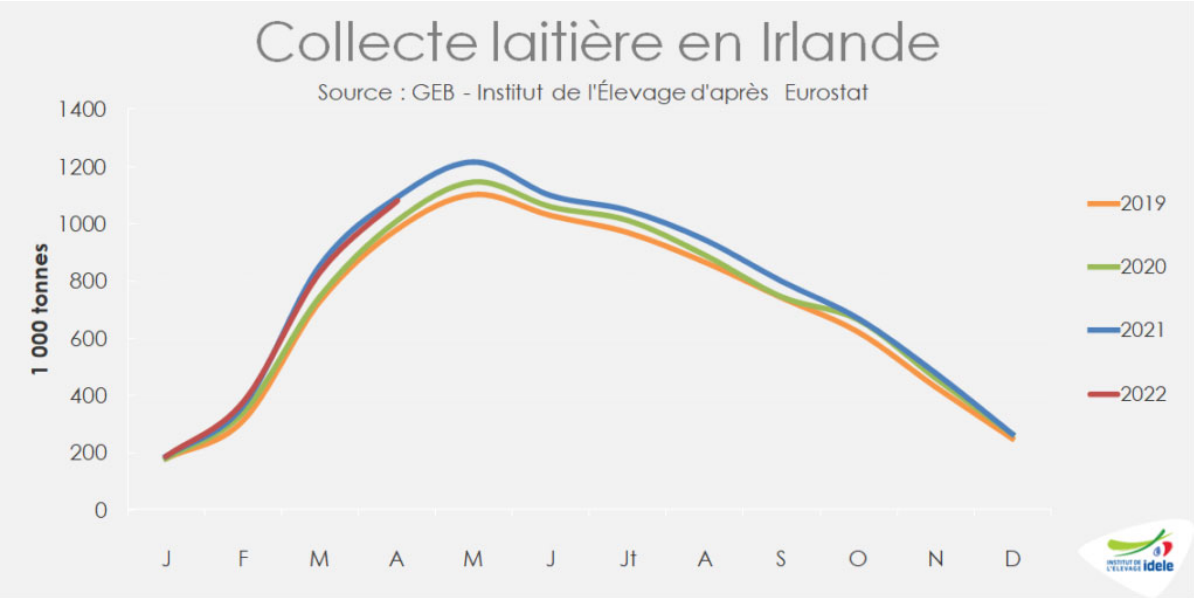
D'une part, les réformes ont fortement augmenté depuis le début de l'année (+19% /2021).

Elles seraient stimulées par la hausse des cotations viande, la flambée des charges, mais aussi par la forte incertitude économique, qui altère les velléités d'agrandissement du troupeau. D'après les experts irlandais, l'inflation des charges et du coût de la vie induirait également parfois des besoins de trésorerie urgents.

Ensuite, les conditions météorologiques de l'an dernier auraient perturbé les inséminations artificielles, que les éleveurs irlandais essaient généralement de grouper en mai. Ce phénomène se traduirait par un décalage des lactations, et pourrait donc être compensé dans les prochains mois.

En outre, la flambée du coût de l'azote aurait conduit certains éleveurs à limiter les épandages, ce qui jugulerait la pousse de l'herbe. De même, même si l'élevage irlandais est peu dépendant des concentrés (en moyenne 1 tonne/vache/an), le prix de l'aliment acheté pousserait certains éleveurs à rationner leur distribution.

Enfin, certains éleveurs irlandais sont piégés dans des contrats de vente du lait à prix fixes. Comme ils ne se sont pas couverts sur leurs achats en parallèle, ils subissent la flambée des charges, sans revalorisation du prix de leur lait, et réduisent donc leur production. Il s'agit souvent de jeunes éleveurs nouvellement installés qui se sont engagés dans ce type de contrats parce que leur banque leur demandait une visibilité et des garanties. Ils ne représentent toutefois qu'une part très faible de la collecte (autour de 2 à 3% selon les experts).



Le prix du lait continue de s'envoler

En avril, d'après le MMO, le prix du lait moyen pondéré dans l'UE-27 a de nouveau progressé de +6% sur un mois, pour atteindre 460 €/t (+29% /2021), un nouveau record. Selon les premières estimations, il aurait poursuivi sa progression sur le même rythme en mai (+3% à 473 € /t). Cette envolée du prix est bien sûr liée à la flambée de la valorisation du lait transformé en beurre/poudre maigre qui s'est stabilisée à 608 €/1 000 l en mai sur le marché européen. Le prix du lait s'envole particulièrement dans les pays exportateurs de commodités. Il culmine à 462 €/t en Allemagne (+39% /2021), 469 €/t au Danemark (+26%), 485 €/t aux Pays-Bas (+35%) et 512 € /t en Irlande (+39%).

Le prix du lait espagnol a été aussi nettement revalorisé, passant de 372 € /t à 407 €/t en un mois (+25% /2021)

Lait de vache » Marché des produits laitiers »

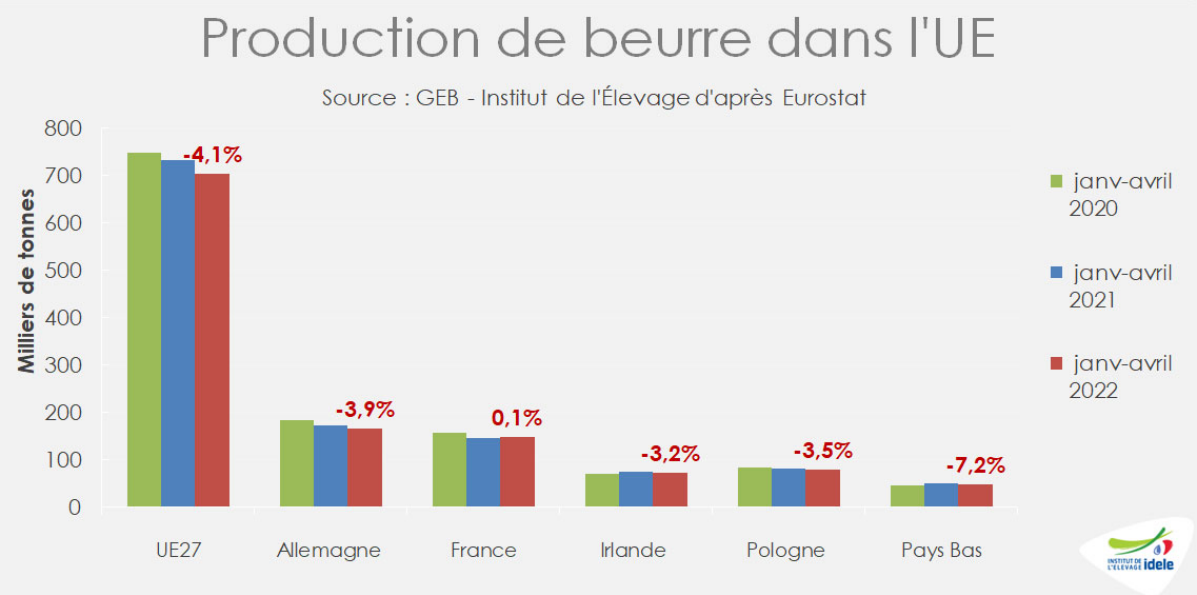
Le marché du beurre reste tendu face à de moindres disponibilités

Dernière révision le 20 juin 2022

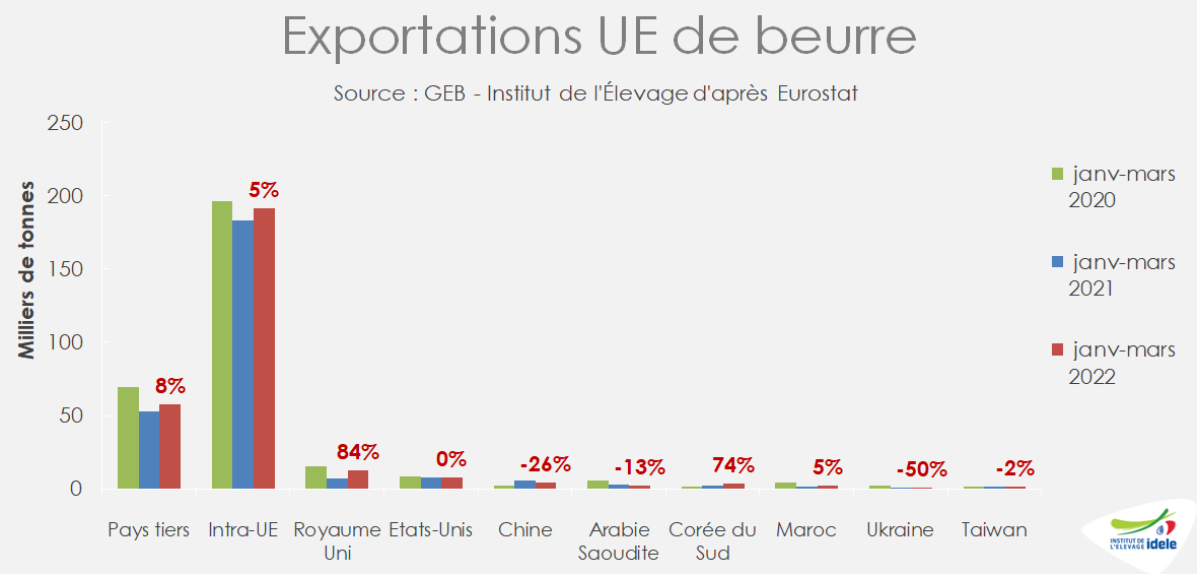
De Nouvelle-Zélande aux États-Unis, en passant par l'UE-27 et l'Australie, la collecte de lait baisse d'une année sur l'autre dans presque tous les bassins excédentaires. Malgré des prix du lait historiquement élevés et haussiers, les éleveurs ne se sentent pas en confiance pour investir dans les moyens de production face à des prix des intrants qui augmentent fortement. De plus, les conditions climatiques ne sont actuellement pas favorables non plus à la pousse de l'herbe dans l'hémisphère Nord, en premier lieu en Europe. L'Océanie rentre de son côté dans la période de creux saisonnier de production avec l'arrivée de l'hiver durant laquelle presque tous les troupeaux sont taris. Tout concorde donc pour une baisse des disponibilités chez les principaux pays exportateurs.

Moindres fabrications, mais hausse des exports dans l'UE

Dans l'UE, les fabrications de **beurre** décrochent chez les principaux pays producteurs d'une part face à des collectes laitières en repli, mais également au profit des fabrications de **crème** pour laquelle la demande européenne et internationale reste soutenue. Ainsi, dans l'UE-27 comme en Allemagne, les fabrications ont baissé de -4% sur la période de janvier à avril /2021 tandis que celles de crème augmentaient de +3% sur la même période.



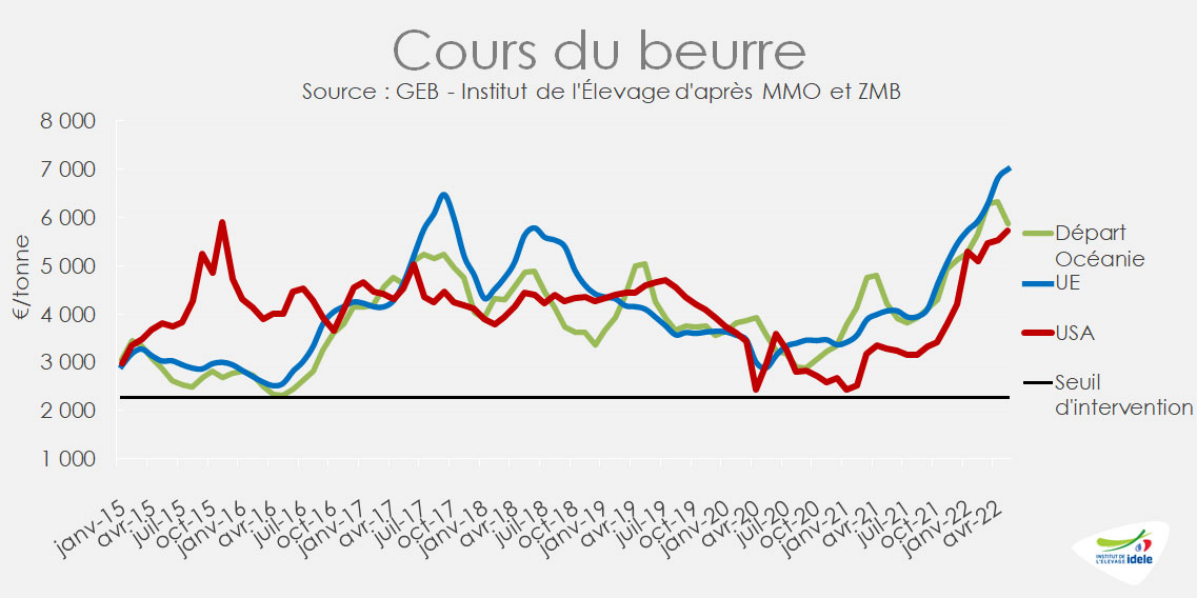
La météo actuelle est source d'inquiétude pour la production. Les températures élevées sont peu compatibles avec la production de lait et de fourrages. De plus les fortes chaleurs, très précoces cette année, risquent d'accentuer la baisse saisonnière de la production laitière amorcée en juin, et ainsi accentuer la baisse des fabrications de beurre, traditionnellement faibles durant l'été.



Les exportations européennes de beurre ont repris sur janvier-mars /2021 par rapport au décrochage de l'an passé (+8% /2021), mais ne retrouvent pas pour autant les niveaux de 2020. Cette hausse est permise principalement grâce à des échanges de nouveau conséquents au 1er trimestre avec le Royaume-Uni (+84% /2021). De même, les échanges intra-européens remontent. En France, les exportations vers les pays tiers ont progressé de +21% sur la même période grâce à une hausse vers le Royaume-Uni (+30%), vers les États-Unis (+66%), vers l'Arabie Saoudite (+22%) ou encore la Corée du Sud (+63%). Ces marchés compenseront peut-être la moindre demande chinoise dans les mois à venir (-6% d'importations de beurre français sur les 3 premiers mois /2021).

Dans le même temps, les importations européennes de beurre et matière grasse anhydre ont baissé de près de -7% à 11 000 t toujours sur la période janv-mars /2021 avec des envois en repli depuis le Royaume Uni (-3%) et depuis la Nouvelle-Zélande (-12%).

La baisse des disponibilités combinée à la hausse des exports assèche le marché intérieur et conduit les prix à fortement augmenter. En France, le prix du beurre sur le marché spot est proche de 7 800 €/t en semaine selon la cotation 23 ATLA. Les échanges à ce prix sont néanmoins réduits, les opérateurs ayant fait des couvertures en amont. Dans ce contexte, le prix moyen des facturations est bien moindre : il reste pour le moment à 6 500 €/t en semaine 23.



Moindre présence de la Nouvelle-Zélande sur le marché international

En **Nouvelle-Zélande**, la collecte de lait se replie et est attendue en baisse de -4% sur la campagne 2021/22. Dans ce contexte, à moins d'un fort changement dans le mix produit, les fabrications de beurre devraient être ralenties. Pour 2022, l'USDA table néanmoins sur une hausse de +10 000 t / 2021 à 480 000 t (estimations de mai 2022) car les prix de la poudre maigre et du beurre sont attractifs face à des débouchés plus incertains en poudres grasses.

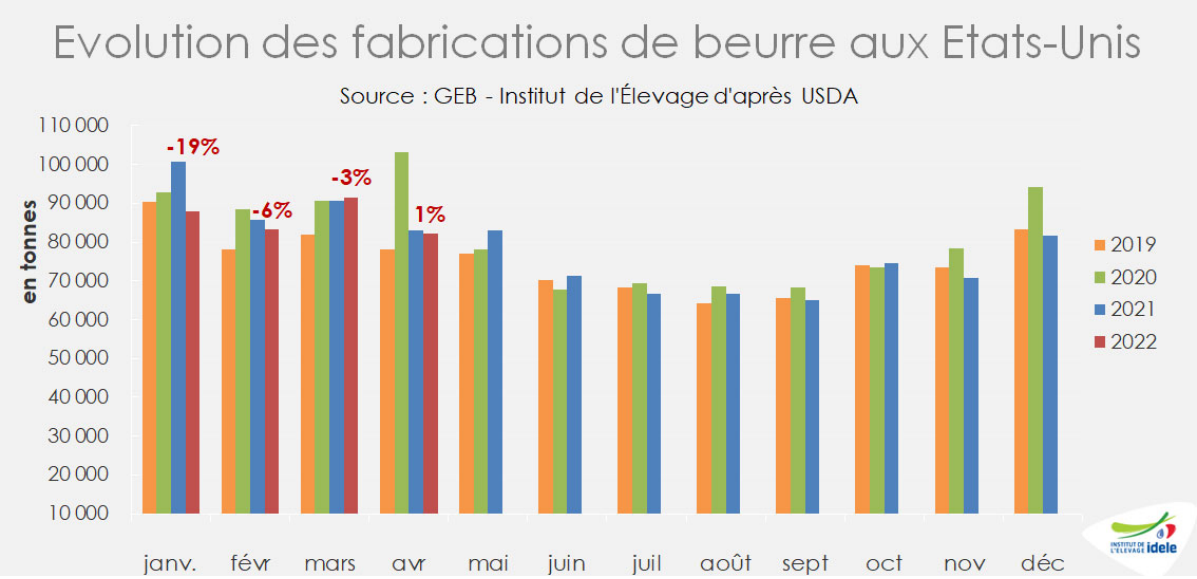
L'an dernier, la production de beurre a aussi été limitée par la forte demande de la Chine en crème. Face à un recul des exportations de crème UHT vers l'Empire du Milieu de janvier à avril (-2,5% /2021), les fabrications seront peut-être modifiées cette année.

Les exportations de beurre vers la Chine ne semblent pas encore impactées par la gestion zéro covid-19. Après avoir progressé de janvier à avril (+5% /2021), elles auraient toutefois fortement baissé en mai. Par ailleurs, les exportations se replient vers l'Australie (-18% /2021), les Philippines (-22%) ou encore le Vietnam (-37%). Au global, les exportations néozélandaises ont légèrement reculé au 1erquadrimestre, de -1,3% /2021.

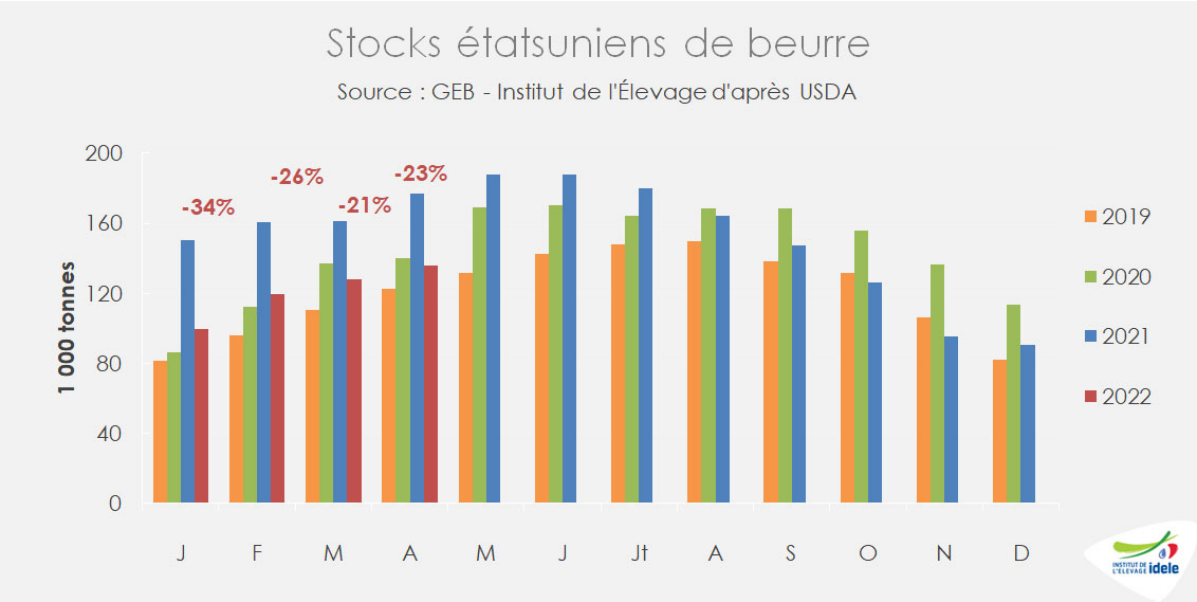
Les prix du beurre départ Océanie ont reculé en mai, à 5 860 €/t (-7% /avril mais +40% /2021), mais ont rebondi début juin, de +5,6% à 6 068 $/t (5 770 €/t) lors de l'enchère du *Global Dairy Trade* de mardi 7 juin face à un retour de la demande. Si un retour de la Chine parait anticipé, il pourrait provenir d'autres pays d'Asie.

Fort recul des stocks aux États-Unis

Au mois d'avril, la collecte de lait aux **États-Unis** ressort en repli de -1 % par rapport 2021. Ce chiffre a surpris les opérateurs qui s'attendaient à une stabilité. Si les transformateurs de fromages ne manquent pas de lait pour répondre à la demande intérieure dynamique, en revanche les fabricants de poudre maigre et de beurre ont ralenti leurs activités. Dans ce contexte, la production de beurre au mois d'avril a chuté de -1% par rapport au même mois en 2021 et de -4% en cumul sur les quatre premiers mois tandis que les volumes décroissent aussi de façon saisonnière.



Malgré la baisse des fabrications de beurre (-15 000 t au 1er quadrimestre), les exportations, certes faibles, ont bondi de +9 000 t (soit +50% /2021), surtout vers le Mexique et le Canada. Les importations n'ont augmenté que de +2 000 t (en provenance d'Irlande, de Nouvelle-Zélande, d'Inde et de France). Dans le même temps, la consommation intérieure a reculé de -24 000 t, soit -4% /2021. Malgré ce tassement, les stocks ont sensiblement fondu, de -41 000 t (-23% /2021), à 136 000 000 t fin avril. Cela n'empêche pas les acheteurs de s'interroger sur les disponibilités et de renforcer leurs couvertures pour les mois à venir. Les prix ont fortement augmenté depuis la mi-mai et se rapprochent des 3 $/*pound* (environ 6,36 €/kg), un prix au plus haut depuis 2015.

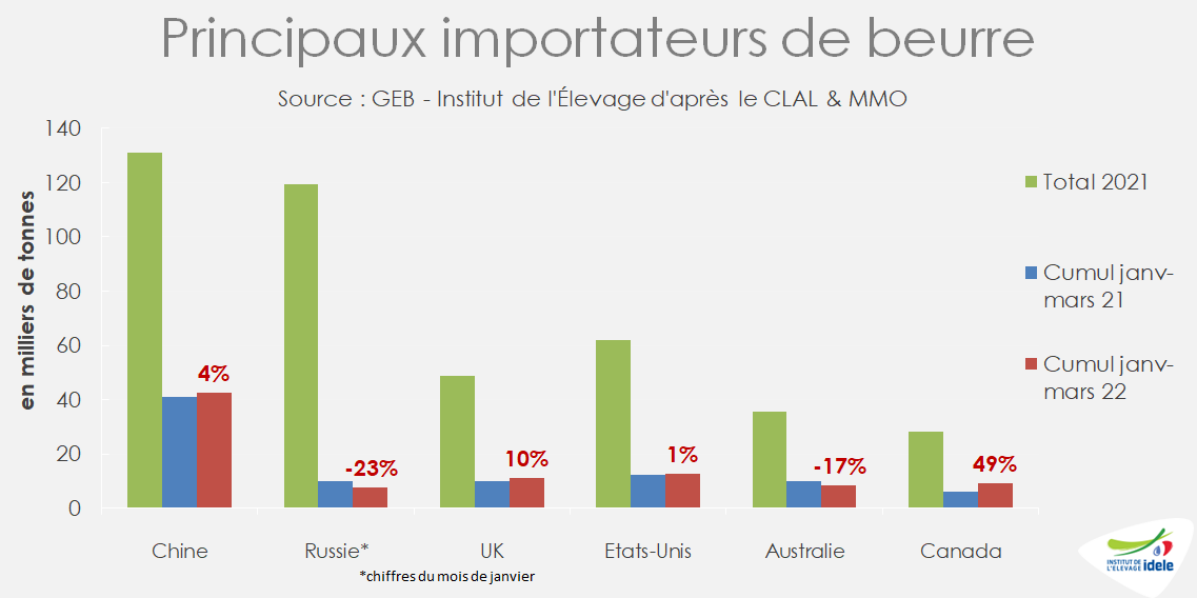


Plus forte présence aux exports de l'Inde

Le premier pays producteur mondial de beurre est l'Inde. Selon l'USDA pour 2022, la production indienne est attendue en hausse de +3%/2021 à 6,5 Mt (pour une production mondiale de 11,56 Mt estimée en 2022). Selon le CLAL, les exports auraient fortement augmenté sur la période janvier-mars /2021, principalement vers le Moyen Orient (x5,5 à 19 000 t soit un volume déjà proche du volume annuel de 2021). Toutefois, les exportations demeurent modiques par rapport à la consommation locale.

Du côté de la demande :

La poursuite de la hausse des prix, à l'image du rebond lors de la dernière enchère sur la plateforme *Global Dairy Trade* se fera en fonction de la demande mondiale. Plusieurs questions viennent alors : l'inflation limitera-t-elle la demande tant mondiale qu'intérieure ? Les acheteurs ont-ils suffisamment couvert leurs besoins par des contrats ?



Pour commencer par le premier d'entre eux : la Chine. Si la Nouvelle-Zélande semble avoir maintenu le rythme de ses expéditions beurre vers l'empire du Milieu de janvier à avril (+5% /2021), les exportateurs se montreront prudents avant de renvoyer des containers frigorifiques de beurre congelé dans un contexte de logistique perturbée. Néanmoins, la consommation devrait reprendre sans nouveau confinement. Le trou d'air pourrait s'estomper à partir du mois de septembre, en même temps que le pic laitier de la production. Toutefois, dans l'intervalle, d'autres pays d'Asie pourraient revenir aux achats : les Philippines, la Malaisie, ou encore le Vietnam ont moins importés depuis le début d'année.

Les importations russes de beurre diminuent de manière évidente depuis les sanctions imposées par les pays de l'Alliance. La Biélorussie continue d'approvisionner son principal client (75 500 t en 2021), mais la Nouvelle-Zélande, deuxième fournisseur, a stoppé ses expéditions (18 000 t en 2021).

Dans le même temps, le Canada et le Mexique reviennent fortement aux achats. La hausse de 50% des importations de beurre sur 4 mois pourrait découler de la mise à jour des quotas d'importation en février dernier. En effet, le Canada a dû revoir la manière dont les quotas étaient distribués afin d'être davantage accessibles à d'autres opérateurs que les transformateurs canadiens.

En conclusion, face à des disponibilités réduites dans l'UE-27, les cours du beurre devraient demeurer élevés. La hausse des prix au détail pourrait conduire à une baisse de la demande en beurre plaquette dans certains pays.

Lait de vache » France »

Débouchés : retour aux tendances préalables à la pandémie

Dernière révision le 20 juin 2022

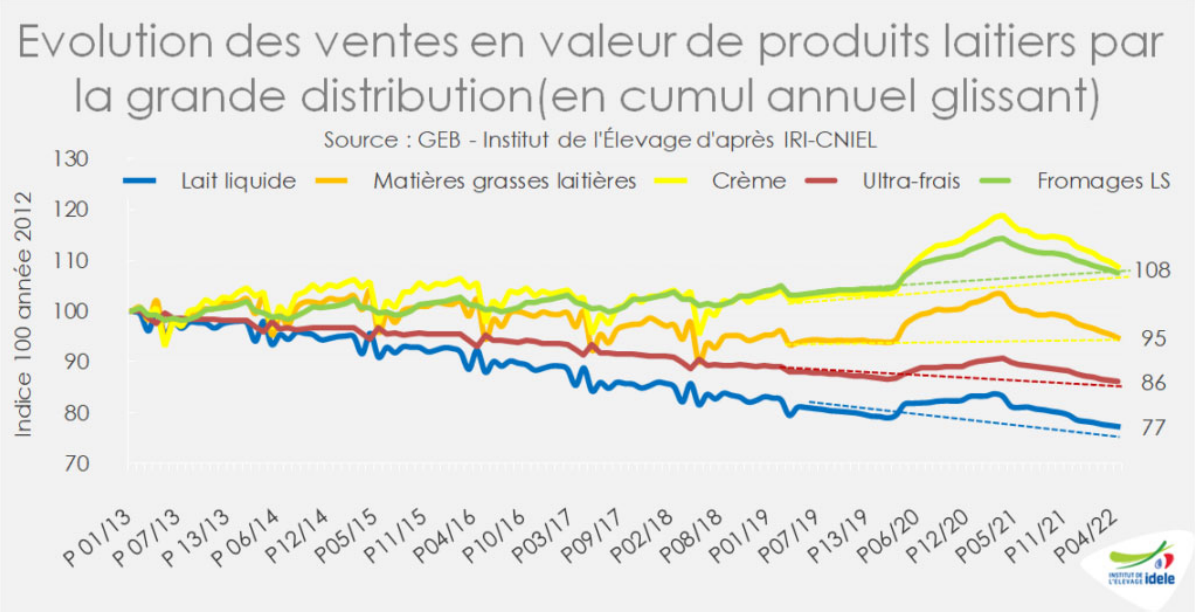
En France, la flambée des cours des produits laitiers se répercute lentement sur les tarifs des fournisseurs et les prix au détail, qui progressent moins vite que dans les pays voisins. Heureusement, la revalorisation est plus nette sur les autres débouchés, en particulier sur les ingrédients vendus aux IAA ou exportés (+45% /2021). En avril, la hausse du prix du lait à la production n'avait pas encore été complètement répercutée sur les consommateurs, l'Indice de prix à la consommation des produits laitiers (IPC) n'ayant progressé que de +3% /2021.

Depuis le début de l'année, les exportations diminuent plus fortement que la collecte en équivalent lait.

Consommation en GMS : confirmation des tendances de fond

En France, les ventes de produits laitiers en GMS (avec *hard discount*) ont repris leur tendance structurelle préalable à la pandémie, dans toutes les catégories de produits. Ce retour à la normale des ventes au détail s'explique par la réouverture de la RHD (restauration hors domicile) qui absorbe à nouveau une part conséquente de la consommation. Depuis que les restaurants ont rouvert en mai 2021, la consommation à domicile a peu à peu retrouvé des niveaux proches de ceux enregistrés avant crise (72% de repas à domicile en 2021, 76% en 2020, 70% en 2019 d'après Kantar).

Le retour progressif à la normale ayant débuté il y a près d'un an, un bilan peut donc être réalisé sur un an glissant : on observe alors que dans chaque famille de produit, la courbe rejoint précisément le prolongement de la tendance préalable à la pandémie.



D'après IRI, sur 12 mois glissants, entre 2013 et 2022, les ventes en GMS ont décliné de -23% en valeur pour les laits conditionnés, de -14% pour les ultra-frais, de -5% pour le beurre, mais ont progressé de +8% pour la crème et les fromages.

Sur le lait liquide, d'après le bilan annuel Kantar sur les produits laitiers, le taux de pénétration est stable, mais la fréquence d'achat s'effrite. Ce sont surtout les laits demi-écrémés qui souffrent (-7% entre 2019 et 2022) ; en revanche, le lait entier, dont l'utilisation est souvent culinaire, progresse (+14%). Enfin, la tendance à la « séniorisation » de la consommation se poursuit.

Pour l'ultra-frais, le diagnostic est approximativement le même, le recul de la consommation émane d'une baisse de la fréquence des achats et donc de la quantité achetée par acheteur et non du taux de pénétration, qui reste stable. Dans cette catégorie de produit, seules les MDD économiques sont épargnées par cette dynamique baissière.

Au contraire, la croissance continue de la consommation de crème s'explique à la fois autant par une progression du taux de pénétration (+0,7 point, de 94,6 à 95,3%) que par celle de la quantité achetée par acheteur (qui est passée de 8,8 kg à 9,4 kg/ an). Cette croissance est surtout portée par la crème UHT.

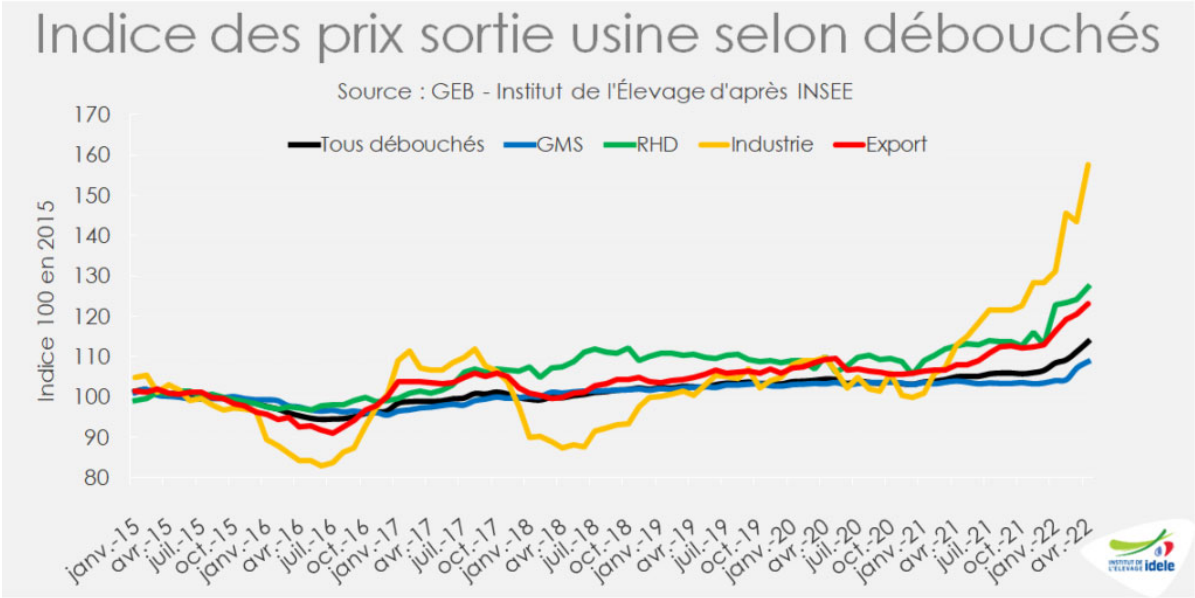
Enfin, la consommation de fromages poursuit sa croissance chez les ménages français (+4% dans le rayon libre service entre les premiers quadrimestres de 2019 et 2022), en particulier chez les séniors, qui sont déjà la catégorie qui en consomme le plus.

D'après Kantar, cette sur-consommation des séniors représente un levier de croissance important, puisque la population va continuer de vieillir. Là aussi, ce sont les MDD économiques qui tirent leur épingle du jeu (+3 points de pénétration). Toujours d'après Kantar, la croissance est essentiellement liée au développement de l'usage culinaire du fromage, dynamique qui s'est poursuivie en 2021, les « offres cuisines » demeurant très nettement au-dessus de leur niveau de 2019.

hausse poussive des tarifs fournisseurs à la GMS

C'est logiquement auprès de l'industrie que les prix sortis usine se sont le plus appréciés (+45% /2021 en avril), en lien avec la flambée des cours des ingrédients laitiers. La valorisation des produits laitiers à destination de la RHD a aussi fortement progressé (+14% /2021), de même que la valorisation des produits d'export (+15%), qui seraient constitués pour moitié d'ingrédients laitiers, d'après nos estimations.

En revanche, l'indice PVI pour la GMS ne s'était apprécié que de +5% /2021 en avril. L'indice devrait continuer de croître dans les prochains mois. La hausse obtenue par les transformateurs lors des négociations commerciales aurait été lissée, et les négociations se sont rouvertes à la suite de l'invasion russe en Ukraine. Les industriels n'auraient réussi à faire passer des hausses que sur la matière première agricole, et non sur la matière première industrielle.

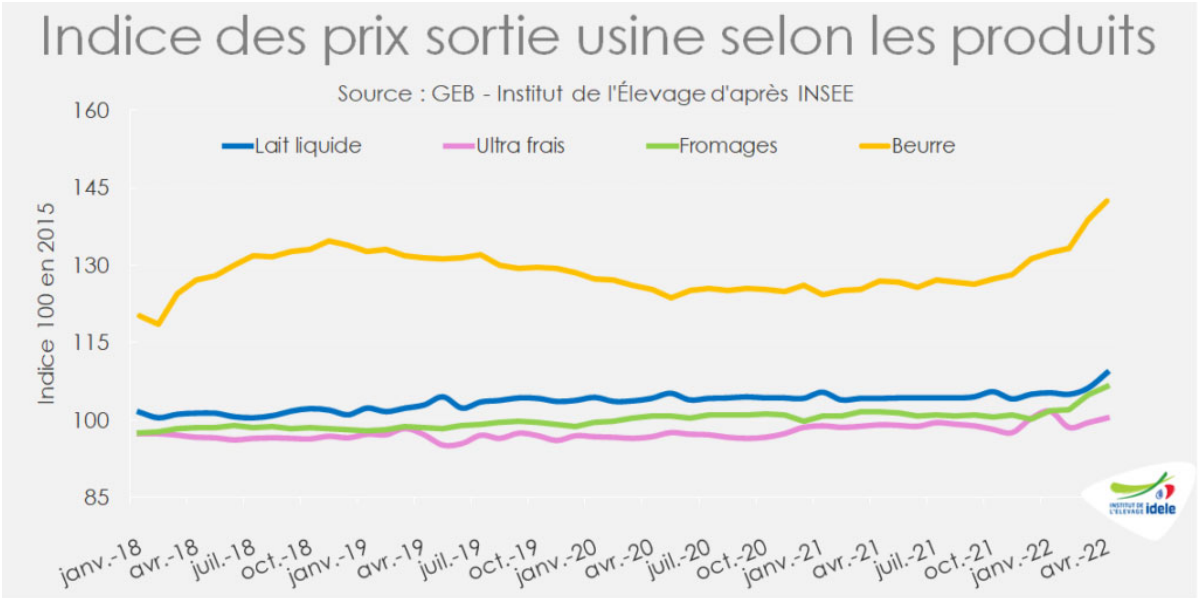


Ces revalorisations des prix sorties d'usine sont également très hétérogènes selon les produits : de +13% /2021 pour le beurre (dont la valorisation restait nettement supérieure au niveau de 2015), à +5% pour les fromages et les laits liquides, et seulement à +1,5% pour l'ultra-frais.

La hausse des prix n'a pas encore été complètement répercutée sur les consommateurs, puisque l'indice de prix à la consommation (IPC) des produits laitiers n'avait progressé que de +3% /2021 en avril. L'IPC du beurre a crû de +5%, celui des fromages de +4%, celui des ultra-frais de +3,5%, loin de l'inflation alimentaire observée dans le même temps **en Allemagne**, où les prix au détail ont bondi. D'après le panel Nielsen, relayé par AMI, le prix du lait demi écrémé (au détail) a crû de +9% en un an (à 0,88 € /l en avril), et le beurre de +25% /2021 (7,88 €/kg).

De même, **aux Pays-Bas**, en semaine 15 (mi-avril), la hausse du prix des fromages (au détail) était de +9% d'un an sur l'autre, celle sur les yaourts de +10% du beurre, et celui du beurre de +18% /2021 (et même de +27% en semaine 21, fin mai).

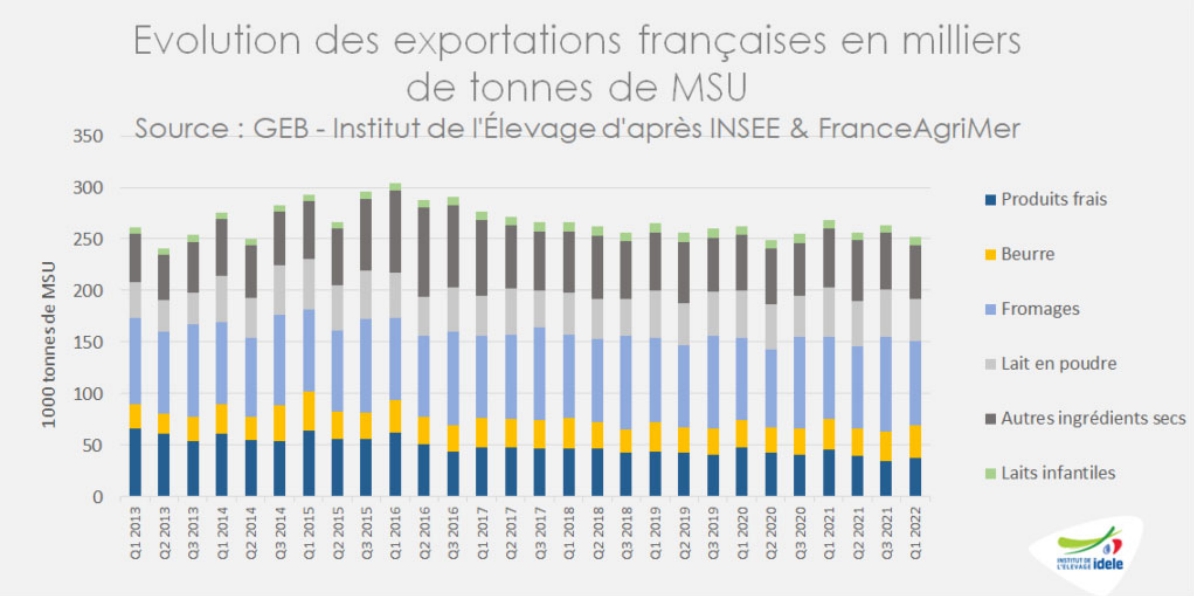
En France comme dans le reste de l'Europe, l'inflation alimentaire étant généralisée à toutes les catégories de produits, elle ne devrait pas trop affecter les volumes de produits laitiers consommés. En revanche, elle pourrait se traduire par une descente en gamme de la consommation de produits laitiers, les consommateurs arbitrant par exemple en faveur de MDD au détriment des marques nationales.



Diminution des exportations plus forte que la baisse de la collecte

En volume, au premier quadrimestre 2022, les exportations françaises de produits laitiers ont baissé de -5% /2021 (en équivalent lait), et de -10% en volume total, alors que la collecte a diminué de -2% /2021.

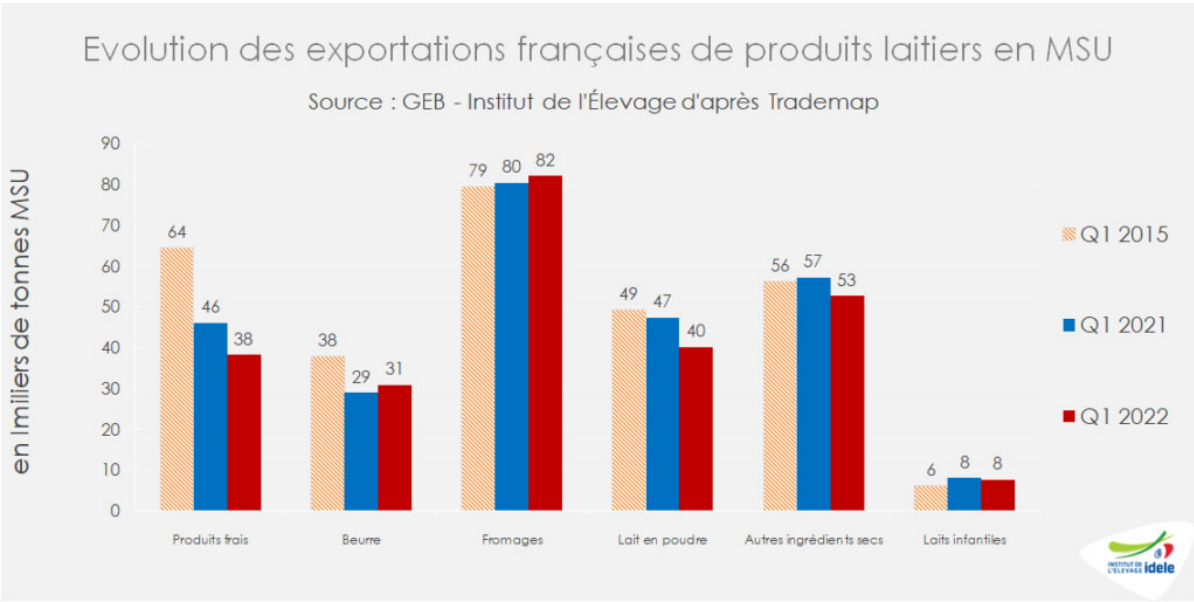
Les exportations de fromages (+2% /2021) et de beurre (+7%) ont progressé, au contraire des envois de lait en poudre (-15%) et des autres ingrédients secs (-8%).



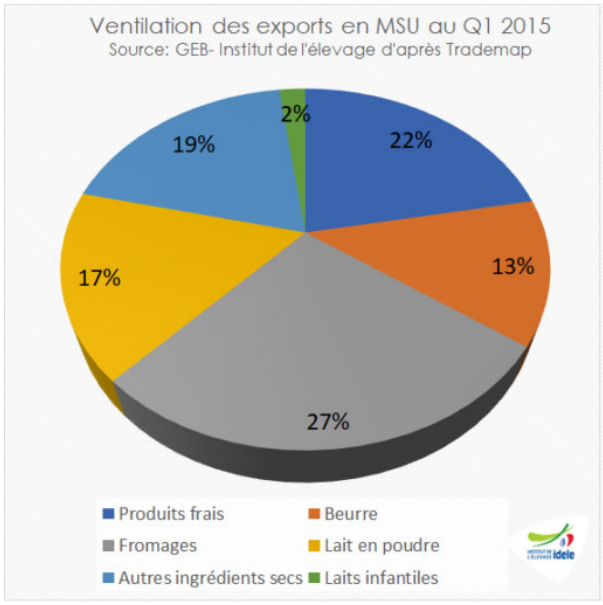
Les exportations se sont établies à leur plus bas niveau depuis 2014 (hormis début 2020, au contexte évidemment particulier), en lien avec le manque de disponibilités laitières. Historiquement, le premier quadrimestre constitue pourtant la période de l'année où les exports sont les plus élevés.

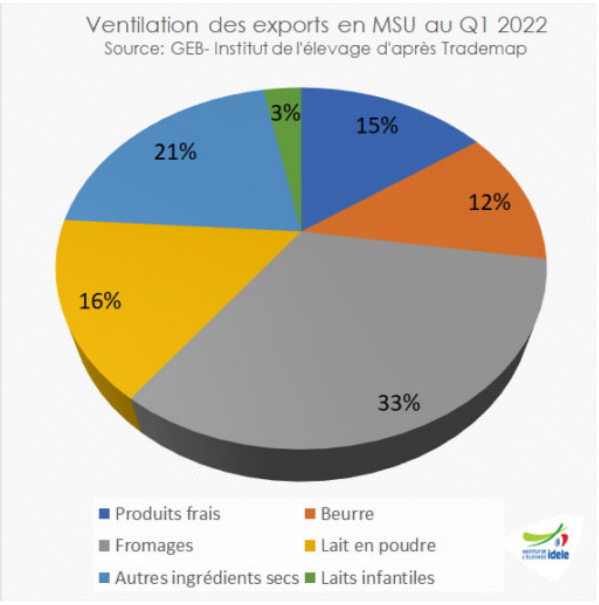
Tendance de long terme : baisse des exportations de produits frais, hausse de celles de fromages

Entre le premier quadrimestre 2015 et celui de 2022, la quantité de lait destinée à la production de fromages pour l'export a augmenté de +4%, alors que le volume total de fromages exportés a très légèrement diminué (-1%), sous l'effet d'une évolution dans le mix-produit des fromages exportés. En effet, les exportations de fromages frais ont diminué de -6% /2015, tandis que celles de fromages affinés, plus riches en matière sèche, ont progressé. Les envois de produits frais ont diminué de moitié, en lien notamment avec la chute des exportations de lait liquide vrac vers l'Italie (-45% entre 2015 et 2021), pays qui s'approche de l'autosuffisance laitière depuis la fin des quotas. Sur la même période (2015/2021), l'Espagne a également divisé par 4 ses importations de lait liquide français, pour des raisons similaires de croissance de la production locale, même si le pays reste loin de l'autosuffisance.



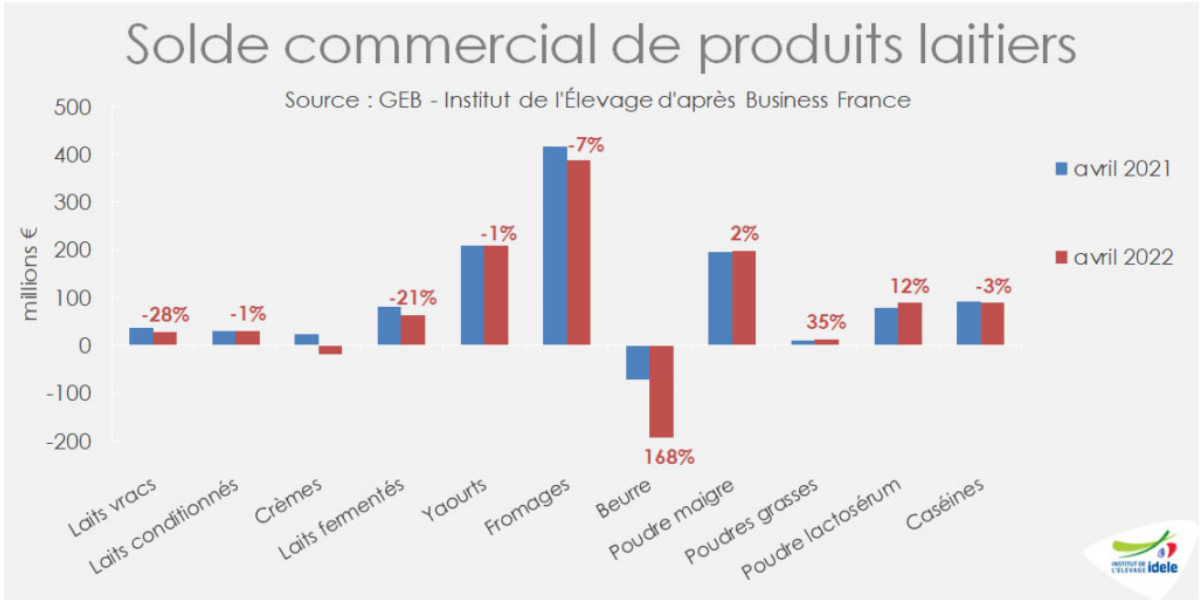
La part des fromages dans les exportations s'est donc très nettement accrue, de +6 points entre les premiers quadrimestres 2015 et 2022. A noter que la part des laits en poudre diminue légèrement, au profit de celle des autres ingrédients secs (poudre de lactosérum, caséine…)





Bond en valeur, mais érosion de l'excédent commercial

Malgré ce tassement en volumes, les exportations ont bondi en valeur de +11% d'une année sur l'autre à +2,75 Mrds € au 1er quadrimestre 2022. Dans le même les temps, les importations ont davantage progressé en valeur (+35% à -1,75 Mrd €) sous l'effet d'une forte hausse des volumes importés de beurre (+16%) et d'ingrédients secs (+27%). L'excédent commercial de la France en produits laitiers s'est logiquement dégradé de -14% /2021, à +1 Mrd € au 1er quadrimestre. A l'exception des ingrédients secs, tous les produits laitiers subissent une érosion de leur solde commercial, celui du beurre étant le plus spectaculaire (-195 M€).



Des disponibilités limitées

Dernière révision le 20 juin 2022

Les tendances amorcées début 2022 se prolongent : abattages ralentis en France et en Espagne dans une moindre mesure, mais dynamiques en Irlande ainsi qu'au Royaume-Uni ; demande des ménages, hors contexte festif, affectée par l'inflation.

En Nouvelle-Zélande, la production se rétablit depuis avril après avoir été nettement freinée par les effets du variant Omicron.

Viande ovine » France »

Le cours français perd un peu de hauteur

Dernière révision le 20 juin 2022

Le cours de l'agneau français entame sa traditionnelle baisse saisonnière avec quelques semaines de retard cette année. L'accroissement progressif des abattages, avec la sortie des agneaux d'herbe, pèse sur le marché français, face à une demande relativement modeste probablement affectée par les premiers effets de l'inflation sur les choix des ménages.

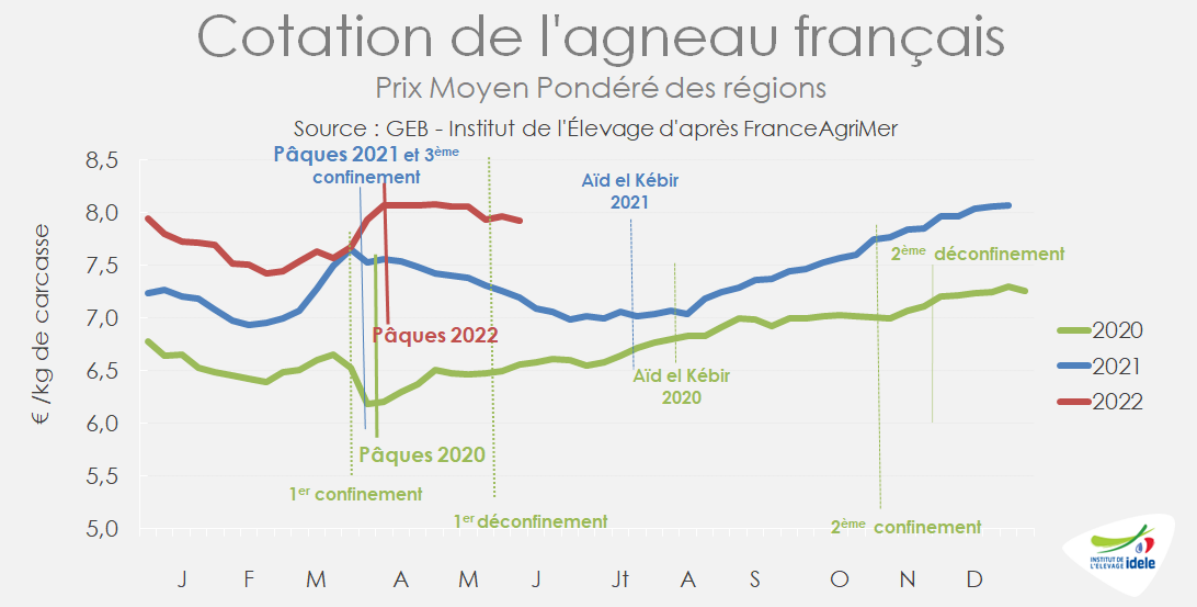
Baisse saisonnière timide et tardive du cours français

Après s'être maintenue durant 6 semaines consécutives au-dessus des 8,0 €/kg éc après Pâques, la **cotation** de l'agneau lourd entrée abattoir a débuté une timide et tardive baisse saisonnière en semaine 23 (se terminant le 12 juin) et s'établissait ainsi à 7,92 €/kg éc. L'écart était alors de +0,66 € /2021 et +1,36 € /2020.

La **sortie des agneaux d'herbe,** conjuguée à une consommation en demi-teinte (météo capricieuse et baisse du pouvoir d'achat des Français), a pesé sur le marché et fait fléchir la cotation française. Cette baisse a traditionnellement lieu juste après Pâques, mais le Ramadan qui a suivi a soutenu la demande, puis le bas niveau conjoint de l'offre et des achats a maintenu la cotation au-dessus des 8 €/kg.

Avec de tels prix entrée abattoir, l'aval semble rogner ses marges pour contenir la hausse des prix au détail, et ainsi éviter la fuite des consommateurs. Le prix moyen de la viande d'agneau vendue à **Rungis** a ainsi reculé de -1% /2021 en avril, puis de -2% /2021 en mai.

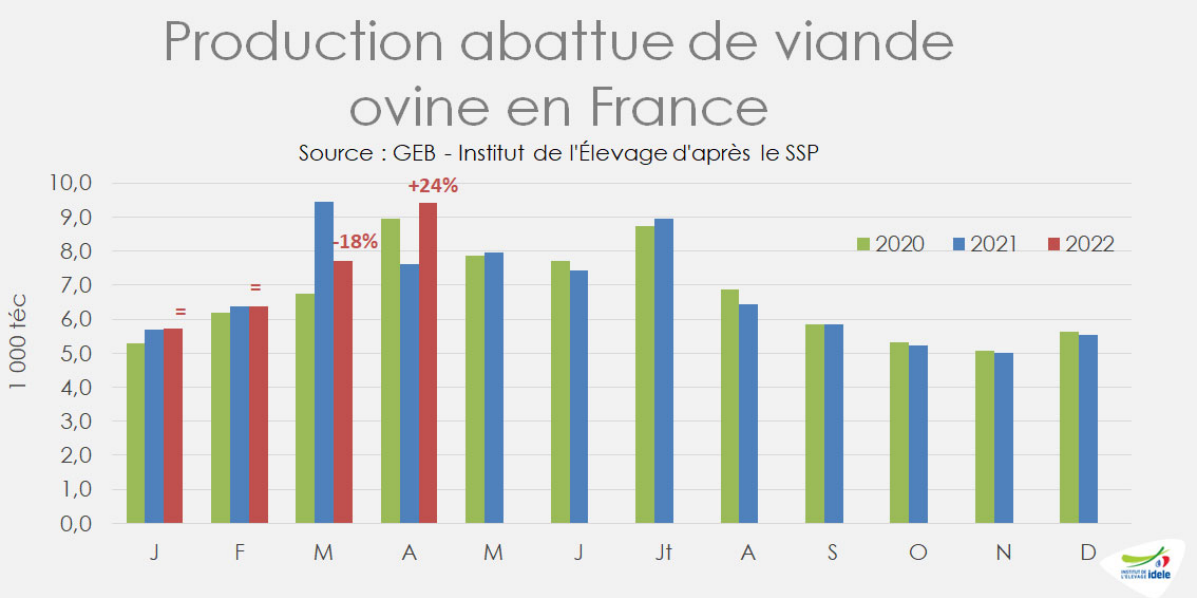
Les **charges** exceptionnellement élevées nuancent toujours ces niveaux de prix. En avril 2022, l'IPAMPA ovin viande restait particulièrement élevé (131,6 points soit +21,2 points /2021) du fait de la forte hausse des indices énergie et lubrifiants (+60% /2021) et aliments achetés (+20%). La sécheresse puis la canicule très précoces cette année, pourraient venir aggraver une situation déjà compliquée pour les éleveurs ….



Depuis janvier des abattages stables d'une année sur l'autre

Selon *Agreste*, les **abattages** de viande ovine ont bondi en avril de +24% d'une année sur l'autre, à 9 400 téc, principalement du fait du décalage de Pâques de deux semaines (le 4 avril en 2021 soit la majorité des abattages réalisés en mars et le 18 avril en 2022 donc majorité en avril). D'un côté les abattages d'agneaux (456 500 en avril) ont bondi de +30% /2021 ; de l'autre, les réformes ont quant à elles régressé, de -2% /2021 à 44 000 têtes.

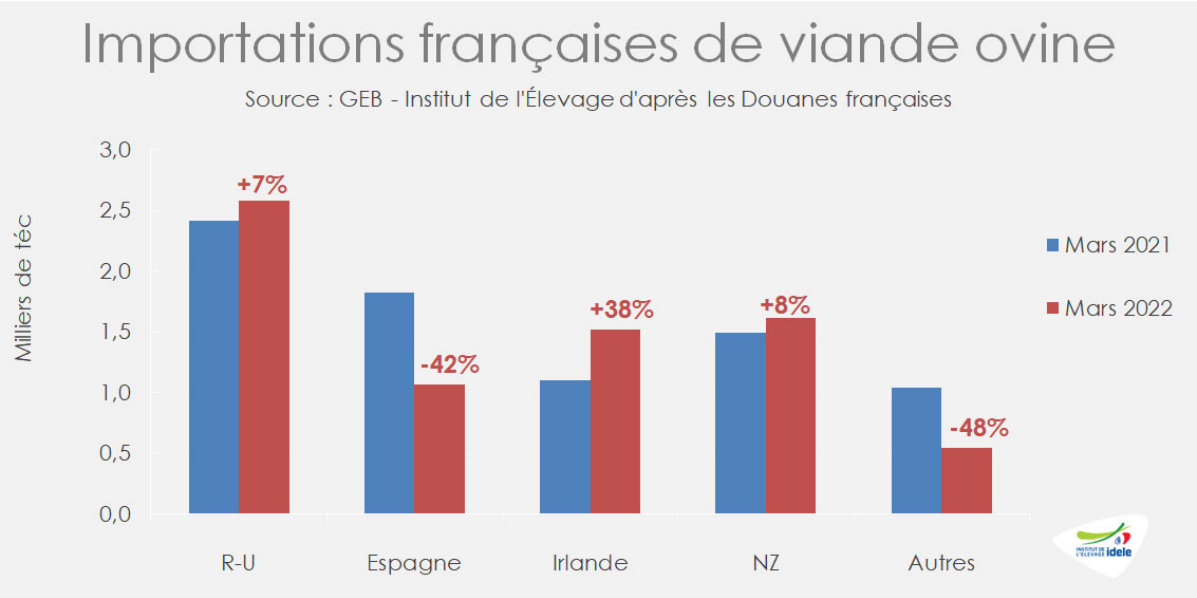
Selon *Ovinfos*, après ce rééquilibrage dû au décalage des dates de Pâques, les abattages français sont restés en mai sous leur niveau de 2021, qui correspond pourtant au 2ème pic de sorties d'agneaux Lacaune et au début de sortie des agneaux d'herbe.



Des importations de viande ovine en provenance d'Espagne en net repli

En mars, les **importations** françaises de viande ovine étaient toujours ralenties, de -7% /2021, à 7 300 téc. Le décalage des dates de Pâques (le 4 avril 2021 et le 17 avril 2022) explique au moins en partie cette baisse d'une année sur l'autre au mois de mars.

Les achats en provenance d'Espagne ont poursuivi leur baisse (-42% /2021), tandis qu'ils étaient en hausse en provenance du Royaume-Uni (+7%), de Nouvelle-Zélande (+8%) et d'Irlande (+38%).



Un disponible français recule encore

Ralentis depuis le début de l'année, les **abattages** et les **importations** affectent d'autant le disponible français, qui au 1er trimestre a chuté de -7% /2021 et 2019. Il est toutefois légèrement supérieur, de +3%, au bas niveau de 2020.

Selon le panel *Kantar*, le recul des **achats** des ménages français en viande ovine s'est accentué en mars (-35% /2021), suite au déclenchement de la guerre en Ukraine, probablement sous l'effet d'une accélération de l'inflation qui impacte le pouvoir d'achat des Français.

Viande ovine » UE et monde »

Des flux davantage orientés vers l'UE-27 et l'Amérique du Nord

Dernière révision le 20 juin 2022

Au Royaume-Uni, la hausse des disponibilités a diminué la demande de viande importée en provenance de Nouvelle-Zélande tandis qu'en Irlande, où l'offre se dynamise depuis le début d'année, les exportations de viande ovine ont repris. En Nouvelle-Zélande, où la situation s'améliore progressivement depuis avril, la production semble reprendre après avoir été ralentie par le variant Omicron du Covid-19.

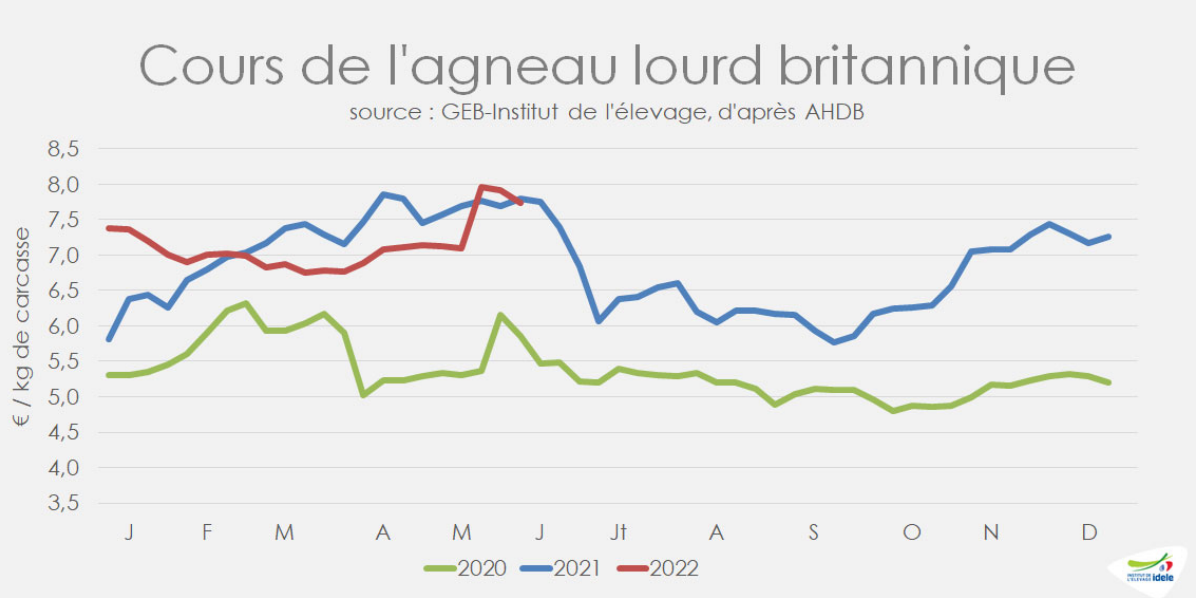
Royaume-Uni : la cotation britannique entame sa baisse saisonnière

Sur une bonne lancée depuis le début d'année, la **production** de viande ovine britannique a bondi en avril 2022, de +22% /2021, à 24 300 t, grâce à la hausse conjointe des abattages d'agneaux (+22% /2021 à 1 million de têtes) et de réformes (+11% à 100 000 têtes), le tout conjugué à une légère hausse des poids moyens de carcasses (+1% /2021).

Face à ce disponible accru, les **exportations** britanniques de viande ovine ont repris, totalisant 17 800 t au 1er trimestre 2022, soit +18% par rapport au niveau exceptionnellement bas enregistré en 2021.

Les **importations** ont dans le même temps progressé, de +15% /2021, à 18 700 téc, venant compléter le disponible. Celles en provenance d'Irlande (x 4) et d'Australie (+62%) ont gagné du terrain tandis que les volumes néozélandais ont a contrario reculé d'une année sur l'autre (-18%).

Face à l'accélération saisonnière des abattages britanniques, la cotation s'est effritée de -1% /2021 à 7,74 €/kg éc en semaine 22, mais demeure à des niveaux historiquement élevés : +1,88 € /2020.

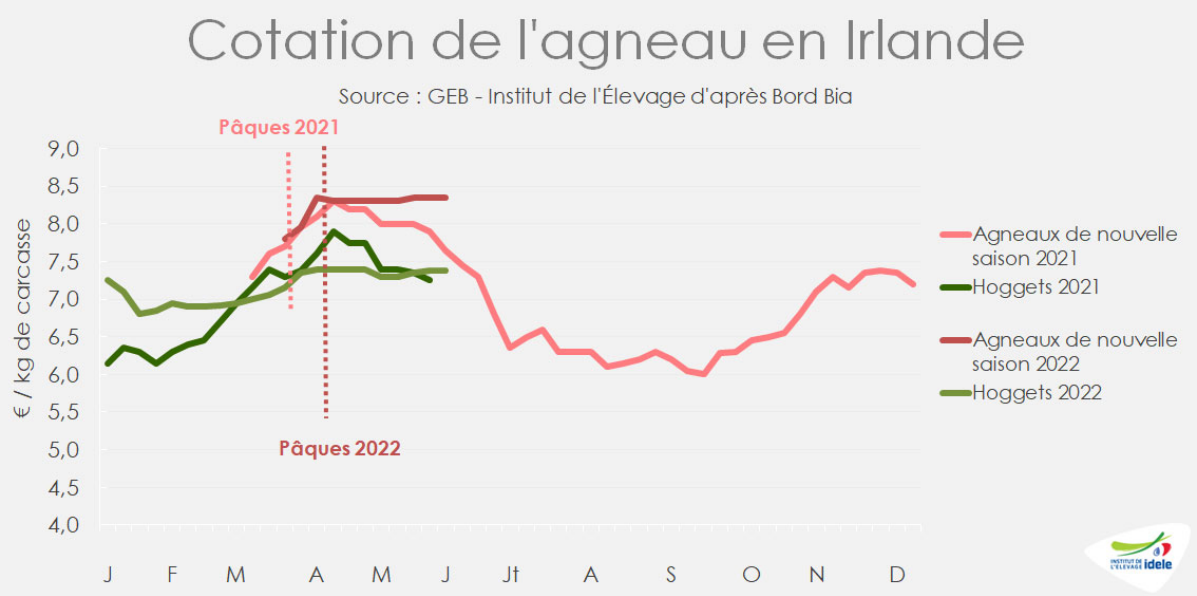


Irlande : le cours de l'agneau de nouvelle saison se maintient au-dessus des 8 €/kg

Après son pic pour Pâques, la **cotation** irlandaise, des *Hoggets* comme des agneaux de nouvelle saison, a plafonné à un niveau élevé au lieu de décroître de façon traditionnelle. En semaine 22, à 8,35 €/kg, elle dépassait de 0,70 €/kg son niveau de 2021 de +2,25 €/kg celui très bas de 2020.

De janvier à mai, les **abattages** d'ovins irlandais étaient abondants, en hausse de +16% /2021. Ceux des agneaux ont progressé de +18% à 982 000 têtes tandis que les réformes ont à l'inverse reculé de -6% en-dessous du niveau de 2021, à 109 000 têtes.

Au 1er trimestre 2022, les **exportations** irlandaises de viande ovine ont ainsi gagné +17% /2021, à 14 300 téc, dont +60% vers le Royaume-Uni et +22% vers la France.

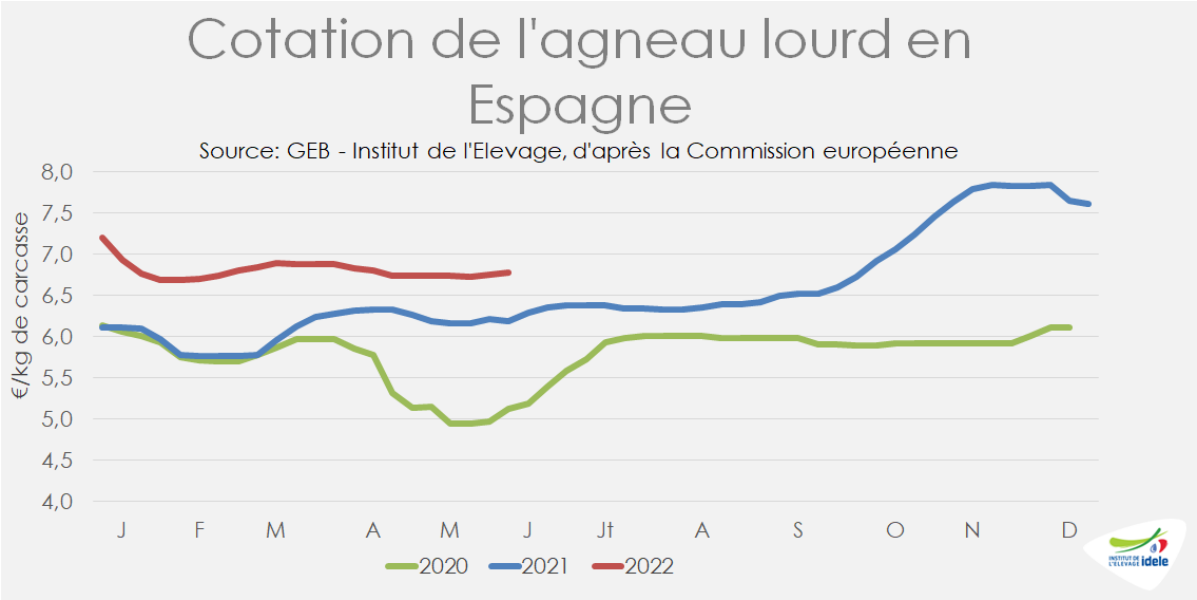


Espagne : la cotation se redresse avec la baisse estivale de l'offre d'agneaux

A 6,78 €/kg éc en semaine 22, la **cotation** de l'agneau lourd espagnol se situe nettement au-dessus du niveau des années précédentes : +0,59 € /2021 et +1,66 € 2020. Celle-ci repart doucement à la hausse grâce d'une part à la traditionnelle diminution des abattages pour l'été et d'autre part la réactivation de la demande en HORECA (saison touristique qui contrebalance la reprise de l'inflation en mai en Espagne) et à l'export, avec la préparation de l'Aïd dans les pays arabes.

La **production** de viande ovine a légèrement reculé au 1er trimestre, de -3% /2021, à 27 600 téc. La production d'agneaux abattus a régressé de -6%, en effectif comme en volume (poids de carcasse stables), tandis que celle des réformes a gagné +8% en têtes et +13% en volume (alourdissement).

Les **exportations** de viande ovine ont conjointement reculé de -27% /2021, à 10 140 téc au 1er trimestre, et la baisse se serait accentuée en avril. A contrario, les envois d'ovins vifs ont augmenté de +19% sur la même période, à 404 000 têtes, via une demande très dynamique sur le marché jordanien.



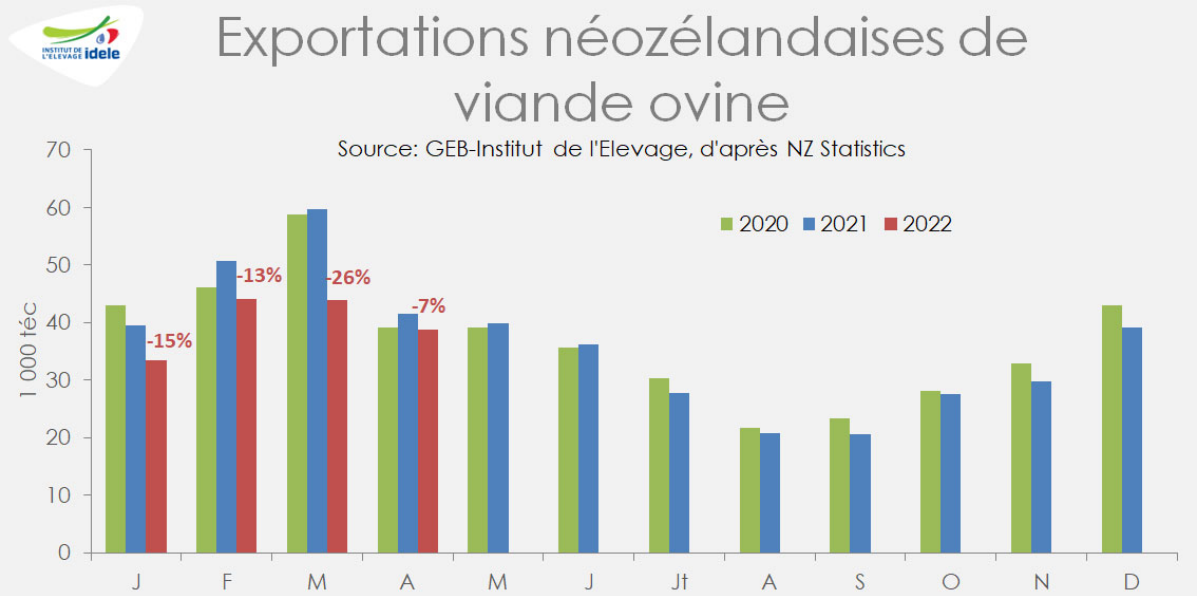
Nouvelle-Zélande : progression des envois vers l'UE-27 et l'Amérique du Nord

La Nouvelle-Zélande a **abattu** 12,8 millions de moutons et d'agneaux au cours de la première moitié de la saison 2021/22 (octobre-mars), soit 256 000 tonnes en baisse de -14 % par rapport à la même période l'an dernier.

Les **exportations** de viande ovine ont totalisé 200 858 tonnes sur la même période, également en baisse de -14 %, correspondant à la baisse de la production.

Les exportations vers la Chine ont chuté, probablement en raison des perturbations de la navigation et des blocages qui freinent la demande tandis que vers les États-Unis elles ont augmenté, en raison d'un dollar néo-zélandais faible face au dollar américain et de la remise en route des services alimentaires après les perturbations provoquées par le covid-19.

Les exportations vers l'UE-27 ont progressé de +18% car les approvisionnements sur le continent restent tendus. Vers le Royaume-Uni, elles ont baissé de -7 % en raison d'un bon approvisionnement intérieur.



L’approvisionnement s’étoffe et les fabrications évoluent

Dernière révision le 20 juin 2022

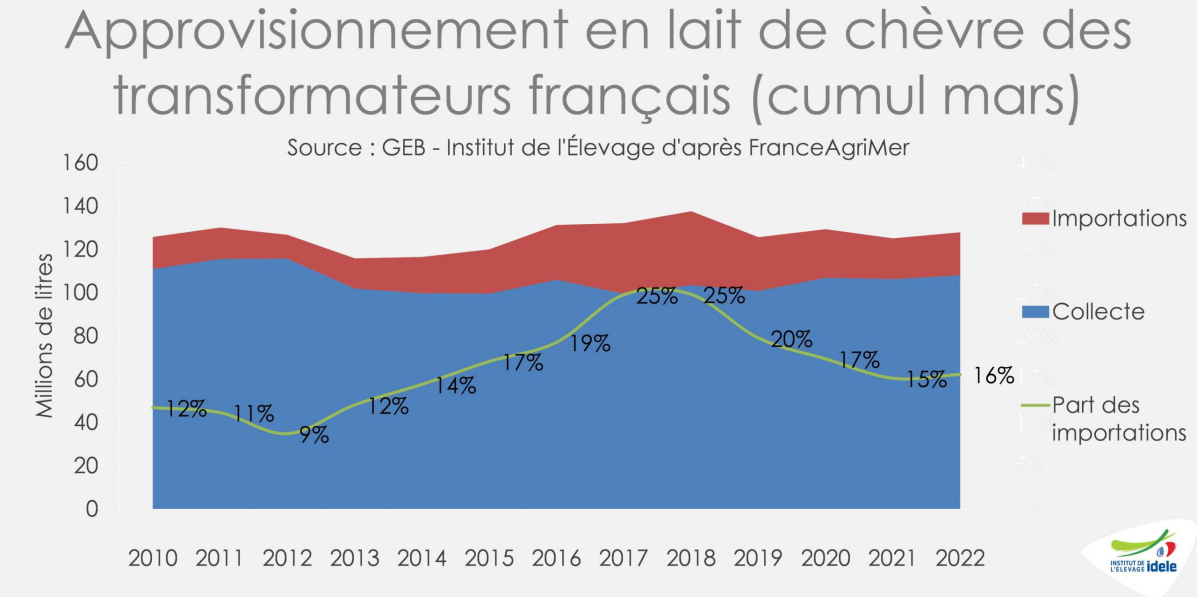
Les importations des produits de report caprin s’orientent à la hausse, tout comme la collecte française de lait de chèvre. La ressource laitière s’étoffe en conséquence, mais la structure des fabrications évolue, avec les bûchettes en perte de vitesse.

Lait de chèvre et viande »
L’approvisionnement s’étoffe et les fabrications évoluent

Dernière révision le 20 juin 2022

Les importations des produits de report caprin s’orientent à la hausse, tout comme la collecte française de lait de chèvre. La ressource laitière s’étoffe en conséquence, mais la structure des fabrications évolue, avec les bûchettes en perte de vitesse.

L’approvisionnement en hausse, sous l’effet d’une collecte et des importations qui progressent

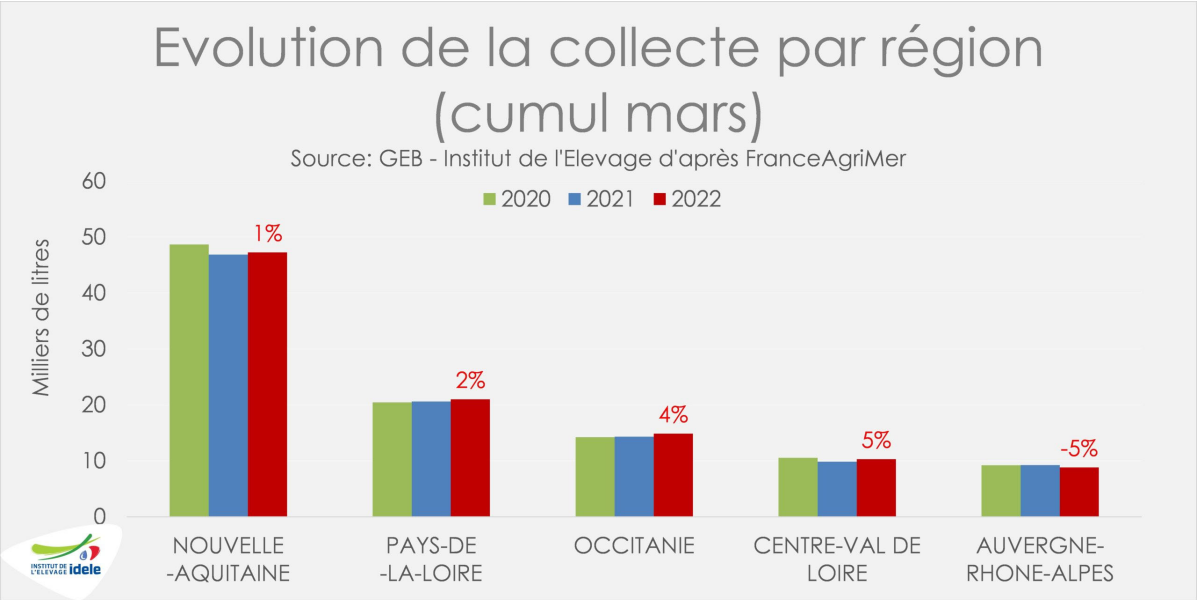


L’approvisionnement en lait de chèvre des transformateurs français (collecte et importations) s’est établi à un peu moins de 128 millions de litres au 1er trimestre. Ainsi, il a augmenté de près de 2,7 millions de litres d’une année sur l’autre (+2,2% /2021).

D’un côté, la collecte de lait de chèvre a été dynamique en début d’année : à 108 millions de litres au 1er trimestre, elle a progressé de +2% /2021. Elle a augmenté de +4% et +3% en janvier et février respectivement, mais été stable en pleine hausse saisonnière de mars, à cause des fourrages de qualité médiocre. De l’autre, sur la même période, les importations de produits de report caprins ont bondi de près +5% d’une année sur l’autre, à un peu moins de 20 millions de litres (+1 million de litres).

La flambée des cours des matières premières agricoles (et de l’aliment acheté) laisse présager des ajustements productifs… sauf si les négociations commerciales entre fabricants et distributeurs permettent une hausse significative du prix du lait de chèvre qui compensent la hausse des charges. Si la collecte française reculait, les importations des produits de report pourraient progresser davantage au fil des mois.

Timide hausse dans le principal bassin de production

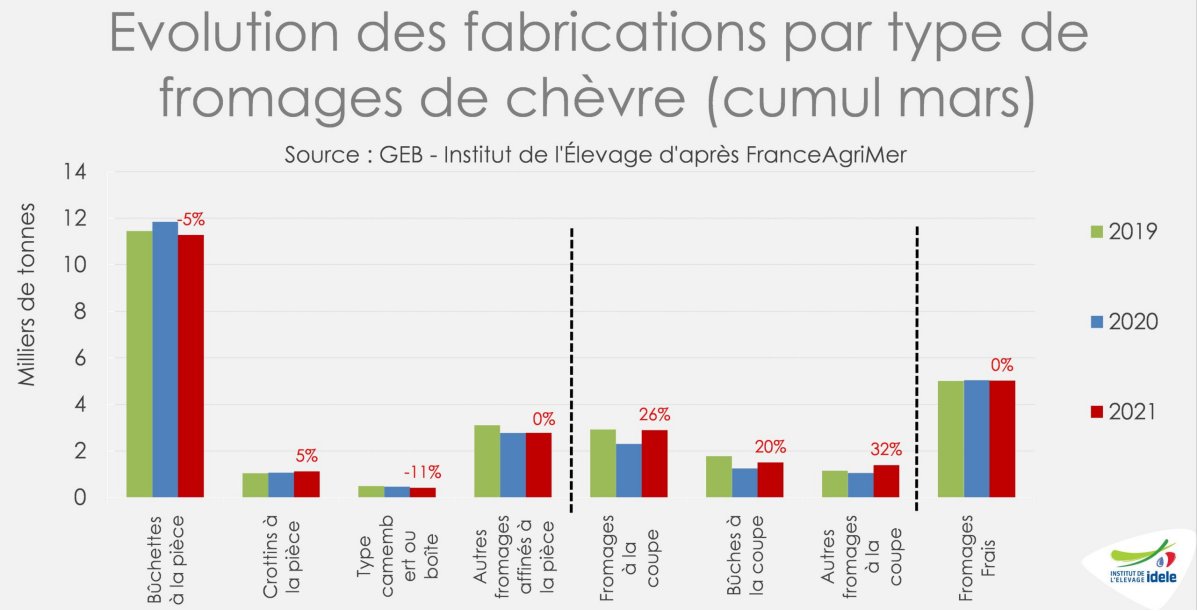


La Nouvelle-Aquitaine, principal bassin caprin avec 44% des livraisons nationales, connaît une hausse limitée de sa collecte, de +1% /2021, à 47 millions de litres au premier trimestre. Dynamique en début d'année, avec des taux de croissance de +2% et +3% en janvier et février respectivement, sa collecte s'est repliée de -1,5% en mars, probablement suite à l'envolée du coût de l'aliment.

Les livraisons ont progressé de +2% en Pays de la Loire et de +4% en Occitanie, à 21 et 14,8 millions de litres respectivement. La collecte laitière semble moins pénalisée dans ces régions n'ayant pas enregistré de repli en mars, et qui connaissaient jusqu'en 2021 des installations encourageantes. Le Centre-Val de Loire a pour sa part vu sa collecte bondir de +5% /2021, à 10 millions de litres.

Les livraisons ont en revanche reculé en AURA de -5% /2021, à 8,8 millions de litres.

Les fabrications de fromages stables, les ultra-frais en baisse

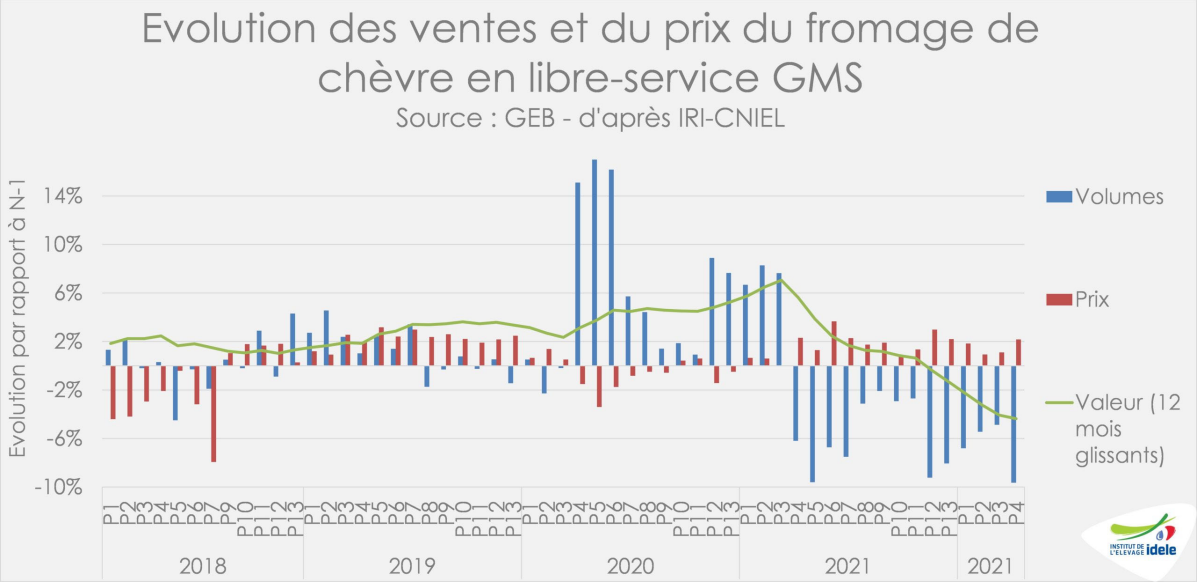


Les fabrications fromagères ont été stables au 1er trimestre, à 23 500 t.

A l'image des fromages à la pièce (dont les fabrications ont baissé de -4% /2021, à un peu moins de 16 000 t), les fabrications de bûchettes ont reculé de -5% /2021, à 11 300 t, soit -570 t. En effet, la demande semble s'orienter davantage vers des produits à plus haute valeur ajoutée… avant que l'incertitude liée l'inflation ne vienne arrêter cette tendance. Ainsi, les fabrications des fromages à découper ont fortement bondi de +26% en un an, à 2 900 t. Enfin, les fabrications de fromages frais ont été stables d'une année sur l'autre, à 5 000 t au 1er trimestre.

D’un autre côté, les fabrications de yaourts ont reculé de -4% en un an, à un peu plus de 3 500 t au 1er trimestre, tandis que les fabrications de laits conditionnés ont chuté de -11%, à 3,5 millions de litres embouteillés.

La demande des ménages pâtit



En effet, avec 15 200 t commercialisées en 2022, les volumes ont reculé de -6% d’une année sur l’autre. Cette baisse est directement imputable à la réouverture de la RHD, qui a signé la fin du report de la consommation à domicile, phénomène enregistré pendant les épisodes de confinement de 2020 et 2021.

Les prix moyens se sont en revanche appréciés (+1% /2021, à 12,23 €/kg en moyenne pondérée), boostés par les fromages AOP, dont les volumes commercialisés évoluaient favorablement en tout début d’année (1 360 t à début avril, soit -6% /2021, mais +11% /2020). Toutefois, les données des mois à venir devraient mettre en évidence un renversement de tendance, car les ventes des fromages à plus haute valeur ajoutée devraient en pâtir, sur fond d’inflation et de baisse de pouvoir d’achat.

Enfin, les exportations de produits laitiers caprins en 2022 se sont rétablies et ont même dépassé les niveaux atteint avant la pandémie. Les volumes exportés au 1er trimestre ont bondi de +50% en un an, à 8 300 t.

Marchés mondiaux des produits laitiers et de la viande bovine

Dernière révision le 20 juin 2022

Le Département Économie de Idele a publié deux *Dossiers Économie de l'Élevage* à l'occasion des conférences marchés mondiaux qui se sont tenues les mardi 31 mai et mercredi 1er juin.

Dossier marchés mondiaux des produits laitiers : fermes grâce à des disponibilités réduites



En 2021, la production laitière mondiale a été peu dynamique, malgré des marchés bien orientés et une demande internationale plutôt vigoureuse. Cette évolution découle d'une trajectoire contrastée dans les principaux bassins excédentaires : croissance modérée

au 1er semestre suivie d'un fléchissement au 2nd semestre malgré la remontée du prix du lait, dans le sillage de celle des cours des ingrédients laitiers. Car dans le même temps, les producteurs laitiers ont subi une hausse des coûts de production qui les a plutôt incités à lever le pied, notamment aux États-Unis et dans l'UE-27.

La demande mondiale en produits laitiers a été ferme principalement en Asie où, malgré la croissance de la production laitière et les difficultés logistiques dans les ports, la Chine a encore fortement accru ses importations qui absorbent désormais le quart des échanges internationaux de produits laitiers. En somme l'Asie est demeurée l'épicentre de la croissance de la production et de la demande mondiales en produits laitiers. En revanche, l'Afrique, malgré une démographie toujours forte et une production stationnaire, a plutôt moins importé de poudres de lait, devenues trop chères.

Les tendances 2021 se sont prolongées début 2022 et exacerbées depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, portant les cours des ingrédients et du prix du lait à des niveaux record. Pour autant la production laitière ne repart pas dans les grands bassins excédentaires, en premier lieu dans l'UE-27. La relative pénurie de produits laitiers devrait donc demeurer dans les prochains mois et les prix resteront alignés sur ceux des grains et de l'énergie, dans un contexte d'évolution très incertaine de l'économie mondiale à plus long terme.

Dossier marché mondial de la viande bovine dans la tourmente des matières premières



Dans le chaos que sont devenus les marchés des matières premières, les viandes sont prises en tenaille entre la hausse des prix des intrants, énergie et aliments du bétail, les effets longs des épizooties (FPA, Influenza aviaire, récurrence de cas d'ESB atypique…) et les évolutions de la demande avec les *stops & go* de la restauration hors domicile et des confinements dans les différents pays.

Certes la viande bovine est moins dépendante des aliments du bétail que les monogastriques, mais elle est bien plus dépendante des aléas climatiques.

En 2021 et tout au long du 1er semestre 2022, les prix se sont envolés partout dans le monde, dans le sillage de ceux des grains et de l'énergie, mais aussi pour des raisons plus spécifiques, vigueur de la demande dans beaucoup de pays importateurs face à des grands exportateurs qui peinent à y répondre. Pourtant la production a repris dans les principaux pays producteurs après une forte chute en 2020.

Pourtant les exportations des 10 principaux pays exportateurs sont revenues en 2021 au niveau de celles de 2019. Mais dans le même temps, malgré l'inflation qui affecte partout le pouvoir d'achat, les demandes croissent toujours. Ainsi les importations des 10 principaux pays acheteurs auraient cru 2 fois plus vite (+ 300 ktéc) en 2021 que les exportations des 10 principaux fournisseurs du marché mondial (+ 150 ktéc). Cependant, cette demande est toujours plus sino-dépendante, puisque la Chine (Hong Kong inclus) représente désormais 41% de la demande à l'importation des 10 principaux clients mondiaux. L'évolution des prochains mois va s'écrire entre retour de l'inflation qui paraît durable, flambée des grains et des oléagineux, remontée des taux handicapant les investissements, aléas climatiques toujours plus fréquents, retour aussi de l'alimentation comme préoccupation majeure dans la plupart des pays. Bref, une situation qui pourrait décourager la capitalisation bovine, alors que les habitudes alimentaires favorisent la demande de boeuf dans beaucoup de pays et que l'inflation des intrants touche en premier lieu les productions de viande blanche…